

# CRTTIQUE COMMUNISTE

l'alternative  
selon  
rudolf bahro

XIe Congrès mondial  
IVe Internationale

# Critique communiste

Revue théorique de la Ligue communiste révolutionnaire

## éditorial

XI<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale,

1. L'Internationale nécessaire par *Michel Lequenne* . . . . . 3
2. Le sens d'une scission, par *Daniel Bensaïd*. . . . . 13

Le recentrage du PCF, par *Jeanette Habel*. . . . . 25

La révolution culturelle chez *Rudolf Bahro*, par *Alain Brossat* . 39

Trois incohérences théoriques et leurs conséquences politiques, par *Daniel Bensaïd*. . . . . 53

## débats

1. Politique étrangère castriste et défense de l'Etat ouvrier cubain, par *Claude Gabriel* . . . . . 67

2. Réflexions pour les lecteurs de *Critique communiste*, par *Lucien Sfez*. . . . . 81

## dossier

Système monétaire européen et parlement européen, par *Winfried Wolf* . . . . . 89

## lectures

1. Histoire de l'Internationale communiste de Pierre Frank (Jean-François Godchau). . . . . 119

2. Procès à Prague (Anna Libera) . . . . . 124

**Le Comité directeur de la rédaction :**

Michel Lequenne,  
Francis Sitel et Henri Weber.

## 4 raisons de s'abonner à Critique communiste

1. Vous le paierez beaucoup moins cher : 10 F le numéro au lieu de 15 et 20 F.
2. Vous soutiendrez la revue et les éditions la Brèche.
3. Si vous êtes en province, vous le recevrez plus tôt qu'en l'achetant en librairie.
4. Vous bénéficierez des offres exceptionnelles de réduction sur les livres la Brèche, réservées aux abonnés de *Critique communiste*.

----- Abonnez-vous ! -----



Je m'abonne à *Critique communiste* pour 1 an (10 numéros)

- Je verse<sup>(1)</sup>
- 100 F : abonnement France TOM-DOM
  - 120 F : abonnement pays étrangers
  - 150 F : abonnement pays étrangers par avion
  - 150 F et plus : abonnement de soutien

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

A retourner affranchi à : éditions la Brèche, 10, impasse Guéméné,  
75004 Paris. Tél. : 271 02 82 accompagné d'un chèque (ou man-  
dat) à l'ordre des éditions la Brèche.

(1) Cocher la case correspondante

## XI<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale

### 1. L'Internationale nécessaire

Le XI<sup>e</sup> congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est tenu en novembre dernier, avec la participation d'environ 200 délégués et invités représentant les sections et organisations sympathisantes d'Europe, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord, d'Asie, d'Afrique et d'Océanie; plus nombreuses que dans tous les congrès précédents<sup>1</sup>.

Événement mineur pour la grande presse, et en général rapporté – quand il l'est – avec un humour laborieux ou des commentaires méprisants. Et cette fois, il y avait un morceau de choix : une nouvelle scission des trotskystes !

On lira plus loin l'analyse que Daniel Bensaïd a fait de cette scission lors du meeting de la Mutualité du 23 novembre. Il n'est pas dans notre usage de minimiser nos difficultés de développement. Mais nous devons souligner aussi qu'une Internationale révolutionnaire ne peut se construire selon un progrès linéaire. En même temps que des pertes, qui touchent essentiellement notre section française et, en Amérique latine, des organisations sympathisantes dont l'une, très forte, le P.S.T. d'Argentine, le XI<sup>e</sup> congrès mondial a enregistré une extension dans plus d'une dizaine de pays, dont plus de la moitié voient apparaître des forces trotskystes pour la première fois. Le recul numérique d'aujourd'hui n'implique donc en rien l'impossibilité de plus grands progrès dans un proche avenir.

De plus, si nous regardons en arrière, la situation actuelle est loin d'être désespérante, au contraire. Et si le chemin où nous nous

sommes engagés, en tant que mouvement, depuis quarante ans, a été plus tortueux et difficile qu'on ne le pensait au départ, nos objectifs, en dépit des durs mécomptes, nous apparaissent aujourd'hui plus réalistes et accessibles que jamais.

C'est à la lumière de ces objectifs que nous devons et pouvons faire le point, à l'occasion de ce XI<sup>e</sup> congrès. Ils ne sont rien de moins que la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale, et l'instauration du socialisme authentique en lequel se confondent démocratie ouvrière et dictature du prolétariat<sup>2</sup>.

Ici, nos critiques se divisent. Pour ne pas parler de ceux pour qui le socialisme est une utopie dont la seule concrétisation est un pire régime d'exploitation de l'homme par l'homme, et qui enterrent le marxisme dans leur incapacité à affronter le problème de la bureaucratie, les autres se séparent entre ceux pour qui le socialisme est renvoyé à un avenir très lointain et imprécis, lent ajustement de « socialismes nationaux » issus de sources diverses, en général compris comme des évolutions pacifiques de la société bourgeoise, et ceux pour qui l'unité socialiste du monde surgira d'un phénomène messianique spontané. Il n'y a bien sûr aucune espèce de rigueur théorique dans ces différents couronnements de politiques qui se prétendent, les uns réalistes, les autres radicales, et qui cachent en vérité les pires impuissances et les pires défaitismes.

## **Le mouvement ouvrier, dos tourné à l'internationalisme**

- D'un bout de l'éventail du mouvement ouvrier à l'autre, l'on a :
- Les partis de ce qui fut la II<sup>e</sup> Internationale, qui ne s'accordent que dans la mesure où cela est de l'intérêt de leur bourgeoisie nationale dont ils sont les serviteurs loyaux, et dont les intérêts « nationaux » passent toujours avant ceux de la classe ouvrière, non seulement internationale, mais même nationale, à laquelle ils n'hésitent pas, aujourd'hui, dès qu'ils accèdent au pouvoir, à faire payer le prix de l'austérité.
  - Les partis qui sont les produits de décomposition de la III<sup>e</sup> Internationale, qui rivalisent de chauvinisme avec ceux de la II<sup>e</sup>, englués dans leurs liens avec la bureaucratie sinistre de l'U.R.S.S., et qui, pris dans la contradiction de ne pas vouloir attenter au pouvoir bourgeois, mais de ne vouloir pas non plus, comme le font les sociaux-démocrates, accepter de se charger d'exécuter la politique bourgeoise d'austérité sous peine d'y perdre à jamais leur base sociale en déclin en sont réduits à entretenir la division des rangs ouvriers dans un sectarisme qui n'est pas moins suicidaire.
  - Des partis centristes, du type du P.S.U. français, zigzaguant de

gadgets en gadgets, marieurs toujours bafoués de la social-démocratie et du stalinisme, et dont la politique internationale est faite de « solidarités » abstraites et formelles, peu regardantes sur les politiques suivies par leurs alliés, au nom d'un principe de non-ingérence à la Ponce Pilate.

– Des groupes maoïstes, qui survivent à la liquidation de l'héritage du Grand Timonnier, ne conservant de leur passé récent que la dénonciation du « révisionnisme » des bureaucrates de l'U.R.S.S. comme ennemi principal, avec ce que cela implique de soutien à leur propre bourgeoisie.

– Enfin les formations – hors de la IV<sup>e</sup> Internationale – qui se réclament du trotskysme, et qui depuis des lustres s'acharnent, au nom de la « reconstruction » du mouvement que nous construisons, à se séparer sitôt que rassemblés, chacune autour de quelques caudillos infaillibles.

## Onze congrès au rythme de la révolution

Un tel tableau minimise nos propres mécomptes. D'autant que le chemin que jalonnent nos onze congrès représente beaucoup plus d'années noires que de périodes d'essor et de victoires du mouvement ouvrier.

Notre congrès de fondation (1938) ne se tenait-il pas dans le courant torrentueux vers la guerre, et précisément pour nous constituer en bastion contre ses traverses, et en base de départ pour les offensives qui ne pouvaient manquer d'en sortir.

Dix ans plus tard, notre II<sup>e</sup> Congrès se tenait alors que la sainte alliance de Yalta-Postdam avait réussi à briser la montée révolutionnaire consécutive à la guerre et que la seule révolution victorieuse de cette nouvelle période, celle de Yougoslavie, allait subir une tentative d'écrasement par tout le système stalinien.

Notre III<sup>e</sup> congrès (1951), en pleine guerre froide, avait lieu alors que la guerre « chaude » de Corée faisait planer les pires risques sur la révolution chinoise victorieuse. Ce congrès, qui précédait de peu la seule véritable grande scission de notre mouvement, était le premier de ceux qui s'étendent sur la plus sombre période de la lutte de classes mondiale de l'après-guerre.

Il est donc pour nous significatif que les premiers signes de renversement du rapport des forces entre les classes à l'échelle mondiale, marqué à la fois par la victoire de la révolution cubaine et par la lourde défaite de l'impérialisme français en Algérie, ait été pour nous une véritable renaissance, avec un VII<sup>e</sup> congrès de réunification de notre mouvement international.

Le IX<sup>e</sup>, tenu au lendemain de 1968, marquait un nouvel essor.

Il fait peu de doute que le reflux révolutionnaire en Amérique latine (écrasement des guérillas, contre-révolution au Chili) et la phase la plus dure de la révolution vietnamienne aient pesé sur notre X<sup>e</sup> congrès mondial et lui aient donné ses caractères négatifs, de dur affrontement de fractions.

Le XI<sup>e</sup> vient de se tenir dans la lueur des foyers de deux révolutions à l'issue encore douteuse, celle d'Iran et celle du Nicaragua, et ce sont bien des inquiétudes et des espoirs parallèles qui l'ont dominé.

Constater à quel point les pulsions de la lutte des classes et de la révolution se reflètent dans la vie de notre organisation, ce n'est pas se soumettre à quelque objectivisme, mais c'est seulement constater qu'à la différence des chapelles sectaires notre mouvement est plongé dans la réalité de la vie du prolétariat mondial.

Ceci dit, la modestie de nos résultats doit-elle amener à la conclusion que l'Internationale n'est plus (ou, plus simplement, n'est pas) nécessaire ?

Ce n'est jamais la difficulté d'une tâche qui prouve son inutilité. L'état présent de la lutte de classes dans le monde montre au contraire à quel point l'absence d'une direction reconnue comme porteuse du capital théorique et de l'expérience d'un siècle et demi de mouvement ouvrier, la transformation en force contre-révolutionnaire de la bureaucratie qui a exproprié le pouvoir prolétarien en U.R.S.S., les déviations des directions qui sont issues de cette dégénérescence stalinienne ont des conséquences désastreuses pour le monde travailleur tout entier. Pour une révolution qui réussit à vaincre dans l'isolement et l'empirisme, face aux forces colossales de l'impérialisme, pas ou mal aidée, voire sournoisement sabotée par l'U.R.S.S. et les forces staliniennes, combien d'autres avortent, tournent court dans le marais de l'état national bourgeois, ou sont écrasés avant l'assaut final vers le pouvoir.

## L'exemple iranien

L'exemple de la révolution iranienne est le plus récent et un des plus saisissants quant à la tragédie de la crise de la direction révolutionnaire mondiale. Le discrédit du parti stalinien Toudeh a livré les masses iraniennes à une direction nationaliste religieuse qui les égare et les divise, compromettant le sort d'une des révolutions au potentiel le plus riche. Face à un tel processus, on voit les directions du mouvement ouvrier international soit faire chorus avec la réaction (P.S. et centristes) soit apporter un appui opportuniste à Khomeiny

(les P.C.) Et ce n'est certes pas un hasard si l'éclatement de la révolution a vu se former, par fusion, une section iranienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, le P.S.T., qui, immédiatement au combat aux côtés des prolétaires les plus avancés — en particulier ceux de l'industrie pétrolière — et des minorités que le nouveau pouvoir prétend maintenir dans un statut d'oppression nationale, a été le premier courant du mouvement ouvrier à subir la répression la plus dure des khomeinistes. Cela n'est pas seulement l'honneur de notre Internationale, mais aussi et surtout l'exemple de la voie de l'inflexible défense des intérêts généraux du prolétariat, tâche du communisme véritable. Plus significatif encore est le fait que c'est la campagne pour la vie de nos quatorze condamnés — dont il est évident qu'elle n'aurait pas eu lieu sans l'existence de l'Internationale — qui a arrêté le bras des exécuteurs, et permet à notre section iranienne de continuer sa lutte intransigeante.

Dans un tel exemple, la limite de ce dont nous sommes capables stigmatise d'abord les grandes organisations du mouvement ouvrier et leur politique de chien crevé au fil de l'eau. Quant à nous, nous savons que les graines que nous lançons sur le terrain des révolutions ne manqueront pas de faire lever bientôt des moissons.

D'ores et déjà, notre Internationale est capable de mieux appréhender les problèmes de la lutte révolutionnaire à l'échelle mondiale, d'abord par la saisie théorique et analytique, car — selon le mot de Lénine — il n'y a pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire, mais surtout par l'engagement de l'action sur le terrain et dans la solidarité unifiée internationalement.

## Les analyses du XI<sup>e</sup> congrès

Quatre résolutions politiques générales ont été adoptées par le XI<sup>e</sup> Congrès : sur la situation mondiale, sur l'Europe, sur l'Amérique latine et sur la lutte mondiale des femmes.

La révolution sur la situation mondiale saisit dans tous ses aspects la crise la plus grave que le capitalisme ait connu à l'échelle internationale depuis les années trente. Il s'agit d'une crise globale, qui frappe les mécanismes économiques, les rapports sociaux, les structures politiques et l'idéologie et qui, loin d'être limitée à quelques épicycles, concerne tous les continents. La défaite de l'impérialisme au Vietnam a été jusqu'ici le point culminant de cette crise et a eu des conséquences énormes que les vicissitudes actuelles de la situation indochinoise ne doivent pas nous amener à minimiser. L'une de ces conséquences a été qu'après 1975 les Etats-Unis se sont trouvés dans l'impossibilité de jouer leur rôle de gendarme mondial de la

contre-révolution et qu'ils ont dû assister sans riposter, comme ils l'auraient fait à d'autres époques, à des mouvements révolutionnaires comme ceux qui ont bouleversé dans l'espace d'une seule année, l'Iran et le Nicaragua, dans deux zones cruciales pour la stratégie politico-militaire impérialiste.

D'autre part, le capitalisme, tout en ayant surmonté la conjoncture économique de 1974-75, reste frappé par la vague longue de stagnation ou de croissance limitée et précaire, où les tensions et les contradictions se multiplient sur tous les terrains (crise du système monétaire, crise du commerce mondial, « crise de l'énergie », etc.). L'idée centrale du texte est que le capitalisme ne peut espérer sortir de cette crise par de simples mesures de réactivation de ses mécanismes économiques, mais qu'il doit se poser le problème dans ses termes réels, à savoir, en dernière analyse, celui du rapport de forces entre les classes. En d'autres termes, il ne pourra surmonter le cycle dans lequel il est entré désormais depuis une dizaine d'années s'il ne réussit pas à imposer une véritable restauration à partir des pays qui ont été le plus profondément investis par la vague de 1968-69, prolongée les années suivantes, s'il ne réussit pas à faire payer le prix de la crise à la classe ouvrière et aux couches opprimées, par une augmentation du taux d'exploitation et une relance du taux du profit. Dans aucun pays cet objectif n'a été atteint. Dans aucun pays il ne pourra être atteint sans des luttes très dures, des confrontations sociales et politiques majeures.

Cette analyse est précisée, en ce qui concerne l'Europe, dans le deuxième document. Celui-ci s'oppose aux analyses qu'esquissent aussi bien les organisations majoritaires du mouvement ouvrier que ce qui reste des organisations de l'extrême-gauche. Les unes et les autres, au-delà des divergences qui les séparent, sous-estiment, en dernière analyse, la crise du système et de sa classe dominante en donnant des interprétations abusives ou carrément fausses, de la situation actuelle, à la perspective même d'une lutte pour le renversement du système et en ouvrant, entre autres, la voie à des idéologies crépusculaires et à des campagnes tapageuses sur la prétendue crise du marxisme.

Les marxistes révolutionnaires n'ignorent absolument pas qu'au cours des deux ou trois dernières années la bourgeoisie a pu regagner partiellement du terrain dans des conflits sociaux et dans certaines confrontations politiques. Mais ils précisent la portée de ces développements en les intégrant dans un cadre d'ensemble qui n'a pas connu de changements qualificatifs. Ce qui n'est pas moins important, ils indiquent quelles en sont les causes. On revient ainsi au rôle des facteurs subjectifs. Si des échecs se sont effectivement produits, si dans certains pays il y a eu des piétinements du

mouvement des masses, cela n'est aucunement dû à un renforcement structurel de la classe dominante, à ses capacités de relancer les mécanismes d'accumulation, à une restabilisation de ses directions politiques, mais au fait primordial que les partis qui jouissent encore de la confiance des masses n'ont pas voulu exploiter des crises révolutionnaires ou pré-révolutionnaires pour opposer aux solutions bourgeoises une solution ouvrière à la crise, pour déclencher une dynamique anticapitaliste ; pour s'imposer au pouvoir.

Le texte adopté sur l'Amérique latine part du fait qu'à partir de 1977 une nouvelle étape s'y est ouverte, une étape de réanimation et de relance des mouvements de masses qui, dans des pays comme le Brésil, le Pérou, la Bolivie ont déjà acquis une ampleur considérable, et dont l'apogée a été l'insurrection victorieuse du Nicaragua, au mois de juillet dernier (sur le Nicaragua, par ailleurs, le congrès a voté un texte spécifique). L'Amérique latine, en effet, subit encore plus que l'Europe les conséquences de la crise prolongée de l'économie capitaliste. Cela a annulé mêmes les acquis économiques partiels qu'avaient arrachés pendant quelques années, au prix d'une surexploitation des masses travailleuses, certaines dictatures militaires (celle du Brésil, par exemple). Cela signifie que les marges des concessions se sont ultérieurement réduites, voire qu'elles sont devenues inexistantes. Il en découle que les dictatures qui subsistent dans le « Cône sud » sont condamnées à subir une usure de plus en plus grande et que les opérations d'« institutionnalisation » esquissées dans une série de pays s'avèreront extrêmement difficiles et pourront échapper au contrôle de ceux qui les ont lancés ou vont les lancer dans l'avenir. L'Amérique latine s'insère donc parfaitement dans le cadre d'instabilité persistante et de crise du système analysés par les principaux textes du congrès. La dynamique latino-américaine, de même que celle de l'Europe, comporte la possibilité, voire l'inévitabilité de changements brusques, de convulsions soudaines, d'éclatements de crises révolutionnaires ou pré-révolutionnaires, de confrontations majeures entre les classes.

Le panorama de la situation mondiale resterait partiel s'il n'était pas complété par l'analyse de la situation dans les Etats ouvriers bureaucratisés. Une section importante du texte international est consacré justement à ce problème. On y saisit la crise qui frappe les structures et les groupes dirigeants bureaucratiques, une crise qui, dans certains pays, n'apparaît pas encore à la surface, alors que dans d'autres elle s'est manifesté dans les dernières années sous des formes spectaculaires. L'exemple de la Chine est le plus évident, mais en Europe orientale aussi des problèmes se sont posés de plus en plus nettement (par exemple en Pologne). L'idée qu'il faut retenir, en tout cas, est que les directions bureaucratiques seront de

moins en moins en condition de jouer un rôle stabilisateur dans la politique mondiale, quelle que soit leur volonté.

A l'étape que nous avons atteinte, il faut comprendre qu'il n'y a et n'y aura pas d'îlots de stabilité même relative. Tous les éléments conflictuels vont se multiplier dans tous les secteurs du monde avec des effets cumulatifs qu'on peut saisir dans leur dynamique d'ensemble, mais qu'il est impossible de prévoir dès maintenant dans toutes leurs implications concrètes.

Les analyses et les orientations fixées dans les textes du congrès ont le but de faciliter la bataille pour la construction de partis révolutionnaires, sections de la IV<sup>e</sup> Internationale.

### L'action, test de la politique

Cette visée est éclairée par les résolutions d'action les plus importantes prises par le XI<sup>e</sup> congrès : de soutien à la révolution nicaraguayenne; de soutien de la lutte des opposants révolutionnaires des États ouvriers bureaucratiques, en particulier de ceux de Tchécoslovaquie, dont notre camarade Petr Uhl est un des principaux porteur; de défense du Vietnam contre les attaques politiques et économiques de l'impérialisme, et enfin de la lutte des femmes pour leur libération de l'oppression multiforme particulière qu'elles subissent dans le monde entier.

Seule notre Internationale mène le combat sur l'ensemble de ces terrains, et comme unité dans le monde entier, tandis que toutes les autres organisations « trient » entre ces luttes complémentaires : les sociaux-démocrates dénonçant la répression à l'Est mais hurlant avec les loups impérialistes contre le Vietnam et servant d'entre-metteurs de ces mêmes impérialistes au Nicaragua, tandis qu'inversement les P.C., fussent-ils « eurocommunistes », « oublient » de mener campagne contre la répression bureaucratique, prônent la collaboration de classes au Nicaragua et, s'ils défendent le Vietnam, c'est en se privant de crédibilité par leur habituel manichéisme.

En même temps que notre unité organique, c'est l'unité révolutionnaire internationaliste de notre lutte qui a été brisée par les scissionnistes de notre mouvement. En ses forces principales sud-américaines, auto-baptisées « fraction bolchevique », le dogmatisme théorique le disputait aux pratiques opportunistes : d'un côté un régime de parti monolithique bureaucratique et le plus violent révolutionnarisme verbal, de l'autre des alliances sans principes avec des courants bourgeois (« front large » d'Uruguay, péronisme en Argentine). Tout cela dans le refus de toute discipline et de tout contrôle internationaux. Le révélateur qu'est toute révolution a fait

éclater cette contradiction : l'opportunisme le plus éhonté s'est fait pratique manipulateur (actions menées sans mandat au nom et sous le drapeau du F.S.L.N.), suivie, une fois qu'elle a été démasquée, d'une fureur sectaire et calomniatrice tournée contre ce même F.S.L.N. Un tel comportement, au sein même d'une révolution menée dans les conditions les plus terribles, était beaucoup plus que l'Internationale pouvait accepter de voir couvrir de son drapeau.

Une telle rupture, aussi dure que soit pour nous la perte de militants égarés par l'apparente intransigeance des scissionnistes, ne peut affaiblir durablement notre mouvement du fait même des conditions qui la provoquent, et elle n'est pas davantage susceptible de voir s'opposer à notre Internationale un autre mouvement mondial de rassemblement de ceux qui rompent aujourd'hui avec nous pour s'unir dans la lutte contre la révolution au Nicaragua avec ceux qui ont pour tradition de ne jamais reconnaître les révolutions quand elles ont lieu.

C'est dans le soutien, *aussi critique qu'il est nécessaire*, mais le *soutien et la solidarité* avec les révolutions, c'est dans la participation à leurs combats que seulement peut se construire une Internationale dont le nom est Parti mondial de la révolution socialiste.

## Vers le prolétariat industriel

Pour accélérer cette construction, le congrès a mis au centre de ses débats d'orientation un problème capital, celui de la composition sociale des organisations trotskystes et de leur présence dans les grandes concentrations prolétariennes. Il a constaté, d'une part, qu'au cours des dernières vingt-quatre années, la masse relative de la classe ouvrière et des salariés a augmenté considérablement, quasi partout dans le monde (les effets en sens opposé de la crise économique n'ayant été jusqu'ici que très marginaux), et que la présence insuffisante dans nos rangs d'ouvriers et notamment d'ouvriers de grandes entreprises, malgré les progrès incontestables réalisés dans certains pays au cours des années soixante-dix constitue un handicap majeur qui, en fait, nous empêche de jouer effectivement notre rôle d'avant-garde dans les mouvements de masses réels. D'où la décision d'opérer résolument le tournant nécessaire pour surmonter cette faiblesse structurelle. Il s'agit d'une tâche d'autant plus impérieuse et urgente que, si les analyses du XI<sup>e</sup> congrès sont correctes, de grandes batailles, des confrontations majeures sont inscrites dans la dynamique de l'étape où nous sommes entrés, et que nous savons, de toute notre expérience historique, que nous ne pouvons pas accorder un gramme de confiance ni aux réformistes, ni aux néo-

réformistes staliniens, ni aux centristes pour assurer partout dans le monde le rôle indispensable de direction révolutionnaire pour stimuler des luttes anticapitalistes sur la base de revendication de transition, pour opposer à toutes les solutions bourgeoises les solutions ouvrières aux problèmes posés par la crise, pour affronter concrètement, enfin, le problème du pouvoir.

Michel Lequenne

#### NOTES

1. Le manifeste du congrès a été publié dans *Inprécor*, n° 66. *Inprécor* a également publié (n° 65) la déclaration sur la scission et un appel sur l'Iran. Les textes votés, de même que ceux sur lesquels le congrès a exprimé un vote indicatif, et sur lesquels la discussion va donc se poursuivre, paraîtront en janvier 1980.
2. Le texte le plus important sur lequel va se poursuivre la discussion de l'Internationale est précisément celui qui doit définir notre position sur la dictature du prolétariat comme démocratie socialiste.

## 2. Le sens d'une scission

*Extraits de l'intervention de Daniel Bensaïd  
au meeting de la Mutualité, le 19 novembre 1979*

Tout au long de la préparation de ce XI<sup>e</sup> Congrès mondial, nous avons voulu qu'il marque un pas vers le rassemblement et la concentration des forces révolutionnaires, des organisations se réclamant du trotskysme. Nous avons voulu qu'il nous dote d'une Internationale plus forte pour faire face aux possibilités nouvelles de la situation mondiale.

La question qu'il faut aborder de front dans cette conclusion est celle de la scission. Contrairement à notre but et à nos espérances, la préparation du congrès mondial s'est soldée par la plus grave scission pour la IV<sup>e</sup> Internationale depuis celle de 1952-53. Il en résulte au bout du compte que l'Internationale s'est développée de façon extensive au cours des cinq dernières années, avec l'apparition de nouvelles sections et de nouveaux groupes sympathisants, mais qu'elle a stagné dans les pays où elle était la plus forte au X<sup>e</sup> congrès mondial.

Au-delà du déficit arithmétique brut, la scission est grosse de nouveaux dangers centrifuges, en vertu de la vieille loi physique selon laquelle l'attraction est proportionnelle à la densité des corps. Aussi est-il parfaitement légitime que nombre de camarades s'interrogent sur les racines de cette scission qui survient contre le cours ascendant de la lutte des classes.

Nous serions-nous trompés sur les caractéristiques de la période ? Nous serions-nous trompés sur la conception même de l'Internationale conçue comme un parti mondialement centralisé ?

## Une scission en période de montée de la lutte des classes ?

Nous avons expliqué souvent que les périodes de montée de la révolution favorisaient le regroupement et l'unification de nos forces, que la réunification de 1963 s'était inscrite dans la période de montée illustrée par les développements des révolutions cubaine et algérienne, par les soulèvements de Pologne et de Hongrie, par les grandes grèves belges de 1960-61. Alors qu'à l'inverse la scission de 1952-53 exprimait l'effet dans nos propres rangs de l'épuisement de la vague révolutionnaire de l'après-guerre, le poids de la guerre froide, l'éclatement de la guerre de Corée.

L'année 1977 a vu la dissolution des deux principales tendances et fractions au sein de l'Internationale. On a assisté dans la foulée à une série de fusions nationales ou de réunifications de sections divisées, au Canada, en Espagne, au Mexique, au Portugal. Le rayonnement de l'Internationale s'est accru, ainsi que sa force d'attraction auprès d'une série de groupes, courants, et d'organisations se réclamant du trotskysme qui se sont tournés vers elle.

La scission est-elle l'indice d'un renversement de tendance dans la période ? De l'amorce d'un reflux ?

Nous persistons au contraire à penser que le trait dominant de la période demeure l'affaiblissement de l'impérialisme, qui continue à payer le prix de sa défaite en Indochine et de la crise économique. Depuis 1975, l'impérialisme américain s'est montré incapable d'une intervention directe contre le mouvement d'émancipation des colonies portugaises. L'été dernier, il a vu pour la première fois sa proposition d'intervention directe au Nicaragua repoussée par l'Organisation des Etats américains (OEA), et il a dû battre en retraite au point de s'abstenir sur sa propre proposition. Nous ne voyons pas là un acte de générosité de la part d'une série de gouvernements bourgeois, mais un reflet des rapports de forces, l'hésitation et la crainte devant une intervention qui pouvait produire des conséquences incalculables en retour, au Brésil et sur l'ensemble du continent. C'est en cela que la situation est radicalement modifiée par rapport aux années de l'intervention brutale à Saint-Domingue.

Aujourd'hui même, avec l'arrestation du personnel diplomatique en Iran, l'impérialisme américain est bafoué à la face du monde comme il l'a rarement été depuis un demi-siècle.

Nous ne disons pas que l'impérialisme américain est paralysé, acculé, sans ressources ni recours. Il garde une supériorité militaire écrasante. Mais il n'a plus la force de jouer le rôle incontesté de direction, d'imposer à la bourgeoisie mondiale ses solutions, comme il l'a fait après la guerre avec l'instauration du système monétaire de Bretton-Woods, avec le plan Marshall, avec la mise en place des pactes militaires.

Il y a une crise de *leadership* de l'impérialisme mondial dont la figure chancelante de Carter est le reflet. Ce n'est pas une question de manque de caractère, ou d'énergie, ou de détermination. Mais l'expression concentrée des contradictions et des limites nouvelles que rencontre l'impérialisme américain.

Telle est bien pour nous la tendance fondamentale.

Si des camarades peuvent s'interroger à ce sujet, c'est que sa traduction immédiate en Europe est plus contradictoire. En raison des enjeux, qui sont énormes. En raison de la force et du degré d'organisation de la bourgeoisie. En raison aussi, et paradoxalement, du degré d'organisation et des traditions du mouvement ouvrier lui-même.

Nous avons assisté en Europe, de 1968 à 1976 à une vague de luttes ouvrières sans précédent depuis la guerre, explosives et massives. Mais il s'est agi la plupart du temps d'un premier engagement, marqué par un écart considérable entre la combativité et le niveau de conscience. Il s'est agi de grandes luttes sur des objectifs revendicatifs (dans un contexte d'expansion) ou démocratiques (en Espagne notamment). Nous avons souvent souligné le décalage frappant en Mai 68 en France, entre la massivité et la puissance extraordinaire du mouvement, et le caractère tout à fait limité et embryonnaire des formes d'auto-organisation.

Depuis 1976, avec le développement de la crise, l'accroissement du chômage, il faut pour l'emporter des formes supérieures de lutte, un niveau supérieur de conscience, au moins au niveau d'une large couche de travailleurs avancés. En l'absence d'une direction alternative incarnée par un parti révolutionnaire implanté et par un courant de lutte de classe organisé dans les syndicats, les directions réformistes ont réussi jusqu'à ce jour à canaliser cette première vague de combativité vers des solutions de collaboration de classe de plus en plus ouvertes et honteuses, au fur et à mesure que s'approfondit la crise.

Les échecs ou les reculs électoraux des partis ouvriers ne sont que la rançon de ces désillusions. La social-démocratie a perdu la majorité et le gouvernement en Suède et en Grande-Bretagne. La même chose risque de se produire l'an prochain en Allemagne. Depuis juin 1976, le PCI stagne ou régresse électoralement en Italie. En France, la division du PC et du PS a laissé une majorité de 1 % à la droite en mars 1978.

Il faut faire la part des choses. Il serait faux de dire que ces échecs électoraux, même limités, sont sans effets. Il ne s'agit que de succès relatifs pour la bourgeoisie, mais ils sont suffisants pour qu'elle cherche à en tirer parti, à pousser l'avantage, à exploiter au mieux la désillusion et la désorientation des travailleurs devant la politique

de leurs directions. Tout cela est vrai. A condition de ne pas perdre de vue l'essentiel. A savoir que ces courtes majorités des partis bourgeois ne modifient pas quant au fond les rapports de forces réels entre les classes. Que les partis bourgeois ne disposent simultanément dans plusieurs pays d'Europe que de majorités de 1 % à 5 % constitue une situation sans précédent. Et une indication, sur le terrain déformant des résultats électoraux, des immenses forces potentielles de la classe ouvrière\*.

La politique des directions réformistes se traduit aussi par une baisse sensible de la syndicalisation en Espagne, après l'afflux vers les syndicats en 1976-1977. En France, le dernier congrès de la CGT métaux admet une perte de 25 % des effectifs ! En Belgique, la bourgeoisie essaie d'exploiter la situation en mettant en avant les syndicats démocrate-chrétiens. En Allemagne même, Strauss envisage en cas de victoire électorale de remettre en cause le monopole syndical de la puissante DGB. En Italie, le patronat de la Fiat profite de la complicité de la bureaucratie pour frapper les militants syndicaux combattifs de la Fiat.

Mais cette situation ne traduit pas les conséquences d'un reflux ou d'une défaite. Elle exprime la perplexité des travailleurs devant les réponses apportées par les directions syndicales à la crise. Elle exprime l'hésitation à s'engager sans garanties, sans objectifs à la hauteur de l'attaque patronale, sans détermination des directions au combat. Il n'y aura pas d'érosion lente des forces sans engagements et batailles significatives.

La remobilisation en masse passera par l'accumulation d'une série d'expériences partielles (dans la lutte contre le patronat et contre la ligne des directions bureaucratiques) et pas l'émergence d'une alternative politique d'ensemble.

La classe ouvrière n'est pas battue. Loin s'en faut. Elle a d'énormes forces et réserves intactes. Mais elle est trahie par ses directions en titre à l'entrée du champ de bataille. La façon dont les directions du PC et du PS, de la CGT et de la CFDT, ont volé à la rescousse du régime au lieu de lui donner l'assaut, à l'occasion de l'affaire Boulin ou du scandale des diamants, en constitue une preuve supplémentaire. Rien d'étonnant à ce que nous assistions dans ces conditions à une phase de mûrissement de la conscience d'une large couche de travailleurs, avant de nouveaux combats d'une autre ampleur.

Il faut comprendre ces contradictions dans leur dynamique. Non en pesant prudemment le pour et le contre. En saisissant la tendance fondamentale. En enregistrant le poids croissant du prolétariat mondial. En comprenant que là réside le fondement des formes classiques des crises révolutionnaires : explosions de masse, grèves générales, insurrections, apparition d'organes de dualité de pouvoir.

Y compris, sous des formes spécifiques, dans des pays à forte population agraire, comme le Nicaragua ou l'Iran.

Les manifestations de l'actualité brûlante de la révolution prolétarienne sont omniprésentes.

C'est parce qu'il y a une telle actualité que tout nous ramène à la question de la direction révolutionnaire non dans un sens historique, mais dans un sens immédiat et urgent comme à la question de l'heure.

La révolution iranienne en est l'exemple le plus criant. Le régime de Khomeiny a condamné à mort 14 de nos camarades. Nous avons manifesté pour les sauver. Nous avons obtenu un premier succès. Nous n'avons aucune illusion sur un tel régime. Mais nous n'oublions pas pour autant notre devoir, qui est de faire face à la campagne d'opinion impérialiste, chargée de préjugés racistes contre la révolution iranienne. Si des millions de travailleurs iraniens manifestent à l'appel de Khomeiny contre l'impérialisme américain, ce n'est pas exclusivement et même pas principalement par fanatisme religieux (à moins de tomber dans une interprétation totalement idéaliste de l'histoire). Mais parce que dans son obstination et sa ténacité contre le shah d'abord, dans la caution apportée aux mobilisations contre l'ambassade US ensuite, le rôle de Khomeiny s'est identifié aux yeux des masses à la révolution et à l'anti-impérialisme. La religion reste jusqu'à maintenant l'enveloppe mystificatrice d'un puissant mouvement social.

C'est sûrement regrettable. Mais il ne faut pas le reprocher aux masses iraniennes. La première responsabilité en incombe aux trahisons répétées du parti stalinien Tudeh, et du maoïsme (qui léchait avec zèle les bottes du shah quand Khomeiny encourageait au contraire la rébellion).

C'est de là, hélas, que nous partons.

## **La crise de direction révolutionnaire est la clef de la situation**

C'est donc parce qu'il y a actualité de la révolution, et non parce qu'il y aurait reflux, que nous sommes mis à l'épreuve. Nous héritons, en tant que militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, d'une continuité programmatique et historique. Mais la plupart des militants de notre génération sont aussi le produit de la radicalisation des années 1960. Ils sont venus à la révolution dans le sens du courant. Portés par la vague de 1968 et par le prestige de la révolution vietnamienne, ils ont dirigé des mouvements de masse ponctuels ou partiels. La composition sociale de nos organisations porte la marque de cette histoire.

Pour la première fois, nous nous trouvons devant des responsabilités nouvelles. Il ne s'agit plus de donner la réplique aux directions réformistes à propos de telle ou telle mobilisation, ou encore de tel ou tel débat théorique. Il faut pouvoir apparaître aux yeux des travailleurs comme une réelle direction de rechange, comme une alternative politique d'ensemble.

Avec le lancement de la campagne impérialiste contre l'Indochine et la révolution vietnamienne, pour la première fois nous nous sommes trouvés réellement à contre-courant. Et nous n'avons pas été tout à fait à la hauteur de ce test.

La direction vietnamienne est pour nous une direction bureaucratique. Pas un instant nous ne renonçons à son égard à notre droit et à notre devoir de critique. Nous avons dit, et nous avons eu raison, que l'intervention militaire au Cambodge n'était que le revers bureaucratique des années précédentes tout aussi bureaucratiques de silence et de tentatives d'aménagement avec le régime Pol Pot; qu'une direction révolutionnaire authentique n'aurait pas attendu pour critiquer un tel régime, aider une opposition à se construire, éduquer et préparer tous les militants révolutionnaires dans le monde à cette lutte. L'intervention militaire brutale aura au contraire pour effet un enlèvement propice à l'intervention impérialiste, l'exacerbation explosive des questions nationales, une bureaucratisation accrue au Vietnam même. Tout cela, nous continuons à le penser, et nous avons le droit de le dire. Parce que nous avons été sans défaillance, pendant des années, aux côtés de la révolution indochinoise contre l'impérialisme.

Mais nous avons eu tendance à considérer que le sort de la révolution vietnamienne était acquis avec la fin de l'intervention militaire américaine directe. Nous n'avons pas été assez vigilants contre les pressions et entreprises de tout genre pour étrangler économiquement cette révolution.

Nous avons compris l'importance de la lutte contre la bureaucratie qui discrédite l'idée même du socialisme. Mais pour continuer à avoir droit à cette critique, la première tâche et le premier devoir, c'est la défense de la révolution vietnamienne et indochinoise. Militairement victorieux, le peuple vietnamien sort de trente ans de guerre et de destructions saigné à blanc, en butte au blocus et au chantage économique, aux menaces que fait planer le pacte sino-japonais sur la région. Nos propres gouvernements participent à ce nouveau crime contre la révolution vietnamienne.

Les médias en appellent à la charité pour les *boat people*. Mais en même temps, les gouvernements du Marché commun décident hypocritement de suspendre l'aide alimentaire au Vietnam. Nous disons, nous, que ces gouvernements, tous ces gouvernements, à

commencer par celui des Etats-Unis, portent l'entière responsabilité de la misère et de la destruction. Que l'accueil des réfugiés relève de leur responsabilité la plus élémentaire, et que nous exigeons qu'ils s'en acquittent. Mais pour nous, pour tous les travailleurs du monde, s'il y a une priorité absolue dans la solidarité, c'est l'aide à la révolution vietnamienne, l'aide à la reconstruction, l'exigence que soit levé le blocus, rétablie et augmentée l'aide alimentaire. S'il y a des collectes à faire dans les syndicats, c'est en priorité absolue pour cela.

Si nous critiquons la politique de la bureaucratie vietnamienne, nous ne reconnaissons en revanche aucun droit semblable, au nom des droits de l'homme et de la tragédie des *boat people*, à des gens qui ont été les tortionnaires et les napalmeurs, complices des tortionnaires du peuple vietnamien.

L'attitude face à cette question est importante. Elle constitue un test quant à la façon de répondre aux problèmes cruciaux de la révolution mondiale, quant à la capacité à faire face au scepticisme et à la désillusion de ceux qui ne voulaient soutenir la révolution vietnamienne que martyr, mais qui désertent le front de la solidarité dès lors qu'il s'agit d'un combat plus complexe, pour épouser les vieilles mystifications libérales retapées à la hâte par la bourgeoisie.

Malraux prophétisait que le *xxi<sup>e</sup>* siècle serait mystique ou ne serait pas. Tous les déçus et les aigris de la dernière décennie, tous les nouveaux philosophes, les nouveaux chrétiens, les nouveaux rabbins, les nouveaux derviches tourneurs, tous ceux qui capitulent avant d'avoir combattu, semblent se liguier pour lui donner raison.

En fait, les grands ébranlements que nous vivons indiquent la nécessité d'un changement radical. Le siècle à venir ne sera pas mystique. Il sera socialiste ou il sera barbare. La vieille alternative reste plus que jamais à l'ordre du jour.

Et contrairement à ce que prétendent les idéologues à la mode, ce n'est pas le marxisme révolutionnaire qui est en crise. C'est le marxisme en pièces détachées, le marxisme en solde et à tout faire, de Berlinguer et de Marchais. C'est le marxisme de chaire, le marxisme pétitionnaire des professeurs, qui fut un temps une sorte d'idéologie officielle de l'Université soixante-huitarde, juste le temps de digérer les effets de la révolte étudiante.

Le marxisme, en tant que théorie de combat de la classe ouvrière, en tant que guide pour l'action quotidienne, lui, n'est pas en crise. Il est un besoin plus que jamais vital pour les travailleurs qui veulent engager la lutte. Il ne vivra que de leurs combats, de la confrontation et du développement à l'épreuve de la pratique. Le marxisme en actes, c'est la défense du programme de la révolution prolétarienne, de la démocratie socialiste contre l'oppression bourgeoise et contre

la bureaucratie, de l'internationalisme contre tous les chauvinismes. C'est la défense du programme incarnée par une organisation nationale et mondiale.

#### LA IV<sup>e</sup> Internationale comme parti mondial

C'est dans ce contexte que nous venons de connaître une scission, d'un caractère particulier. Il ne s'agit pas d'une scission dans une période de reculs et de déchirements à huis-clos. Il s'agit d'une scission face au développement d'une révolution en marche au Nicaragua. Il s'agit aussi d'une scission qui pose ouvertement le problème de la nature de l'Internationale que nous construisons, de sa centralisation, dès lors qu'elle est de plus en plus présente sur les fronts avancés de la lutte des classes.

Ces circonstances posent des questions capitales pour l'avenir.

D'abord celle de notre attitude face à une révolution. Entendons-nous bien ! Devant le développement de la révolution au Nicaragua, nous devons garder toute la lucidité de la raison. Autrement dit rester conscients de l'énormité des dangers qui guettent cette révolution et sa direction : dans un petit pays de deux millions d'habitants, le danger d'être étranglée économiquement par l'impérialisme ou écrasée militairement par une intervention étrangère. Le danger aussi, en cas d'issue victorieuse à ces épreuves, de tomber sous la coupe de la bureaucratie soviétique ou de voir naître, dans un pays ravagé par la guerre civile et condamné à un communisme de pénurie, une bureaucratie dévorante... Tout cela est possible.

Ces menaces sont très lourdes. Mais rien n'est joué. Dans l'action, la lucidité de la raison ne doit jamais étouffer l'optimisme du cœur. Notre premier devoir est de nous ranger aux côtés de ceux qui, en commençant une révolution, ont osé défier l'impérialisme à sa porte. Notre premier devoir est de combattre le scepticisme de ceux qui misent sur la défaite, qui songent avant tout à se couvrir pour l'avenir, à prendre date pour pouvoir dire un jour « qu'ils l'avaient bien dit », qui se soucient d'abord de se laver les mains, quitte à se les couper.

Devant une révolution, et ce d'autant plus qu'elle est fragile, nous n'avons pas le droit de nous sentir irresponsables. Si cette révolution a seulement une chance sur cent, ou sur mille, de vaincre, la vraie question est de savoir ce que nous aurons fait concrètement pour augmenter cette chance, pour la multiplier fût-ce par deux.

C'est seulement ainsi que nous construisons une organisation communiste conforme à son but, qui est de faire la révolution. C'est seulement ainsi que nous agissons en communistes qui n'ont pas

d'intérêts distincts de ceux de l'ensemble du prolétariat. Il ne s'agit pas de renoncer comme d'autres l'ont fait au rôle d'avant-garde pour prétendre servir le peuple, même quand il se trompe. Mais il ne s'agit pas non plus d'oublier que la raison d'être de l'avant-garde est sa capacité à faire la révolution, à agir et pas seulement à témoigner. C'est là l'antidote du sectarisme.

S'il existe un conservatisme des grosses organisations, qui engendre l'opportunisme, il existe aussi en effet un conservatisme des petites organisations, enfermées dans leurs particularismes, qui engendre le sectarisme et le dogmatisme.

La réapparition périodique de tels courants dans nos rangs n'est ni le résultat d'une fatalité ni celui d'une tare programmatique. Il y a des courants sectaires dans toutes les composantes du mouvement ouvrier. Nos sous-produits sectaires ne sont pas engendrés par une matrice théorique, mais par une situation objective, par l'écart qui existe entre nos projets et la réalité, entre nos buts et nos moyens, par le poids quotidien de la pourriture capitaliste et bureaucratique. Il faut du courage et souvent une bonne couche de blindage tout à fait respectables pour tenir pendant des années à contre-courant des vents dominants, de l'impérialisme, du stalinisme, du maoïsme, qui pèsent non seulement du poids de leurs idéologies, mais surtout de tout le poids matériel de leurs Etats.

Ce combat à contre-courant comporte ses risques et ses mauvais plis. Le risque de ne plus savoir aller avec le courant lorsqu'il nous devient favorable. Le risque de rester sur la berge en commentant amèrement. Le risque de se croire dépositaire d'une légitimité révolutionnaire, de droit divin, sans avoir à la conquérir dans l'action.

Ce risque est d'autant plus fort aujourd'hui que des camarades, devant les contradictions colossales qui tordent le développement de la révolution mondiale, en Chine, en Indochine, dans les pays de l'Est, en viennent à douter, derrière un paravent de radicalisme verbal, des possibilités réelles de la révolution.

Les camarades qui nous ont quitté ont cédé en France à ce courant-là. Nous avons essayé de les retenir. Nous avons dit qu'il s'agissait de leur part d'une scission sans principe. Jusqu'à un certain point.

Le Nicaragua a été un révélateur et, de leur part, un prétexte. Il y a des divergences réelles et profondes sur le développement de cette révolution et sur les tâches, mais nul ne peut dire au vu des débats et des résultats de notre XI<sup>e</sup> congrès mondial, que ces différences débordent le terrain commun du marxisme révolutionnaire. Il y a une disproportion grotesque et inquiétante à comparer, comme le fait Moreno, les positions de la IV<sup>e</sup> sur le Nicaragua à la trahison de

la social-démocratie en août 1914 ou à la faillite de 1933 de la III<sup>e</sup> Internationale.

En prenant la pose de l'orthodoxie outragée, les camarades croient faire preuve d'une fermeté exemplaire dans la défense du programme, alors qu'ils s'accrochent à des adjectifs dans une situation changeante. L'heure viendra, quand auront lieu les épreuves décisives que tous s'accordent à dire devant nous, de faire le bilan de la révolution au Nicaragua, de savoir s'il y a eu capitulation ou non et de qui ? Mais sous prétexte d'intransigeance exemplaire, ce sont ces scissionnistes qui capitulent, ici et maintenant, sans ambiguïté possible, sur une question centrale de notre programme : la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale comme parti mondial de la révolution.

Si l'Internationale était menacée, comme le prétendent ces camarades, il fallait tout tenter pour la sauver. Aller au congrès mondial, y mener bataille. Au lieu de cela, ils scissionnent sans combat. Ils se retirent. Et pour quoi ? Pour s'associer à un comité paritaire dont la seule base, large comme une tête d'épingle, est de s'ériger en tribunal contre la IV<sup>e</sup> Internationale. Il ne s'agit pour les composantes de ce comité, ni d'élaborer un programme, ni de construire une organisation commune. Les désaccords d'orientation entre elles sont trop grands pour cela. Il s'agit de s'accorder mutuellement des brevets d'internationalisme, d'en défendre non la substance mais le rituel. Il s'agit d'une parlote de gens qui tournent le dos à la difficulté réelle qu'il y a à construire une internationale centralisée, au moment où cette tâche est plus que jamais urgente.

Cet accord sans principe n'a pas tardé à trouver sa sanction pratique. Honteuse pour tout trotskyste qui se respecte. Devant la révolution au Nicaragua, l'action commune du Comité paritaire et sa première apparition n'ont pas consisté en une campagne de soutien, mais en un meeting de défense des prisonniers politiques au Nicaragua, mis sur le même plan que les prisonniers politiques en Iran !

Inutile de dire que si nous restons disposés au dialogue et à l'action commune, quand il y aura lieu, avec les composantes du Comité paritaire, il est exclu que nous puissions nous associer à ce conclave de croque-morts autour d'un cadavre absent : le nôtre.

La vraie question qui est posée dans cette affaire est bel et bien celle de l'Internationale. Par-delà les diversions, c'est le réel enjeu du débat. Au moment de fonder la IV<sup>e</sup> Internationale, Trotsky écrivait : « *Il me semble que le seul nom qui convienne pour notre Internationale soit Parti mondial de la révolution socialiste. Il a l'énorme avantage de caractériser clairement et sans ambiguïté la tâche historique de notre époque et de justifier ainsi l'existence de la nouvelle Internationale* » (*Ecrits*, tome 6, p. 54).

Un parti mondial, démocratiquement centralisé, et non une fédération de sections ou de fractions.

Le journal *Libération* a parlé, à propos du XI<sup>e</sup> congrès mondial, de démesure. Démesure entre nos ambitions et nos moyens ? Disons que seule cette démesure est pourtant à la mesure de notre époque. Les camarades de Hong-kong qui œuvrent à la révolution politique en Chine sont « démesurés », et ils ont raison. Les camarades du SWP qui se fixent pour tâche la révolution dans la citadelle impérialiste sont démesurés, et ils ont raison.

La centralisation de notre Internationale est un principe. C'est notre réponse politique à tous les accommodements diplomatiques entre partisans du socialisme dans un seul pays ou entre nationaux-trotskyistes. La forme de cette centralisation peut varier en fonction du développement de l'Internationale. C'est évident.

Aujourd'hui, la croissance même de l'Internationale pose des problèmes et des difficultés nouvelles. Il ne s'agit plus seulement d'une centralisation idéologique dans des congrès. Mais d'une action commune dans les points chauds de la révolution mondiale, d'une discipline dans l'intervention de nos forces. Les sections les plus fortes gagnent une influence qui ne se limite pas à leur pays et à leur continent, mais qui débordent bien au-delà. Il faut être capable de centraliser ces efforts sur une même ligne et non de les annuler par des lignes contraires. L'expérience du Nicaragua a posé ce problème sous un jour nouveau.

Nous ne renonçons pas pour notre part à convaincre les camarades qui nous ont quitté qu'ils se sont trompés. Nous ne renonçons pas à notre but d'unifier les forces qui se réclament du mouvement trotskyste au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale. *Mais au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale en tant que parti mondial centralisé.* Toute concession sur ce point signifierait céder du terrain sur les principes et lâcher la proie pour l'ombre.

Daniel Bensaïd

## NOTE

- \* Depuis le meeting de la Mutualité, le résultat des élections au Portugal est venu apporter une nouvelle illustration de ces contradictions. Minoritaire sur le plan électoral face au PC, au PS et à l'extrême-gauche – qui atteignent ensemble la majorité absolue – l'Alliance démocratique bourgeoise se trouve néanmoins majoritaire en sièges. La progression sensible du PC marque cependant une polarisation croissante entre les classes à la veille d'affrontements inévitables autour des acquis de la révolution portugaise comme la réforme agraire et les nationalisations.



JANETTE  
HABEL

## Le recentrage du PCF

Un an après mars 1978, des restructurations profondes sont en cours au sein du mouvement ouvrier français. Dans la classe ouvrière, une couche de travailleurs avancés tire les leçons de Mai 68, grève générale sans débouché politique et de mars 1978, pseudo débouché politique sans mobilisation de masse. La division des syndicats et partis ouvriers entraîne une prise de conscience anti-bureaucratique, une politisation, une prise de conscience critique et une volonté unitaire de cadres ouvriers qui se répercutent dans les luttes et les débats syndicaux.

Dans les organisations ouvrières, l'aggravation de la crise économique et la rupture de l'Union de la gauche suscitent des réajustements politiques, voire des réorientations qui pourraient déboucher, à plus ou moins long terme, sur ce que Jeanson de la CFDT appelle une « refonte radicale des conceptions et des comportements de la gauche française ».

Dans le PCF et la CGT, ces réalignements sont en cours depuis mars 1978. L'expression la plus récente en est le numéro de la revue *Dialectiques* (dernier trimestre 1979) consacré au syndicalisme et dans lequel s'expriment, outre N. Poulantzas, des dirigeants eurocommunistes tels Bruno Trentin et N. Sartorius<sup>1</sup> ainsi que J.-L. Moynot, secrétaire confédéral de la CGT et P. Zarifian, responsable de la commission économique, dont les articles dépassent largement le seul cadre du mouvement syndical. Simultanément,

deux livres sortent aux Editions sociales : *Décider au travail* de J.-C. Poulain et *Pour une stratégie autogestionnaire* de F. Damette et J. Scheidling. Ils complètent et éclairent d'autant plus utilement les articles de Moynet et Zarifian qu'ils ont été publiés avec l'aval de la direction du PCF.

## La crise économique et ses conséquences

C'est de la crise économique que part J.-L. Moynet pour réexaminer les problèmes posés au mouvement syndical et que l'on peut schématiquement résumer ainsi : en période d'essor économique, l'action syndicale a permis de « corriger par la lutte » les conséquences les plus criantes de l'exploitation capitaliste : le maintien du pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires les plus bas, ainsi que la « limitation » ou la « réparation » des conséquences sur l'emploi des restructurations industrielles. Voilà pour « le bon côté des choses ». Mais cela s'est fait au détriment de la prise en charge de revendications portant sur la qualité du travail et de la vie, en sous-estimant la crise des conditions de travail, la situation des OS de la grande industrie, la poussée des luttes des femmes travailleuses, etc.

Autrement dit, on a laissé le champ libre « aux durées du travail excessives », à son intensification, à la déqualification, au travail « en miettes ». Au total, s'interroge J.-L. Moynet, « on peut se demander si la volonté justifiée de tenir en permanence et avec la plus grande fermeté le front des luttes pour le pouvoir d'achat des salaires... ne s'est pas manifestée au détriment de la perception de l'évolution d'ensemble des conditions structurelles auxquelles étaient soumises la force de travail. Cette sorte de *fixation sur le salaire* (souligné par nous – NDLR) a longtemps correspondu au vœu spontané d'une large majorité de travailleurs exprimant *une forme de conscience échangiste* (souligné par nous)... »

Ce qui était déjà problématique en période d'expansion économique l'est beaucoup plus en période de crise, « crise radicale du modèle de production » qui a présidé à l'essor économique de la période antérieure, et « mise en question très profonde du rôle de l'Etat » : tout ceci pose des questions nouvelles au mouvement syndical.

Comment alors aborder la crise économique et sociale ?

Il est rigoureusement impossible vu l'ampleur des restructurations industrielles et les ravages de la politique patronale de « limiter nos ambitions à la négociation sur les salaires, les emplois, voire les

conditions de travail... » d'où « l'exigence de se porter sur le terrain des solutions industrielles incluant les choix de produits et les investissements en moyens de production » (*Dialectiques*, p. 47).

Dans le contexte de la crise actuelle, il faut rechercher d'autres critères économiques « de nature à faire face aux critères de profit », pour une « nouvelle efficacité productive » opposée aux vices du taylorisme, pour assurer un nouveau type de développement qui puisse satisfaire les besoins sociaux et la nécessité d'assurer « la cohérence et le dynamisme du système productif national et des économies régionales dans la division internationale du travail ».

Quelle est la difficulté actuelle de cette politique ? Elle ne réside pas, comme on pourrait le croire naïvement, dans le fait que soient maintenus les rapports de production capitalistes ou que la division internationale du travail s'effectue dans le cadre de la domination des principales puissances impérialistes. De même on ne précise pas quels pourraient être ces autres « critères économiques » ou cette « nouvelle efficacité productive » dans le cadre d'un système économique fondé sur la propriété privée des moyens de production...

La principale difficulté pour J.-L. Moynet, c'est le fait qu'il n'est pas du tout sûr que le gouvernement et le patronat acceptent de négocier « le contenu économique et industriel des restructurations avec un mouvement syndical qui a majoritairement une orientation de lutte et des ambitions anticapitalistes... » (*sic* !). Disons-le autrement : la principale difficulté tient à ce que le sens de classe de la bourgeoisie et la conscience de ses intérêts sont plus aigus que ceux des directions ouvrières censées défendre les intérêts des travailleurs... Il est en effet difficile de concevoir comment, dans un contexte d'aggravation de la crise économique, alors que les industries entières sont restructurées, des centaines de milliers d'emplois supprimés afin de restaurer un taux de profit satisfaisant en augmentant la productivité du travail, des « objectifs alternatifs » pourraient être acceptés par le patronat et satisfaire les revendications ouvrières en terme de salaires, de baisse du temps de travail, d'emploi, etc.

Les premières applications de cette politique confirment évidemment cette analyse de classe élémentaire : de l'acceptation de l'inéluctabilité de la crise à la gestion de cette crise et de l'austérité, il n'y a qu'un pas. Dans la sidérurgie, la direction confédérale avait élaboré un memorandum synthétisant les solutions industrielles de la CGT. Il est significatif que ce soit cet exemple qui ait été choisi par A. Sainjon, secrétaire de la Fédération CGT de la métallurgie, comme « mise en application de la conception » de la fédération, lorsqu'on sait comment s'est terminée la lutte et ce qu'a signifié la convention qui a entériné les licenciements et

les mutations. C'est P. Zarifian<sup>2</sup> qui rappelle comment, après le succès de la marche du 23 mars sur Paris, la direction confédérale avait proposé, pour « éviter que la marche n'épuise ses potentialités », l'organisation d'états généraux par région, la mise au point de plates-formes par bassin, et des propositions par usine ! Ce qui justifie pleinement l'intervention des exclus de la CFDT USINOR- Dunkerque, aujourd'hui membres de la CGT, critiquant la signature d'accords entreprise par entreprise qui ne peuvent aboutir « qu'à enfoncer davantage les secteurs que le patronat veut liquider ». Rien d'étonnant à ce que, comme l'écrit P. Zarifian, dans la sidérurgie « à l'heure actuelle on ne peut certainement pas affirmer que la bataille pour l'emploi a été gagnée »... et encore moins que l'objectif présenté dans le memorandum : « Imposer des solutions qualitativement nouvelles par rapport au fonctionnement et aux critères de l'économie capitaliste », ait été atteint !

Si l'on n'y prend garde, dans les télécommunications où vingt mille suppressions d'emplois ont été annoncées, on aboutira au même bilan puisque la CGT ne peut se contenter de dire seulement « non aux licenciements » ni d'être « l'organisation du refus » (débat lors de la réunion nationale des syndicats<sup>3</sup>).

### Les réponses patronales et celles des directions syndicales

Parmi les préoccupations « nouvelles » de J.-L. Moynet et les carences de la CGT qu'il met en évidence, il y a le souci de prendre en compte les préoccupations, les revendications des couches ouvrières délaissées par le syndicalisme traditionnel : les femmes, les jeunes, les immigrés, les intérimaires. Ce qui s'explique parce que la CGT « mêle les fortes traditions d'un syndicalisme d'ouvriers professionnels qualifiés de différentes industries et les caractères propres du syndicalisme des fonctionnaires, plus récemment des salariés du secteur nationalisé »...

Ce souci des plus exploités serait légitime si ces préoccupations n'étaient entachées d'une ambiguïté. On retrouve en effet chez les eurocommunistes, dans le mouvement syndical, une façon d'opposer ce que N. Sartorius appelle les « nantis » de la classe ouvrière aux couches les plus exploitées qui recouvre une préoccupation qui, sous couvert d'égalitarisme, rejoint les visées des secteurs « avancés » du grand capital : utiliser la crise économique pour *unifier vers le bas la classe ouvrière*. C'est ainsi que N. Sartorius (dans *Dialectiques*) explique : « Dans les discussions des conventions collectives, qui sont intervenues en Espagne entre janvier et mars 1979, la revendication d'une augmentation salariale

trop forte aurait pu entrer en contradiction avec la question de l'emploi et engendrer une rupture entre les travailleurs et les sans-emploi »... Voilà comment on justifie l'acceptation d'augmentations salariales au rabais.

De même B. Trentin met en garde contre le repli du syndicat « vers une logique revendicative [qui] passe à côté du développement d'intenses contradictions entre les différentes couches de travailleurs ». On risquerait alors d'avoir « une véritable guerre de corporatismes ».

Ce sont ces thèmes bien connus de l'austérité de gauche qui, pour la première fois, apparaissent aussi ouvertement dans la direction de la CGT. Cette analyse des *avantages acquis comme corporatistes* qu'il faut liquider pour unifier (vers le bas) la classe ouvrière permet de mieux comprendre l'accord de 1979 sur le chômage et la suppression des 90% au nom de l'égalité des chômeurs. (C'est avec des arguments similaires que la CFDT a de fait accepté la politique d'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale.) C'est ainsi que J.-L. Moynet, face à la perspective de restructuration du secteur public, des administrations d'Etat et du secteur nationalisé, considère que « les garanties statutaires les plus solides des travailleurs de ce secteur, conquises il y a trente ans pour l'essentiel, correspondent à des formes étatiques centralisées qui seront inévitablement remises en cause » (perspective inscrite dans tous les projets gouvernementaux de remaniements administratifs). Pire, il ajoute : « Il faudra bien analyser plus profondément ce problème et formuler des objectifs de réforme *pour éviter de s'enfermer dans un combat d'arrière-garde* » (souligné par nous – NDLR). Voilà qui devrait faire frémir les vétérans de la Libération, membres du PCF, qui, lorsqu'ils étaient au gouvernement, contribuèrent largement à l'élaboration du statut de la Fonction publique et aux quelques conquêtes et garanties des travailleurs du secteur nationalisé.

Il faut « permettre aux femmes et aux hommes de l'entreprise d'être plus libres et plus responsables » et mettre en place « des structures favorables au développement de l'esprit de décision et de responsabilité au niveau du plus grand nombre possible [...] A l'obéissance passive, on substitue de plus en plus une participation effective de l'individu à la conduite de son travail ». (François Ceyrac, le 15 octobre 1977, à l'ouverture des IV<sup>e</sup> Assises nationales des Entreprises.)

Il faut « mettre rapidement en place les moyens d'expression directe des salariés sur les lieux de travail... Pour améliorer les conditions de travail, la recommandation est toujours la même, qu'il s'agisse de la sécurité, de l'environnement ou de l'organisation

du travail : faire participer les intéressés à tout ce qui les concerne ». (Paul Appell, président de l'organisation patronale Entreprise et Progrès.)

D'où vient chez les dirigeants patronaux cette sollicitude à l'égard des salariés ? La raison essentielle n'est évidemment pas d'ordre philanthropique. Elle tient à ce qui est une situation commune à toutes les grandes entreprises capitalistes aujourd'hui : absentéisme de plus en plus important s'élevant dans certains ateliers d'OS jusqu'à 15 et 20 %, importance du *turn over*, des départs fréquents des jeunes travailleurs, augmentation très importante des défauts de fabrication.

Des enquêtes effectuées dans l'industrie automobile<sup>4</sup> montrent que 10 % de l'effectif des ateliers d'assemblage est affecté aux retouches après finition et que des frais de gestion très importants sont consacrés au paiement du personnel — en nombre croissant — chargé du contrôle des produits finis. La General Motors (qui emploie 780 000 personnes) fait état de « l'absentéisme, l'alcoolisme, la négligence de la main-d'œuvre, le vol et le sabotage par les ouvriers ». Appelés à diagnostiquer les problèmes, la centaine de psychologues industriels (!) payés par l'entreprise ont étudié le travail ennuyeux, routinier des chaînes et disent qu'il contribue au déclin de la motivation des ouvriers, de leur fierté de réalisation et aux sentiments de retrait et de mécontentement envers l'entreprise. Pour contrecarrer cette tendance, il faut donner aux ouvriers « un plus grand contrôle des décisions concernant leur travail et un plus grand sens de la participation dans la fabrication du produit fini ».

Dans ces conditions, les expériences « d'enrichissement des tâches » à Volvo, au Japon ou en Allemagne de l'Ouest et la mise en place de Comités d'initiative dans les ateliers de la General Motors ont une signification évidente : remédier aux baisses de productivité causées par la parcellisation des tâches en dévoyant les aspirations des travailleurs à une maîtrise plus grande de leur travail, désamorcer les tensions croissantes avec la hiérarchie en tenant compte que « le mythe du chef a été remplacé par le mythe du groupe » (Michel Crozier, responsable de la Trilatérale, organisme international lié au grand capital).

La proposition de création des comités d'atelier, faite initialement par la CFDT puis reprise successivement par le PCF et la CGT, répond à plusieurs objectifs. Pour J.-L. Moynot « une nouvelle efficacité économique exige une maîtrise collective et complète par les travailleurs de ces systèmes de machine et d'organisation de la production [...] derrière l'exigence d'une démocratie économique de masse, derrière la revendication d'autogestion [...] pointe

le problème de dépassement de la division du travail liée au mode capitaliste; le fait de s'appropriier par la lutte [...] un élément du procès de production touche à quelque chose de très profond : c'est le rapport dirigeant-dirigé, concrétisation en terme de pouvoir du rapport de production capitaliste et de la division du travail correspondante qui tendra à disparaître de l'organisation du travail ». C'est sûrement pourquoi J.-L. Moynet se refuse « à rejeter en bloc » des expériences du type de la cogestion en RFA dont il constate « qu'un courant non négligeable dans les syndicats tend à la considérer comme un moyen parmi d'autres de protection des travailleurs... »

Ainsi réapparaissent les vieux oripeaux réformistes traditionnels : qu'est-ce que cette nouvelle efficacité économique ? Qu'est-ce que cette division du travail qui pourrait être renversée sans destruction des rapports de production capitalistes ? J.-C. Poulain<sup>5</sup> n'est pas en reste. Il s'agit de créer partout où c'est possible des comités d'atelier, y compris dans les entreprises encore aux mains des capitalistes (le projet initial du PCF les limitait aux entreprises nationalisées). A ceux qui s'interrogeraient sur les risques d'intégration que comporte le fait de se mêler de la gestion de l'entreprise alors que le patron est encore le seul à décider, il répond en écho à J.-L. Moynet : « Il faut dorénavant faire des propositions de nature positive ayant un caractère constructif permettant à chaque salarié d'être maître de son travail... C'est la seule façon de pouvoir commencer à sortir de la crise, *de pouvoir réaliser une "nouvelle croissance" de l'économie...* (souligné par nous – NDLR) *On propose en fait de commencer à mettre en pratique un autre mode de production...* » (souligné par nous). Il suffit pour cela comme le disent également F. Damette et Scheidling<sup>6</sup> que l'on soit « dans une situation où la classe ouvrière et ses alliés ont *suffisamment affaibli le grand capital pour que soient résolus pour l'essentiel les problèmes de propriété et de pouvoir* ».

Secondairement, les comités d'atelier doivent permettre de combattre « les rigidités du mouvement syndical », l'inadaptation de la pratique syndicale aux problèmes posés dans la production et la société, inadaptation que Mai 68 a mis en lumière : à l'usine Ducellier, J.-C. Poulain dans *l'Humanité* (du 5. 12. 1979) met en valeur « l'intervention des salariés sur la marche de l'entreprise, sur le contenu et l'organisation du travail, sur les choix technologiques, les investissements nécessaires, etc. » et souligne que « des femmes OS sur la chaîne, à qui on impose des cadences presque intenable de 2 240 pièces [ont] des idées de modifications technologiques qui leur permettraient d'avoir un travail moins pénible et beaucoup moins asservissant, tout en produisant dans

la même unité de temps un nombre supérieur de pièces avec moins de rebuts ». Outre ces trouvailles pour augmenter la productivité qui devraient répondre aux soucis du CNPF, les conseils d'ateliers à Ducellier (où il n'existe pas de CFDT) ont servi d'antichambres à la CGT qui a doublé ses effectifs et recruté 52 conseillers d'ateliers sur 57...

Enfin les comités doivent permettre de lutter « contre la concentration du savoir, du pouvoir et des activités tant de décision que d'exécution par une poignée de militants », autrement dit, ils sont censés aussi avoir un objectif antibureaucratique en opposant à « l'intériorisation par le mouvement ouvrier lui-même des principes de la démocratie représentative (dont le mécanisme est la délégation de pouvoir par les élections) le développement de la démocratie directe... d'une démocratie économique de masse dans la production... autogestionnaire en tendance... »

### Un changement de perspective

Sous l'habillage idéologique des comités d'atelier se glisse un changement de perspective politique : la stratégie autogestionnaire, et l'avancée « pas à pas » vers le socialisme remplaçant l'union de la gauche et le programme commun rélégués aux oubliettes au profit de l'union à la base autogérée et de la conquête de positions qui permettent de commencer « dès aujourd'hui » la lutte pour le socialisme. Il s'agit bien de masquer l'abandon de la démocratie avancée comme étape nécessaire au profit du projet autogestionnaire d'articulation entre la démocratie directe (version élégante de l'union à la base) et la démocratie représentative (les institutions parlementaires).

C'est ce que confirment les deux idéologues officiels du PCF que sont F. Damette et J. Scheidling : « Le véritable projet autogestionnaire c'est celui qui sait accorder l'intervention directe des gens sous forme des conseils d'ateliers ou sous forme électorale avec la démocratie représentative [...] ce qui est nouveau c'est que nous disions : l'avenir commence maintenant. Voilà encore une formulation du 23<sup>e</sup> Congrès à expliciter. Cela signifie que nous commençons dès maintenant la lutte pour le socialisme *alors qu'à l'époque du Programme commun nous disions que l'étape proposée ce n'était pas le socialisme mais la démocratie avancée.* »

C'est exactement ce qu'a dit Moynet : « Depuis des années la CGT envisageait les problèmes de la démocratie économique essentiellement au-delà d'une échéance de changement politique

permettant d'entreprendre des réformes en profondeur (nationalisations notamment). Et l'idée de devenir une force de proposition économique et sociale *était tant soit peu liée à l'idée d'être une force associée au gouvernement du pays* » (*Dialectiques*, p. 47).

Plus précisément « en France, jusqu'à ces dernières années nous avons tendance à penser que la recherche de positions de contre-pouvoir économique dans l'entreprise était inévitablement condamnée à glisser vers la collaboration si elle ne se situait pas *dans un contexte politique et économique plus ou moins assimilable à l'antichambre du socialisme*. Cette vision des choses est certainement dépassée ».

C'est à juste titre que J.-C. Poulain, pour se défendre d'accusations éventuelles de collaboration de classe, rappelle l'accord de 1945 sur l'institution des comités mixtes à la production dans les entreprises aéronautiques, comités qui avaient pour but « d'étudier les suggestions émises sous des formes diverses par le personnel dans le but d'améliorer le rendement dans l'entreprise », de même qu'il cite le rapport d'Henri Jourdain à la 1<sup>re</sup> Conférence des comités d'entreprise de la métallurgie (février 1946) qui donnait entre autre comme attribution aux CE celle d'étudier « toutes les suggestions émises par le personnel dans le but d'accroître la production et d'améliorer le rendement de l'entreprise ».

Ce qui est en train de changer aujourd'hui dans la perspective proposée par le PCF ce n'est pas le degré plus ou moins important de collaboration de classes, mais le fait que les Comités mixtes à la production et les CE étaient définis dans un contexte où la présence de ministres communistes au gouvernement permettait au nom de l'indépendance nationale d'appliquer le programme du CNR (Conseil national de la résistance) de reconstruction d'une économie et d'un Etat bourgeois, alors qu'aujourd'hui cette participation gouvernementale n'est même plus jugée indispensable pour légitimer un réformisme gradualiste des plus traditionnels, même si N. Poulantzas avait tenté d'en renouveler l'expression « théorique » :

« *Modifier le rapport de force interne à l'Etat, modifier radicalement qui plus est sa matérialité, n'est qu'un des aspects d'une transition démocratique du socialisme*. L'autre aspect du processus consiste à s'appuyer *en même temps* sur les mouvements sociaux à la base, à *propulser l'essaimage de foyers de démocratie directe*, bref à se fonder sur les luttes populaires qui débordent toujours, et de loin, l'Etat. Se limiter au seul terrain de l'Etat, même si l'on adopte *une stratégie dite de ruptures*, c'est glisser insensiblement vers la social-démocratie : en raison du poids propre de la matérialité de l'Etat, *changer déjà le rapport de force interne à l'Etat*

ne peut se faire qu'en s'appuyant aussi sur les luttes et mouvements qui débordent l'Etat...

« Ce dont il s'agit donc, c'est de l'articulation des deux aspects du processus : il ne s'agit pas de « détruire » les institutions de la démocratie représentative, qui furent aussi, sinon surtout, une conquête des masses populaires, au profit des seules luttes hors Etat-démocratie directe (c'est la solution léniniste originelle, adoptée pour l'essentiel par Althusser); il ne s'agit pas non plus de désertier, sinon d'étouffer, ces mouvements de base au profit de simples réformes de la démocratie représentative (stratégie social-démocrate classique). »

Il faut d'ailleurs rendre justice à Poulantzas qui ne manque pas de rappeler :

« L'expérience politique austro-marxiste qui, se voulant à égale distance du bolchevisme et de la social-démocratie, a précisément tenté d'articuler les deux aspects du processus en question, mais en incorporant le deuxième (mouvements sociaux de démocratie directe) au premier (institutions représentatives démocratisées). L'expérience a montré que, dans ce cas, en raison de la matérialité propre de l'appareil d'Etat, ces mouvements ont fini par se dissoudre dans les rêts de l'Etat en s'intégrant-identifiant à son circuit administratif. »<sup>7</sup>

La nouveauté aujourd'hui c'est que, de M. Rocard au CERES en passant par E. Maire, tout le monde prétend articuler l'autogestion à la base avec l'action gouvernementale et l'expérimentation sociale avec la lutte pour le pouvoir.

Paradoxalement, le PCF dans sa volonté pour préserver ses intérêts d'appareil de ne pas aller au gouvernement met l'accent sur les changements possibles dès aujourd'hui et se retrouve plus proche d'E. Maire prêchant l'autogestion de l'austérité sous la houlette de Giscard, que de Mitterrand et ses alliés qui maintiennent la nécessité d'un changement de gouvernement et de réformes de structures (nationalisations) pour pouvoir engager un processus « autogestionnaire ». Ce que J. Scheidling résume ainsi : « Nous ne pouvons plus reproduire notre démarche antérieure qui consistait à faire dépendre souvent la solution d'un problème d'emploi ou de production dans une entreprise de la nationalisation du groupe monopoliste correspondant. »

Voilà comment le PCF tente de concilier harmonieusement l'union à la base, l'autogestion, la conquête de positions, et l'absence de débouché politique qui permettrait de centraliser les luttes contre le gouvernement. A court terme cet assemblage idéologique peut, peut-être, au sein du parti, fonctionner; mais il est à moyen

terme difficilement conciliable avec la politique suivie à l'égard de la social-démocratie.

## Le vieux clivage entre réforme et révolution

Les positions défendues par J.-L. Moynet ont une cohérence d'ensemble. La remise en cause de certitudes et d'un certain héritage historique du mouvement ouvrier l'amène à s'interroger sur le bien-fondé de « la distinction conceptuelle et le clivage ancien entre courant réformiste et courant révolutionnaire ». Il est vrai que la mise en question du rôle de l'Etat, la nécessité de « dépasser la fixation étatiste-institutionnaliste, de la III<sup>e</sup> Internationale [...] et de modifier le rapport de forces internes à l'Etat » (N. Poulantzas), les perspectives de la transition au socialisme, « la convergence des stratégies anticapitalistes » sont autant d'éléments communs entre certains courants socialistes et les eurocommunistes qui vont dans le sens de l'abolition des anciens clivages. Il est donc logique que Moynet pense que vont s'affirmer « des courants socialistes nouveaux, plus unitaires et plus combatifs », que dans cette perspective les démarches unitaires sur le plan syndical jouent un rôle majeur « pour combattre les forces politiques considérables qui s'opposent au rapprochement des différentes composantes du mouvement ouvrier ». C'est également pourquoi il est un des rares dirigeants syndicaux à évoquer aujourd'hui la perspective d'une « unité organique », autrement dit de la fusion syndicale. (*Dialectiques*, p. 57.)

Seul problème qui reste dans l'ombre : le PCF dont pourtant J.-L. Moynet est membre. Que pense-t-il de son organisation interne, de son rapport aux syndicats, aux organisations de masse, aux mouvements sociaux ?

N. Poulantzas, dans *Dialectiques*, écrivait à ce propos : « Les partis ouvriers doivent jouer un rôle nouveau dans l'articulation des transformations de l'Etat et du développement des mouvements sociaux »... ce qui nécessite « des transformations considérables de ces partis, de leur attitude à l'égard de ces mouvements qui n'a été que trop jusqu'ici celle du mépris, sinon du dénigrement plus particulièrement dans le cas du PCF ». Nous ne spéculerons pas ici pour savoir si J.-L. Moynet partage en son for intérieur cette appréciation...

Rien chez F. Damette et J. Scheidling ne s'oppose fondamentalement aux orientations de J.-L. Moynet et, comme chez ce dernier, certaines formules semblent inspirées de N. Poulantzas. Ainsi J. Scheidling critique le fait de « fonctionner encore dans

une large mesure avec une conception de l'Etat pris en bloc » et souligne la nécessité « d'articuler le rôle de l'Etat et celui du mouvement social »...

Contre l'ancienne démarche par étapes qui « globalisait les seuils », il faut revendiquer « la notion de pas à pas » (F. Damette et J. Scheidling, op. cit., p. 152), procéder à une certaine « désétatisation de la démarche » et rechercher « la cohérence du mouvement, du processus, de la dynamique ».

F. Damette et Scheidling qui ne cachent pas leur accord avec la politique du PC italien et la « stratégie eurocommuniste » (p. 169-170) concluent leur livre en s'interrogeant sur le fait que formellement, la stratégie qu'ils préconisent était combattue par Lénine comme réformiste. Que reste-t-il des différences avec le réformisme si le concept de dictature du prolétariat est rejeté ? Si la notion de « seuil global de réformes nécessaires » l'est aussi, si la référence dans les statuts au marxisme-léninisme considéré comme un corps de doctrine est abandonnée et si comme le dit G. Wasserman (p. 177) « tous les mots clés sur lesquels s'était faite la séparation au congrès de Tours ont aujourd'hui disparu du vocabulaire communiste. Alors est-ce que Tours est effacé par l'autogestion ? »

Les réponses à cette interrogation majeure sont minces. F. Damette revendique d'abord pour le PCF seul le qualificatif de réformiste ! « Il y a en effet une escroquerie derrière ce mot puisqu'il crédite à priori le PS d'une volonté de réforme alors que sa volonté n'est que de gérer le système » (p. 175). On croit rêver !

Les autres arguments sont plus substantiels. Le premier concerne la scission de Tours qui s'est faite sur l'attitude à l'égard de la révolution d'Octobre. Alors que la social-démocratie a toujours choisi son camp — celui du capitalisme —, Damette et Scheidling rappellent le maintien de la solidarité à la révolution d'Octobre quelles que puissent être les divergences avec les communistes soviétiques (p. 180). Voilà au moins une identité et une particularité indiscutables.

En second lieu, le PCF est *le* parti de *la* classe ouvrière qui est *la* force dirigeante du combat démocratique. Seul le PCF est donc à même de donner un « contenu de classe » à la démarche autogestionnaire en tant que parti de la classe qui est la force décisive. On ne trouvera pas d'autre démonstration à ce postulat...

Force est donc bien de constater que rarement les divergences idéologiques avec la social-démocratie ont été aussi minces : c'est à qui s'arrachera le label du meilleur réformisme... Pourtant, rarement la division a été aussi violente. C'est que le discours politique officiel du PCF contraste assez radicalement avec les réajustements qui sont à l'œuvre dans les textes à usage plus limité, même si le ton

« dur » et « combatif » l'est d'autant plus en parole qu'il l'est moins dans les faits.

Car ce qui est en jeu, c'est la survie de l'appareil et l'identité propre du parti, sa spécificité. C'est cela qui explique la réaffirmation de son passé, de son histoire, l'autoproclamation de son caractère d'avant-garde, seul parti de la classe ouvrière, le rappel des liens avec l'URSS. Il lui faut d'autant plus justifier ainsi son existence que les divergences idéologiques s'amenuisent sans cesse.

Voilà qui explique les références du PCF au camp socialiste dont le bilan malgré quelques critiques est « globalement positif » et dont il faudrait garantir les frontières contre l'agression impérialiste. C'est aussi le sens de ses positions sur l'installation des Pershing en Europe et sur l'Afghanistan.

L'objectif du Parti communiste est d'empêcher le développement du PS comme parti de masse en le contraignant soit à gérer la crise avec Giscard en appliquant ouvertement et seul une politique d'austérité, soit à accroître ses tensions internes en l'absence de perspective gouvernementale. La direction du PC est convaincue qu'un nouvel échec du PS aux élections présidentielles ouvrirait une crise majeure dans ce parti. Mitterrand mise lui aussi sur des difficultés au sein du PCF pour obliger sa direction à revenir à une politique d'alliance. Une véritable course de vitesse est ainsi engagée entre les directions des deux principaux partis ouvriers réformistes.

Ce faisant les contradictions s'accumulent et le PCF ne pourra éternellement tenir deux discours, de même que la CGT ne peut pas tenir un langage unitaire au 40<sup>e</sup> Congrès et servir de marchepied au PCF quelques mois plus tard sans en payer le prix.

Cela J.-L. Moynet l'a bien compris. Il se prépare pour la crise à venir. Mais il n'y aura pas de remodelage politique fondamental sans crise politique ou sociale majeure qui oblige le PCF à trancher entre ses attaches nationales et ses liens à l'Union soviétique.

Janette Habel

## NOTES

1. Dirigeant des commissions ouvrières espagnoles.
2. *Dialectiques*, p. 116.
3. *La Vie ouvrière*, n° 1813.
4. Citées par J.-C. Poulain dans *Décider au travail* (Editions Sociales).
5. Id., p. 165 à 167.
6. *Pour une stratégie autogestionnaire* (Editions Sociales).
7. Sur ces questions, voir *Critique communiste*, articles de Bensaïd, n°s 18-19 et 26.



ALAIN  
BROSSAT

## La révolution culturelle chez Rudolf Bahro

A plusieurs reprises, dans *l'Alternative*, Bahro s'en prend à la conception trotskyste de la « révolution politique » dans les pays de l'Est. Ainsi, dans ce passage : « Ernest Mandel, me semble-t-il, *spécialisé dans l'économie politique*, prend trop facilement à son compte les préjugés peu fondés de l'appréciation *politique* que portait en son temps Trotsky, dans l'optique d'une perspective socialiste immédiate pour la Révolution russe. J'ai du mal à comprendre comment l'on peut persister à considérer jusque dans les années soixante-dix que notre bureaucratie, "simple appendice parasitaire du prolétariat", ne dispose "d'aucun mécanisme politique, social ou économique qui lui permette de relier ses intérêts matériels particuliers", qui certes ne sont pas simplement du domaine de la consommation, "au développement du mode de production dont elle tire ses privilèges" ». (p. 358, éd. franç.)

A cette notion d'une révolution politique, Bahro oppose celle d'une révolution culturelle. Comment faut-il l'entendre ? Certainement pas comme un réajustement, une remise à neuf de la superstructure, et encore moins de la culture au sens étroit où nous l'entendons généralement chez nous. Pour Bahro, le concept d'une révolution culturelle est beaucoup plus extensif que celui d'une révolution politique dans l'acception trotskyste. A deux niveaux : d'abord parce que l'épicentre de cette révolution doit se situer dans la *division du travail*, parce qu'elle vise à son boulever-

sement, ensuite parce que cette révolution implique *un changement de cap civilisationnel* (culturel) dans les pays de l'Est, une réévaluation radicale d'un certain nombre de principes fondateurs de toute société hautement industrialisée.

Le débat tourne court, évidemment, si l'on se contente de rétorquer à Bahro que le concept d'une révolution politique dans des pays ne signifie en rien que les effets de cette révolution se cantonnent à la sphère de l'appareil politique. Trop souvent, on a tendance à présenter les analyses de Bahro comme du « quasi trotskysme » empirique, quelque peu gâté par quelques gouttes de fiel réformiste. Au vrai, les analyses de Bahro, avec toutes leurs incertitudes et leurs contradictions<sup>1</sup>, représentent une construction originale qui, sur nombre de questions essentielles, s'éloignent de l'analyse trotskyste. Ne pas le reconnaître reviendrait d'une part à mésestimer la dimension heuristique ou polémique de l'apport de Bahro pour les militants trotskystes, d'autre part à sous-estimer les divergences stratégiques qui nous séparent de lui.

## Fatal Octobre

La première divergence de taille que nous oppose *consciemment* Bahro (voir ce qu'il écrit sur Staline et Trotsky, p. 108 par exemple) concerne l'analyse de la Révolution russe. Les passages abondent dans *l'Alternative* où Bahro décrit le cours de la Révolution russe – stalinisation incluse – comme *inéluçtable*. Ainsi : « Le mouvement socialiste russe du début du siècle a dû objectivement accomplir une autre tâche que celle pour laquelle il se croyait appelé » (p. 22); « La structure sociale aujourd'hui existante se dessinait déjà dans ses grandes lignes *avant Staline*, dans les premières années qui suivirent la guerre civile » (p. 77); « Les bolchéviks eurent à peine la possibilité de choisir » (p. 79); « La prise du pouvoir par les bolchéviks en Russie ne pouvait mener à aucune autre *structure sociale* que celle que nous avons aujourd'hui » (p. 85), etc. Ernest Mandel remarque que ces analyses sont fortement teintées de kautskysme; on peut dire, aussi bien, qu'elles s'inscrivent dans la tradition de l'ultra-gauche de Pannekoek à Lefort-Castoriadis.

Cette perception de la Révolution russe entraîne Bahro à considérer que les sociétés qui en sont issues ne sont en rien des « accidents de l'histoire », au sens de l'objectivité de l'histoire, des « monstres » produits par les aléas d'une histoire « à l'envers », mais bien *la marque* d'une époque historique. « Entre l'abolition de la propriété privée des moyens de production et l'émancipation générale de l'humanité, dit-il, il y a toute une époque. » Se référant

à Gramsci, il évoque même « une époque historique qui s'étendra certainement sur des siècles, jusqu'à ce que " l'Etat " cède la place à la « société réglée » (p. 24).

Ce qui, pour lui, caractérise ces sociétés, c'est que, comme formes historiques et sociales, elles ne remplissent en rien le programme fondamental de Marx : abolition de l'Etat, abolition de la division du travail héritée du capitalisme ou, d'une façon plus générale, des sociétés de classes. Pire : dans leur forme, *elles n'anticipent en rien* sur la société « commune-communiste » que concevait Marx. Elles ne se définissent donc point comme des sociétés de transition au sens où l'entendent les trotskystes, des sociétés socialistes « déformées », « dégénérées », « caricaturales » ou quoi que ce soit de semblable, mais bien comme une production historique originale qui réalise un détournement absolu de l'utopie marxienne. Ce n'est pas pour rien que Bahro souligne que : « La position de Lénine vis-à-vis du rôle de l'Etat pendant la période de transition devait être nécessairement différente de celle de Marx » (p. 88); et d'ajouter, en s'appuyant sur une citation de Lénine : « Lénine attribue ici à l'Etat les fonctions que, chez Marx, la " libre association " devait régler » (p. 90).

L'originalité de Bahro, par rapport à ceux de ses précurseurs qui ont mis en relief la « fatalité historique » du destin de la Révolution russe, consiste essentiellement en ce qu'il ne voit pas dans les sociétés qui en sont issues une simple variante du capitalisme. Il dit clairement : « A part quelques expériences faites ici et là, on n'a jamais produit dans les pays du « socialisme réel » pour un quelconque *profit* de l'Etat. Il ne s'agissait jamais d'une plus-value, mais d'un surprofit (...). L'Etat n'est chez nous un bourgeois *collectif* que d'une façon secondaire, comme *employeur* de la société » (p. 91). Sur ce point décisif, ces analyses côtoient incontestablement celles des trotskystes – quoiqu'il attribue à tort à Trotsky, quelques lignes plus bas, les positions d'un Bettelheim. Dans toutes ses analyses et descriptions de la bureaucratie d'Etat des pays de l'Est, Bahro prend garde de ne pas tomber dans l'analogie aussi tentante que fallacieuse avec la bourgeoisie comme classe dominante. Lorsqu'il procède par analogie, c'est plutôt à *l'Eglise* qu'il se réfère d'un point de vue, disons, quelque peu « fonctionnaliste ».

Cette particularité est extrêmement importante, car elle fournit la clé de toute l'analyse de Bahro. Lorsqu'il dit que ces sociétés « protosocialistes » n'ont pas « franchi l'horizon de la société de classes », lorsqu'il insiste sur le fait que s'y reproduisent des *formes* d'oppression, d'aliénation, d'exploitation qui sont la marque de la *continuité* de ces sociétés avec celles qui les précèdent dans

le cours de l'histoire, lorsqu'il insiste (comme Havemann) sur le fait qu'elles subissent l'attraction du capitalisme en ce qui concerne les « modèles » de production et de consommation, ce n'est certainement pas pour signifier qu'elles constituent un *équivalent structurel* des sociétés capitalistes. Son originalité consiste à déplacer les critères dans l'analyse fondamentale des sociétés de l'Est : rien ne lui est plus étranger que le « chosisme » ou « l'objectivisme » consistant à examiner l'infrastructure économique comme un système de relations objectives où les hommes ne remplissent que la fonction de *Träger* (porteurs) des rapports économiques et sociaux (voir Althusser première manière pour une version sophistiquée de cette interprétation du *Capital*). Son point de vue, résolument anthropologique et humaniste, part de l'homme, des hommes tels qu'ils sont insérés dans un tissu de *relations* au travail et à la vie sociale, aux idées comme forces matérielles. Ce n'est évidemment pas pour rien que ses références au jeune Marx sont aussi constantes et laudatives.

Aussi, le fil rouge de son analyse pour caractériser anthropologiquement et historiquement le « socialisme réel » est-il *la division du travail*. Ce thème revient comme un leitmotiv tout au long de son livre : « Une organisation de l'ensemble de la société sur la base de l'ancienne division du travail ne peut être qu'une organisation de l'ensemble de l'Etat; elle ne peut être qu'une socialisation sous une forme aliénée » (p. 130); « Tout se passe comme Marx l'avait laissé entendre : le socialisme en tant que mouvement matériel ne peut progresser qu'au rythme de l'abolition de l'ancienne division du travail. Il ne peut être que l'œuvre des producteurs (et des consommateurs), et non celle d'une force politique dirigeante séparée d'eux » (p. 150). Plus loin, il se réfère à une citation de Gramsci qui commence ainsi : « Quelles forces d'expansion pourront bien avoir les sentiments d'un travailleur penché huit heures par jour sur sa machine, à répéter le même geste, de façon aussi monotone que serait l'égrenement d'un chapelet, le jour où il régnera en "maître", où il deviendra la mesure des valeurs sociales ? » (p. 180).

Sur cette question, la démarche de Bahro a ceci de stimulant et de rafraîchissant pour la gauche marxiste occidentale qu'elle opère une sorte de *retour au concret*, en inscrivant d'emblée la réflexion sur le « socialisme réel » dans la dimension *humaine*. Est-ce ainsi que les hommes vivent chez nous ? se demande-t-il, soulignant au reste que toute réflexion marxiste révolutionnaire authentique ne peut être dépourvue d'une visée éthique et affective; retour d'évidences premières destinées à remettre la réflexion marxiste sur ses pieds : « Les masses actives ont-elles amélioré

leur statut social (et pas seulement, ce qui est plus limité, leur niveau de vie), ou bien a-t-on assisté à une nouvelle concentration de privilèges de toutes sortes à l'autre pôle de la société ? Il suffit de poser ces questions pour constater que nos peuples n'ont pas encore franchi l'horizon de la société de classes » (p. 130). Un mouvement de la pensée qui, remarquons-le, s'efforce de reconstituer l'unité de l'analyse économique, de la réflexion philosophique-anthropologique et du combat politique.

## Staline convient

Ce n'est pas par hasard que Bahro parle de la bureaucratie du parti-Etat comme d'un « pôle » de la société. Sur cette question encore, il convient de se méfier des analogies superficielles entre son analyse et celle de la tradition trotskyste. D'abord parce que Bahro ne lie pas la cristallisation du pouvoir bureaucratique en URSS à une contre-révolution triomphante. A la question : pourquoi Staline l'a-t-il emporté ? il répond de façon absolument tautologique : « parce qu'il convenait à cet Etat » (p. 108), contrairement à Trotsky et aux autres vieux bolchéviks en compétition pour le pouvoir. Pour lui, la bureaucratie « convient » à cet Etat et à la société « socialiste réelle » car elle en est partie constituante et intégrante ; il n'y avait pas d'alternative : ici, dans les développements de Bahro, la réflexion historique et politique cède le pas à une démarche totalement abstraite et métaphysique. La bureaucratie « n'usurpe » pas, n'est pas, dans son optique, « parasitaire », au sens où elle modèle la société de haut en bas : la bureaucratie est l'agent actif de la reproduction de la division du travail et de l'état de subalternité des masses ; « Le combat contre l'aspiration à l'égalité des masses et en faveur de l'application du principe de rendement dans les rapports de distribution est une fonction essentielle de l'Etat protosocialiste » (p. 198).

Cette analyse trouve son prolongement logique dans l'idée qu'au monolithisme institutionnel de la bureaucratie (idée largement développée aussi dans le livre de Marc Rakovsky<sup>2</sup>) correspond un état d'atomisation de la société qui rend caduques les analyses traditionnelles de la structure sociale en termes de *classes*. Notamment, le concept de « classe ouvrière » ne trouve plus, selon lui, son point d'application dans les pays de l'Est : « Le concept de classe ouvrière n'est tout simplement pas approprié pour nous faire comprendre les caractères structureaux essentiels de notre société et le problème des perspectives d'avenir (...). La caractéristique de notre société n'est plus une division « horizontale » en classes,

mais une série "verticale" de couches, avec des transitions à vrai dire encore rigides » (p. 171-172). Il en découle ainsi que : « D'un côté le peuple et, de l'autre, les fonctionnaires du parti : voilà l'inévitable dichotomie de toute société protosocialiste » (p. 226). On remarquera que cette opposition peuple (société)/bureaucratie (Etat-parti) comme axe vertébrant des sociétés « socialistes réelles » rapproche Bahro de courants comme ceux de l'opposition polonaise qui, depuis longtemps, ont abandonné le marxisme (Kuron, etc.).

Il faut insister sur le fait que l'analyse du rôle de la bureaucratie et celle de la stratification sociale sont, chez Bahro, indissolublement liées. Au-delà de cette divergence essentielle – lorsqu'on va aux conséquences politiques – avec le point de vue trotskyste traditionnel, les rencontres sur le terrain de la *description* du fonctionnement bureaucratique (comme système « d'irresponsabilité collective ») nous semblent de peu de poids.

### Prémises de la révolution culturelle

On comprend mieux maintenant pourquoi Bahro parle de révolution culturelle. Lorsqu'il évoque la nécessité d'un *retour à Marx*, il ne s'agit pas de souci d'orthodoxie, mais bien de la préoccupation de *refonder l'utopie et le programme marxiste*; non seulement la Révolution russe n'est pas un modèle pour les processus révolutionnaires contemporains, mais elle s'est figée en une sorte d'*Irrweg*, de chemin qui ne mène nulle part pour la Révolution mondiale et le destin de l'humanité entière (dans cette analyse, on n'est jamais très loin de l'idée d'une ruse de l'Histoire). Retourner à Marx signifie, en termes de civilisation et de perspective historique, non pas « corriger », « améliorer », « réajuster » le « socialisme réel », mais avoir le courage intellectuel de faire *table rase* pour retourner aux sources de l'inspiration anthropologique marxienne. On comprend toute l'extension que prend dans cette perspective le mot : culturel.

La première de ces sources, c'est *l'anti-étatisme* de Marx, dans sa dimension « polémique » évidente vis-à-vis du socialisme réel : « Je vais montrer que domine dans nos pays une machine d'Etat semblable à celle que Marx voulait détruire pour ne la voir réapparaître sous aucune forme que ce soit et sous aucun prétexte (...). Tout ce que nous pouvons lire chez Marx et Engels sur l'Etat-commune concerne *le passage au socialisme*, à la première phase du communisme », écrit-il dès les premières pages de son livre (p. 32-33). Sur cette question, il va même plus loin en rendant hommage à Bakounine *contre Marx* (p. 40).

Pour lui, prendre le mal à la racine signifie s'inscrire en faux contre toute démarche historique dans laquelle se présente, même à l'état embryonnaire, la dichotomie Etat-masses, gouvernants-producteurs/citoyens. De ce point de vue, il est intéressant de noter que la démocratie soviétique des années vingt lui apparaît comme une référence beaucoup moins riche que l'autogestion yougoslave. En termes de non-reproduction des formes étatiques traditionnelles, la constitution de petites unités sociales lui semble être, sinon une garantie, du moins une condition essentielle : c'est ce qu'indiquent les dernières pages de son livre où il évoque le profil d'une société communiste comme « association de communes ». De ce point de vue, la référence à la tradition anarchiste apparaît comme davantage qu'un coup de chapeau en passant.

Bien entendu, ce qui distingue Bahro de l'anarchisme, c'est qu'il a, lui, une théorie de la transition. Mais de cette théorie on peut dire qu'elle est, curieusement, « à géométrie variable ». Nous avons souligné déjà que l'analyse que fait Bahro de « l'illusion socialiste » inéluctable de la Révolution russe signifie d'emblée l'échec de toute démarche transitoire authentique dans le « socialisme réel ». Mais il ne craint pas d'enfoncer le clou en ce paragraphe lourd de conséquences : « Bien qu'elle soit la plupart du temps mal informée, l'idéologie anti-étatique et anti-autoritaire de nombreux intellectuels de gauche vivant à l'Ouest est historiquement justifiée dans les pays déjà industrialisés où les conditions matérielles au dépérissement de l'Etat arrivent à maturité. Quant aux peuples qui sont tout juste en train de procéder à leur industrialisation, ils ne sauraient renoncer à cet instrument, et leur Etat ne peut tout d'abord qu'être bureaucratique » (p. 118). Il n'est pas besoin d'être malveillant pour voir dans cette formulation quelque chose comme une variation sophistiquée sur le thème familier de l'*étapisme*.

Du coup se trouve restreinte la portée du discours de Bahro sur la transition : son fatalisme historique le pousse à considérer que les chances d'une transition réelle, fondée sur la réactivation de l'utopie marxienne, *n'existent que dans les pays hautement industrialisés*. C'est au point qu'il arrive que l'on tombe parfois, en lisant *l'Alternative*, sur des formulations concernant les sociétés « développées » en général qui ne seraient pas faites pour déplaire à un chantre de la « convergence » des sociétés industrialisées, façon Raymond Aron !

Sur cette question cruciale, à nouveau, Bahro est très éloigné des analyses trotskystes, puisque c'est au fond de l'idée directrice de la théorie de la révolution permanente qu'il récusé ; la référence à l'impérialisme est quasiment absente de son analyse ; et lorsqu'il

écrit qu'il faut « supprimer le critère de la loi de la valeur dans les échanges avec les pays les moins développés » (p. 405), c'est dans la perspective de la... paix mondiale.

### Le travail général

C'est réserves, de taille, ne doivent évidemment pas nous empêcher de prendre en considération la dimension réellement novatrice du concept de la révolution culturelle que définit Bahro. Le fil rouge en est ce que l'on pourrait appeler *une économie politique du temps et du travail abstrait*. L'auteur de *l'Alternative* part de l'idée que le niveau de développement des forces productrices des sociétés avancées permet de mettre à l'ordre du jour l'abolition de la division du travail dans sa forme actuelle et la perspective de *l'émancipation générale* fondée sur l'accès de tous au « travail général », la maîtrise des processus économiques, sociaux, culturels. Au cœur de la reproduction des sociétés actuelles, il y a la « subalternité » qui renvoie aussi bien à l'aliénation du producteur enchaîné au travail non-créditeur qu'à celle du citoyen passif, atomisé.

Le premier changement de cap concerne donc le procès de production. « Ce qui est réclamé, dit Bahro, c'est d'organiser l'ensemble de la vie de la société et en particulier le procès de production, y compris sa superstructure d'information, de telle sorte que tous puissent atteindre les capacités individuelles correspondant au niveau des forces productives présentes et au système de régulation de la société » (p. 239). S'il est possible de frayer cette voie nouvelle, c'est parce que, pour la première fois dans l'histoire, « on assiste aussi massivement à un "trop plein de conscience", c'est-à-dire à une capacité d'énergie psychique qui n'est plus absorbée par les nécessités *immédiates* et par les dangers de l'existence humaine, et qui donc peut s'adonner à des préoccupations plus éloignées » (p. 240). C'est aussi parce que, avec la complexification croissante des processus économiques et sociaux, l'élévation du niveau de qualification globale des producteurs, on assiste à une diffusion croissante du travail abstrait dans le corps social. De nos jours, ajoute Bahro, le couple conceptuel travail manuel-travail intellectuel en arrive à être « une gêne pour l'analyse ».

De là découle la proposition pratique selon laquelle il devrait être procédé à « une redistribution du travail d'après le principe selon lequel tous prendront une part égale aux activités à tous les échelons » (p. 257). Pour ceux qui n'auraient pas saisi la portée réelle de son discours, Bahro ajoute que « les dirigeants doivent vivre au sein de la société et partager son travail quotidien » ! Inversement, concernant les producteurs, ce dont il s'agit, ce n'est

pas « d'enrichir leurs tâches », mais de leur permettre d'accéder à une maîtrise des processus sociaux qui rende possible « une réelle socialisation des activités de direction ainsi que la participation de tous les individus aux commandes du procès de reproduction » (p. 259). Dans cette perspective, l'abolition de la division présente du travail doit être complétée, entre autres, par « l'accès de tous et sans aucune restriction à une culture générale du plus haut niveau » (p. 257). Pour briser le cercle vicieux de la subalternité, il faut que chacun accède à la dimension du *général* ou de *l'universel* que Bahro définit ainsi : « Il y a une énorme différence entre un homme qui est, *entre autres choses*, très spécialisé dans une opération complexe quelconque, et l'état de spécialiste élevé au rang d'une forme sociale d'existence » (p. 271).

### Actualité de l'émancipation

Finalement, ce changement de cap qui permet l'accès de chacun à « tous les domaines essentiels de *l'activité* » débouche sur une refonte de l'ensemble du tissu social et l'apparition de formes nouvelles de la communauté humaine.

Au fond, qu'y a-t-il de réellement novateur dans ce premier volet de la révolution culturelle telle que la définit Bahro ? Dans les grandes lignes, rien, au sens où il ne fait que reprendre le programme de Marx. Mais son intrépidité consiste à en proclamer *l'actualité concrète intégrale* et, en ce sens, c'est un bouleversement de perspectives comparable à celui qu'effectua Trotsky lorsqu'il proclama dans *Bilan et perspectives* l'actualité de la révolution prolétarienne en Russie. Sur ce plan, il nous apparaît que sa perspective a beaucoup plus de souffle que celle des trotskystes. La critique *radicale* et la largeur de vue théorique de Bahro concernant les pays du « socialisme réellement existant » nous permettent d'envisager dans toute leur dimension les problèmes sociaux, anthropologiques, culturels que pose une refonte de ces sociétés dans la perspective du communisme. Bahro a mille fois raison lorsqu'il souligne que « le bureaucratisme a depuis longtemps cessé d'être une couche de peinture de couleur différente badigeonnée sur le fond. Il s'est réellement transformé en une forme d'existence politique quasiment naturelle, propre à un groupe étendu de personnes qui ont des intérêts bien définis et différents des autres, et ce groupe s'est cristallisé autour du tronc, des branches et des rameaux de l'appareil de pouvoir » (p. 224). Il est vrai que les trotskystes ont trop souvent tendance à réduire cette dimension anthropologique (« culturelle ») de la révolution dans ces pays à la restauration ou à

l'instauration de la démocratie des soviets sans s'interroger jusqu'au bout sur la faillite des présupposés de ce « socialisme »-là, de ce « modèle » de société-là.

Au fond, ce que nous fait bien sentir Bahro, c'est la pesanteur historique, culturelle de ces sociétés, et leur enracinement profond dans le vieux monde. Ce qu'il nous dit, c'est que la révolution devra y descendre jusqu'au cœur des rapports sociaux, des mentalités, des habitudes, des représentations. Ce n'est pas pour rien que nous retrouvons parfois dans *l'Alternative* les accents et les préoccupations de *Questions du mode de vie* de Trotsky. Pour réaliser un tel projet, il ne suffit pas de borner son horizon au redéploiement de l'autoactivité des masses, il faut redonner vie, dans sa pleine extension, au programme communiste, comme un but que l'on vise consciemment. Sur ce plan, Bahro est un maître.

### Le prolétariat comme hypothèse

Mais ceci ne doit pas nous faire oublier les faiblesses criantes de son programme concret, politique. Celles-ci s'inscrivent logiquement dans le prolongement de son analyse de la formation sociale du « socialisme réel », de son acharnement à démontrer qu'au-delà du capitalisme le concept de classe ouvrière perd toute signification. D'abord parce que ceci l'entraîne dans un développement extrêmement douteux sur le prolétariat en général comme « hypothèse philosophique où s'est concentrée la composante utopique du marxisme » (p. 185), ceci accompagné de formules à l'emporte-pièce du genre : « Mis à part quelques cas individuels, les ouvriers n'ont jamais été marxistes au sens strict du terme. Le marxisme est une théorie qui se fonde sur *l'existence* d'une classe ouvrière, mais ce n'est pas *sa* théorie à elle » (p. 184), ou : « D'emblée, et pas seulement en Russie, les partis socialistes ont été ambivalents : aussi bien partis *du* prolétariat que partis *pour* le prolétariat » (p. 181). Chez Bahro, ces formulations ne sont pas de simples précautions méthodologiques. Elles fraient le chemin à une analyse nouvelle des forces motrices de la révolution, qui d'ailleurs ne concerne pas seulement le « socialisme réel », mais bien plutôt les sociétés développées en général.

Sur le versant « socialiste réel », cela aboutit à des formulations ambiguës du genre : « le travail intellectuel est aujourd'hui à la tête des forces productives subjectives », ou encore : « C'est à l'ingénieur qu'échoit le rôle clé dans l'étape de développement actuel des forces productives » (p. 162); à une analyse du Printemps de Prague où se trouve mis en relief le rôle « moteur » des intellec-

tuels, des couches sociales disposant du fameux « surplus de conscience » évoqué plus haut (p. 294-296).

Sur le versant « capitalisme avancé », cela aboutit à des réflexions tout aussi ambiguës : « Les activités révolutionnaires, comme cela s'est produit en 1968 en France, sont l'œuvre de forces sociales qu'en général on ne considérait pas jusqu'ici comme faisant partie de la classe ouvrière. Il est bien entendu que les couches ouvrières historiquement plus anciennes restent en lice et qu'elles doivent continuer d'être représentées au parti communiste, mais il n'est plus possible de fonder la stratégie générale en partant uniquement de leurs intérêts » (p. 174). Lorsqu'on pousse aux conséquences politiques, on débouche nécessairement sur des formulations comme celle-ci : « A la longue, l'heure d'un grand parti marxiste, d'une union de tous les véritables socialistes ne peut manquer de sonner en Allemagne de l'Ouest. Mais ce parti sera l'expression politique d'un sujet agissant tout autre que celui constitué par la « classe ouvrière » (p. 177).

Aussi bien en ce qui concerne l'Est que l'Ouest, il ne fait pas de doute que ce point de vue recouvre les divergences stratégiques avec le nôtre. A ne pas aborder de front la question de *l'État* comme problème de *stratégie politique*, à l'aborder seulement dans la dimension anthropologique générale, Bahro est rattrapé au tournant par un discours politique qui, dans le meilleur des cas, a des fumets d'eurocommunisme de gauche et, dans le pire, de néo-stalinisme : son apologie vibrante du parti unique comme position de principe au premier chef.

Tel est bien le défaut de l'armure de toute la construction théorique de Bahro : l'extrême faiblesse de l'articulation entre le discours culturel anthropologique général et les perspectives politiques; de même qu'il n'est pas parvenu à développer une critique réellement fondamentale de « l'économie politique soviétique si ce n'est en termes empiriques »<sup>3</sup>, de même, il a échoué à produire la dimension politique de la nouvelle téléologie du communisme qu'il propose.

## Quel progrès ?

Les mêmes incertitudes se retrouvent dans le second volet de la révolution culturelle que propose Bahro. Le point de départ en est une critique radicale du *productivisme* des sociétés de l'Est, qui prolonge les réflexions évoquées plus haut sur le statut du producteur (critique du culte du rendement, de la discipline du travail, de l'émulation, etc. « A lui seul, écrit Bahro, le mot « émulation »

est un indice qui suffirait à montrer l'absurdité foncière de l'illusion socialiste » (p. 191).

Mais cette critique n'est que le tremplin pour une réflexion générale sur le caractère prométhéen des sociétés développées. Cette réflexion est pour nous saisissante en ce sens qu'elle exprime l'irruption dans le discours critique des opposants des pays de l'Est de thèmes qui hantent l'Occident depuis quelques années. Ce qui, dans *l'Alternative*, caractérise cette réflexion culturelle et philosophique, c'est son niveau d'extrême généralité : « D'une façon générale, écrit Bahro, il faut apprendre à interpréter l'idée même de progrès d'une manière radicalement différente de celle à laquelle nous sommes habitués » (p. 246); « La phase extensive de l'humanité est sur sa fin, en bien ou en mal » (p. 249).

Le défaut de ce discours écologique globalisant est de s'en tenir pour l'essentiel à une réflexion sur le destin de l'humanité non articulée sur une démonstration en termes de classes et de mode de production. Cela est particulièrement flagrant lorsque Bahro avance dans son analyse en élaborant une nouvelle théorie des besoins fondée sur la critique des modèles courants (à l'Ouest comme à l'Est) de consommation. Assurément, d'un point de vue anthropologique général, cette critique a-t-elle son noyau rationnel, lorsqu'il évoque la dialectique de « l'être » et de « l'avoir » et lie l'accession au bonheur à la production de la « conscience excédentaire » et d'un « excédent de culture ». Mais quel sens cela a-t-il, dans des pays où l'on fait la queue pour acquérir les biens les plus ordinaires et les plus directement liés à la reproduction de l'existence matérielle de l'homme, d'avancer un « mot d'ordre » comme : « Abandon du point de vue traditionnel privilégiant la demande de biens matériels » (p. 382) ? Un tel discours général sur le malaise et l'avenir de la civilisation, sur les impasses des modèles de croissance existants, sur la nécessaire réconciliation de la nature et de la culture n'a guère de sens si l'on ne rapporte pas ce phénomène à son socle essentiel : le maintien de la domination capitaliste à l'échelle de la planète. Mais, à l'évidence, la réflexion de Bahro s'oriente dans une autre direction, comme l'indique ce propos : « Tout cela aboutit à penser qu'après les expériences du xx<sup>e</sup> siècle la notion même, admise communément, d'abolition de la propriété privée capitaliste est devenue trop étroite, ne suffit plus et même est dans une certaine mesure erronée dès qu'il s'agit de présenter le communisme comme l'avenir de l'humanité » (p. 251). Comme si l'adoption des modèles productivistes, du taylorisme par exemple, dans les pays socialistes était un phénomène absolument étranger au maintien de la domination capitaliste dans le monde...

A nouveau, nous voyons donc que le parti pris de Bahro d'inscrire sa réflexion dans la dimension de *l'universel culturel* lui joue des tours. Non étayé sur un discours politique de la transition, sur un programme réel, le discours de l'utopie divague aisément et est voué à d'étranges rencontres : on sait ce qui se profile chez nous derrière les discours sur la « réduction de la croissance ».

Avec toutes ces critiques, l'hommage que nous rendons à Bahro est celui qui est dû au théoricien communiste qui a posé des jalons essentiels pour que soit enfin réduite l'ancienne fracture entre marxisme de l'Ouest et marxisme de l'Est. S'il n'est pas la « synthèse » qu'escompte son auteur, ce livre a contribué à introduire dans la réflexion du marxisme critique de l'Est un certain nombre de thèmes qui étaient jusqu'à présent l'apanage de la réflexion marxiste dans les pays capitalistes; de ce point de vue, sa critique de l'étatisme, du productivisme prométhéen, et la hauteur de vue avec laquelle elle s'exprime, est particulièrement stimulante. Elle indique que, malgré les murs et les prisons, le courant passe entre la réflexion marxiste de l'Est et celle de l'Ouest. D'un autre côté, le souffle humaniste puissant de ce livre, l'originalité de sa perspective ont bouleversé bien des débats académiques sur les pays de l'Est parmi les marxistes occidentaux. Le livre de Bahro est venu à temps pour renflouer la dimension d'utopie de cette réflexion. Car, comme il l'a écrit : « Les marxistes sont souvent sur la défensive dès qu'on parle d'utopie. Cela a été si dur de s'en défaire, à l'époque ! Mais voilà que l'utopie devient à nouveau indispensable. »

Alain Brossat

## NOTES

1. Sous son apparence de rigueur théorique, le livre de Bahro recèle un très grand nombre de contradictions, ne serait-ce que l'appel à créer une « Ligue des communistes » et l'hymne au parti unique... Les critiques de son livre en ont relevé bien d'autres. Mais l'essentiel n'est peut-être pas là : sous l'apparente rigueur, le livre de Bahro recèle surtout une grande variété d'inspirations et de directions de recherches; c'est là aussi une explication (pas la seule naturellement) de son succès en Occident. On y trouve des propos susceptibles de remplir d'aise aussi bien un trotskyste qu'un anarchiste, un eurocommuniste de gauche qu'un chrétien de lutte de classe, un sociologue webérien qu'un écologiste millénariste, voire un maoïste de la vieille école...
2. Marc Rakovsky : *le Marxisme face aux sociétés de l'Est* (Savelli).
3. Nous empruntons cette formule à Hillel Tickin « Rudolf Bahro, a socialist without a working class » (*Critics*, n° 10-11).



Lecture de Rudolf Bahro

DANIEL  
BENSAÏD

## Trois incohérences théoriques et leurs conséquences politiques

*Bahro n'est pas un trotskyste qui s'ignore. Nous ne reprendrons pas ici les critiques développées dans son article ou dans celui d'Ernest Mandel (in Critique de l'eurocommunisme, Maspero). Nous essaierons en revanche de revenir, à la lumière de la lecture stimulante de Bahro, sur certains aspects du débat que nous avons eu ces derniers mois avec les camarades de l'ex-OCT en vue de la fusion de leur courant avec la LCR.*

*Il est réconfortant de recevoir une œuvre marxiste comme celle de Bahro. Elle permet en effet de mesurer aussi bien ce en quoi la pratique historique a permis de confirmer ou d'enrichir les analyses faites par Trotsky de la dégénérescence bureaucratique, que les limites des tentatives – celle de Bahro incluse – faites pour dépasser le cadre conceptuel et la méthode qu'il a forgés.*

### 1. « La forme aliénée de l'étatisation universelle » ?

Bahro récuse explicitement les notions d'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré ou de révolution trahie. Il caractérise les sociétés de l'Union soviétique et des pays de l'Est comme des sociétés « proto-socialistes » de transition lente, en soulignant les traits qui apparentent toujours à ses yeux les rapports sociaux dominants à ceux des sociétés capitalistes : le salaire n'y serait que « le prix payé par le propriétaire Etat pour la marchandise force de travail. Ce serait, ajoute-t-il, un saut de la mort idéologique que de reconnaître le caractère marchand des produits, mais non de la force de travail »

(p. 193). Le « proto-socialisme » ne procède donc à une socialisation que dans « la forme aliénée de l'étatisation universelle »<sup>1</sup>.

Mais Bahro ne manque pas de buter aussitôt sur les contradictions de ses propres définitions. Il admet en effet que le moteur du développement économique en RDA et dans les démocraties populaires n'est pas d'ordre économique. Le développement industriel ne s'opère pas sous les coups de fouet de la concurrence et les verdicts du marché. L'industrialisation est au contraire commandée par une contrainte qu'il qualifie « d'extra-économique » : « l'exploitation est chez nous un phénomène politique, un phénomène de répartition politique du pouvoir ».

Ce simple constat n'est pas un détail. Il est l'indice, quoi qu'en dise Bahro, de rapports sociaux distincts. Dans les rapports de production capitalistes, la propriété privée des moyens de production ne constitue pas une donnée juridique facultative. Elle exprime et perpétue le caractère privé du travail, le caractère marchand de ses produits, le fait que le travail social est fragmenté en unités de production fonctionnant indépendamment les unes des autres. Le flux et le reflux des capitaux, la distribution des forces productives sont guidés non par une volonté consciente, mais par la loi de la valeur, au prix du chaos et des crises qui agissent comme un régulateur *a posteriori*.

L'essentiel de la production dans les démocraties populaires est au contraire régi par le plan, c'est-à-dire par la production planifiée de valeurs d'usage. Les machines et les principaux moyens de production, l'infrastructure (bâtiments et transports), les matières premières n'ont pas, contrairement à ce que semble dire Bahro, un statut de marchandise. Pas plus que la force de travail ne peut être considérée, au sens propre du terme, comme une marchandise. La contrainte qu'elle subit n'est pas celle de la concurrence sur un marché du travail, sanctionnée par un droit de licenciement économique et la fluctuation d'un large volant de chômeurs. Elle est d'ordre bureaucratique-disciplinaire, directement politique, comme l'indiquent d'ailleurs les licenciements pour motifs politiques. L'existence d'une forme salariale de rémunération ne suffit pas à démontrer qu'il s'agit du même salaire (échangé contre du capital) que dans l'opposition entre travail salarié et capital, caractéristique des rapports capitalistes de production.

L'opposition entre le plan et le marché en tant que moteurs de la production ne traduit pas une différence de techniques économiques mais une différence sociale. Dès lors que la production n'est plus gouvernée par la concurrence et la course au profit privé, elle l'est par un plan. Au lieu d'exprimer les besoins et les priorités sociales définis par les producteurs eux-mêmes (ce qui supposerait l'existence

de la plus large démocratie économique et politique), le plan en vigueur dans les pays de l'Est procède de décrets bureaucratiques, au prix d'incohérences et de gaspillages colossaux. C'est pourquoi la terreur n'est pas un accident ou une péripétie : elle est la seule forme de pouvoir politique, en équilibre instable, qui puisse maintenir la propriété collective des moyens de production tout en niant la démocratie directe des producteurs associés.

C'est pourquoi ces sociétés se trouvent toujours devant l'alternative historique : ou contre-révolution sociale (et restauration du capitalisme), ou révolution politique (et instauration d'une authentique démocratie ouvrière).

Quand nous parlons d'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré, nous ne portons donc aucun jugement positif de valeur morale. Nous caractérisons objectivement des rapports de production non capitalistes. Dire que la force de travail n'a plus un statut de marchandise ne recouvre pas une question purement théorique : la conséquence pratique en est la faible productivité du travail qui constitue un véritable casse-tête pour la bureaucratie. La contrainte disciplinaire peut en effet s'exercer à plein dans les camps ou sur les individus, autrement dit aux marges de la société. Elle ne constitue pas un instrument efficace pour peser quotidiennement sur la productivité de la classe ouvrière dans son ensemble. Les réformateurs du système l'ont bien compris qui lorgnent périodiquement vers la restauration du marché et la mise en concurrence de la main-d'œuvre, sans pouvoir aller jusqu'au bout. Il ne s'agirait plus en effet de simple réforme mais d'une attaque frontale contre la classe ouvrière, qui effraie encore la bureaucratie. Parce que le sort d'une partie importante de cette bureaucratie reste lié, en dernière analyse, à la place de la classe ouvrière, dans laquelle elle plonge ses racines historiques.

Le concept d'Etat bourgeois caractérise tout Etat correspondant à des rapports sociaux dominés par les rapports entre capital et travail, dans le cadre d'une production généralisée de marchandises. L'Etat bourgeois peut prendre la forme de régimes aussi différents que la démocratie parlementaire, la monarchie constitutionnelle, la terreur jacobine, la dictature fasciste, le bonapartisme... De même l'Etat ouvrier, en tant qu'expression de rapports sociaux non capitalistes, demeure par-delà les formes politiques variables du régime : pouvoir des soviets, thermidor, dictature bonapartiste.

Dès lors qu'il y a Etat ouvrier instauré, c'est qu'il y a eu révolution sociale et il ne saurait y avoir restauration du capitalisme sans contre-révolution sociale violente conduite par la bourgeoisie impérialiste mondiale en alliance éventuelle avec une aile restaurationniste de la bureaucratie.

Bahro perçoit malgré lui les conséquences pratiques de sa contradiction. Dans *Je continuerai mon chemin* (Maspero), il affirme à plusieurs reprises rester « résolument partisan de la base non capitaliste de la RDA ». Et il demande avec force que l'on sache distinguer la « loyauté envers la base non capitaliste de la loyauté envers la superstructure dépassée ».

C'est une préoccupation analogue que l'on rencontre dans les témoignages de Robert Havemann : « Il est bien évident que la révolution ne pourra aller de l'avant dans les pays occidentaux si ses tenants adoptent une attitude hostile et agressive vis-à-vis des pays du socialisme réellement existant. Au contraire, il faut que, tout en critiquant très vivement la situation de ces pays, ils expriment une solidarité fondamentale à leur égard et à l'égard de leurs partis, les anciens partis communistes de ces pays. » (*Etre communiste en Allemagne de l'Est*, Maspero, p. 85). Havemann commet précisément ici une confusion entre la solidarité envers la base non capitaliste et la superstructure (« les anciens partis » en tant que tels). Mais il y a derrière cette intuition partagée par Bahro une réalité que ses incohérences théoriques ne lui permettent pas de dégager en toute clarté.

Si le « proto-socialisme » des pays de l'Est n'était, sous une forme spécifique, qu'une « antichambre » du socialisme au même titre que le capitalisme monopoliste et l'impérialisme, il n'y aurait aucune raison de prêcher quelque loyauté que ce soit, fût-ce envers l'infrastructure ! Que pourrait signifier la loyauté envers une infrastructure d'exploitation quotidienne, de crise, de chômage ? Bahro accorde donc un caractère progressiste à l'infrastructure « non capitaliste » des pays de l'Est. Encore faudrait-il préciser quel en est le soubassement social. Existerait-il un renouveau progressiste du capitalisme et de la bourgeoisie, dont Marx et les classiques pensaient qu'ils avaient épuisé leur mission historiquement progressiste ? Ou bien alors, est-ce que ces sociétés, marquées à leur naissance du sceau révolutionnaire du prolétariat, en ont gardé la trace par-delà les défigurations bureaucratiques, si monstrueuses soient-elles ?

Tout en caractérisant la force de travail comme une marchandise, au même titre que dans les pays capitalistes, Bahro reconnaît que les rapports sociaux hérités du renversement de la propriété privée constituent une limite et une entrave à l'exploitation de la force de travail (ce qui ne veut en rien dire qu'il n'y ait ni exploitation ni oppression !) : « Ce n'est pas seulement l'intensité du travail qui est inférieure [en RDA] à celle qu'on trouve dans le capitalisme, c'est aussi la discipline de travail. Le droit du travail et la politique sociale sont basés sur un devoir de garantie sociale comparable au socialisme

d'Etat archaïque (celui des Incas). » Et comme ce devoir, il est accompagné de « telle ou telle forme extra-économique de contrainte de travail » (p. 193).

Sans partir d'une analyse rigoureuse de la bureaucratie et de son développement historique (c'est l'une des principales faiblesses déjà relevées par Brossat), Bahro décrit cependant le lien de dépendance encore non dissous qui unit la bureaucratie au prolétariat : « Notre Etat est incapable essentiellement d'obtenir par la contrainte la même intensité de travail que le capitalisme. » Pourquoi ? Ce n'est pas parce que la bureaucratie aurait lésiné sur les moyens de contrainte ou péché par scrupule. Elle agit au contraire avec la plus grande brutalité. Mais sans pouvoir outrepasser une limite inhérente à ses racines sociales : « La contradiction entre lui [notre Etat] et les producteurs directs ne doit pas éclater. »

Là réside en effet l'entrave mortelle de la bureaucratie. Son idéologie officielle, qui revendique encore l'héritage de la révolution et la représentation de la classe ouvrière, ne constitue pas en effet un simple habillage ou un pur alibi. Aucune dictature ne peut se perpétuer aussi longtemps et à aussi large échelle sans base sociale. Les plus féroces finissent par basculer sous la pression des classes sociales en mouvement, la dernière en date étant celle du shah d'Iran. La bureaucratie des pays de l'Est étouffe les oppositions, réprime impitoyablement, déporte et emprisonne. Mais elle ne peut continuer à le faire que dans la mesure où elle s'appuie sur un développement spectaculaire des forces productives et l'amélioration relative du niveau de vie de l'écrasante majorité de la classe ouvrière. Peut-être touchons-nous, en raison de la situation mondiale, aux limites extrêmes de cette longue période de croissance organique dont s'est nourrie la bureaucratie.

Il n'en demeure pas moins, au fond, que la bureaucratie continue à avoir peur de la classe ouvrière, qu'elle tond et parasite jusqu'au sang, mais dont continuent en dernière analyse à dépendre ses privilèges. Bahro constate en contrepartie, contrairement à ce qu'on imagine trop souvent dans les pays capitalistes, que « la majorité des travailleurs qualifiés règle de son propre chef le rythme de travail » et que « le pouvoir n'ose plus se regarder en face, c'est la meilleure part de notre tradition morale et idéologique qui le fait rougir ». La bureaucratie a certes besoin d'un masque. Non par tradition morale et mauvaise conscience. Elle est au contraire capable sur ce point du pire cynisme. Mais parce qu'elle tire encore sa légitimité du pouvoir usurpé de la classe ouvrière. Et elle ne peut trancher ce lien malgré tout contraignant sans signer du même coup son propre suicide en tant que caste privilégiée.

## 2. La bureaucratie, représentante d'une caste d'exploiteurs

Bahro est contraint de flirter avec le vocabulaire trotskyste, alors qu'il prétend en rejeter la méthode. Il parle de caste et de bureaucratie. C'est cependant de Bakounine qu'il reprend le terme de « caste scientifico-politique privilégiée » et à Hegedus qu'il emprunte la caractérisation de « système bureaucratique d'irresponsabilité organisée ». Mais derrière les parentés terminologiques, il y a bien un profond désaccord de méthode.

En effet Bahro n'hésite pas à juxtaposer des jugements les plus contradictoires. Il écrit ainsi d'une part : « On constate avec le recul du temps que c'est l'Opposition de gauche qui avait eu raison dans les années vingt » (p. 95). Et d'autre part que « la prise du pouvoir par les bolchéviks ne pouvait mener à aucune autre structure sociale que celle que nous avons aujourd'hui » (p. 85). Il y a là une absence totale de périodisation et en conséquence un fatalisme absolu devant la montée de la bureaucratie.

En quoi l'Opposition de gauche a-t-elle pu avoir raison si l'avènement de Staline était inévitable ? Elle a pu avoir raison moralement, ou bien en référence à une lointaine utopie. Mais si Staline était inévitable, l'Opposition de gauche avait tort politiquement. Or Bahro ne veut pas admettre qu'il y ait discontinuité (contre-révolution politique) entre Octobre 1917 et le régime stalinien. Il approche et effleure parfois ce problème de périodisation, mais toujours en termes moraux plus qu'en termes d'analyse politique. Ainsi, quand il constate que les vieux bolchéviks « et particulièrement Trotsky » étaient incapables de se glisser dans cet État qui n'était plus le leur. S'il n'était plus le leur, ce n'est pas qu'il s'était écarté de leurs projets ou de leurs rêves, c'est qu'il était né contre leur politique et contre les intérêts sociaux qu'elle entendait défendre historiquement et internationalement.

A ne pas analyser et saisir ces changements, Bahro en arrive inévitablement à de périlleuses dérives méthodologiques. Il traite en effet la bureaucratie comme une caste dont il faut déterminer la classe de référence parmi les classes fondamentales en présence. Confronté à cet épineux problème il constate que l'État n'est pas (dans les pays de l'Est) le représentant d'une classe ouvrière incapable d'exercer le pouvoir par elle-même, mais « le représentant extraordinaire (et non le substitut) d'une classe d'exploiteur » (p. 123).

Mais si tel était le cas, et si en plus, comme le pense Bahro, la structure sociale actuelle constitue le résultat logique de la prise du pouvoir par les bolchéviks, il faudrait en conclure qu'Octobre 1917 n'était pas une révolution prolétarienne, mais un nouveau type de

révolution (plus bourgeoise au sens classique, et pas encore prolétarienne), ouvrant la voie à une nouvelle période de transition.

Il faudrait cependant à une telle troisième voie une force sociale motrice, distincte du prolétariat et de la bourgeoisie. De Pannekoek à Castoriadis, en passant par Rizzi et Burnham, nombre de marxistes se sont égarés déjà la recherche de cette classe introuvable. Et sans pouvoir en tirer la moindre conclusion politique opérationnelle dans le développement concret de la lutte de classe ! C'est encore la méthode de Trotsky, si cavalièrement révoquée par Bahro, qui reste en la matière de loin la plus féconde.

Pour lui, la bureaucratie plonge originellement ses racines dans le maintien d'un mode bourgeois de répartition (prévu par Marx dès la *Critique du Programme de Gotha*) inhérent à une société de pénurie. Au fur et à mesure qu'elle parvient à s'ériger en arbitre entre prolétariat et paysannerie dans le cadre de l'Etat ouvrier, entre l'Etat ouvrier et l'impérialisme, dans le rapport mondial entre les classes, la bureaucratie tend à instaurer un régime bonapartiste au profit de ses propres intérêts.

Trotsky a donc bien écrit à maintes reprises que la bureaucratie a « jusqu'à un certain point » ou « dans une certaine mesure » un caractère bourgeois. Il a même précisé que la bureaucratie « la plus révolutionnaire » (au début des années vingt en URSS par exemple) a un caractère bourgeois dans la mesure où elle plonge ses racines dans un système bourgeois de répartition au sein de l'Etat ouvrier : « La bureaucratie a un caractère bourgeois, mais ce qui compte, c'est la tendance... » Vers l'approfondissement de la révolution ou vers la contre-révolution ? Et dans cette tendance, ce qui compte, ce sont les seuils, les sauts qualitatifs, jusqu'à la limite extrême : la restauration de rapports capitalistes de production. En deçà de ce point limite, la situation de la bureaucratie n'est cependant pas invariable, identique à tout moment de son développement. Au fur et à mesure qu'elle voit s'accumuler et se cristalliser ses privilèges, elle s'autonomise et s'élève au-dessus du prolétariat dont elle est issue. En s'élevant et en prenant ses distances par rapport au prolétariat elle tombe sous la pression de forces sociales antagoniques, sous la pression de l'impérialisme. En tant que caste bonapartiste « elle s'appuie tantôt sur le prolétariat contre l'impérialisme, tantôt sur l'impérialisme contre le prolétariat ». Mais cette courroie continue à transmettre les pressions des forces sociales antagoniques dans les deux sens.

Cela ne signifie pas pour autant qu'elle devienne un simple bouchon sur l'eau ou un corps neutre ballotté à la frontière entre deux classes. La bureaucratie en tant que caste bonapartiste n'est pas une classe. Comme l'écrivait Rakovsky dans *les Dangers professionnels du pouvoir* : « Je ne dis pas qu'elle [la bureaucratie] est devenue une

différenciation de classe, je dis qu'elle devient une différenciation sociale. » La cristallisation d'une différenciation d'origine fonctionnelle au sein de la classe ouvrière elle-même. Mais comme toute bureaucratie elle reste dépendante des rapports de production dans lesquels elle s'enracine et doit être définie en référence aux classes fondamentales en présence.

Trotsky explique ainsi que l'Etat fasciste n'appartient que jusqu'à un certain point à la bureaucratie nazie qui sert en dernière analyse la bourgeoisie et défend par ses propres moyens les rapports de production capitalistes. En tant qu'organe parasite de l'Etat ouvrier, la bureaucratie stalinienne plonge ses racines, même lointaines, dans le prolétariat. Quand il parle de l'Etat ouvrier, Trotsky n'hésite pas à parler aussi d'un « Etat bourgeois sans bourgeoisie dans une certaine mesure (*la Révolution Trahie*, 10-18, p. 59) ou « jusqu'à un certain point » (*Défense du marxisme*, EDI, p. 89). La bureaucratie dirigeante de l'Etat ouvrier est donc *bourgeoise de la même façon que l'Etat lui-même*, dans une certaine mesure ou jusqu'à un certain point. Mais en dernier ressort, elle demeure une bureaucratie d'origine ouvrière.

D'où d'ailleurs la différence de sa fonction sur le plan international et sur le plan national. Au niveau de sa politique internationale, elle vise à préserver le statu quo dont dépendent ses privilèges. Elle joue donc un rôle à 100 p. 100 réactionnaire et contre-révolutionnaire. En cas d'agression remettant en cause les fondements matériels de l'Etat ouvrier, elle est en revanche acculée à défendre les bases matérielles de ses propres privilèges.

Dans *Défense du marxisme*, Trotsky affirme : « Sous une forme très déformée, les intérêts de l'Etat ouvrier se réfractent en dernière instance à travers les intérêts de la bureaucratie. La bureaucratie de l'URSS repose sur l'économie d'un Etat ouvrier où elle plonge ses racines. » Il reste en cela fidèle à la méthode définie dès 1933 dans *la IV<sup>e</sup> Internationale et l'URSS* : « La classe se détermine non pas seulement par la participation dans la distribution du revenu national, mais aussi par un rôle indépendant dans la structure générale de l'économie, par des racines indépendantes dans les fondements économiques de la société [...] De tous ces traits sociaux, la bureaucratie est dépourvue. Elle n'a pas de place indépendante dans le processus de production et de répartition. Elle n'a pas de racines indépendantes de propriété. Ses fonctions se rapportent dans leur essence à la technique politique de domination de classe. La présence de la bureaucratie avec toutes les différences de ses forces et de son poids spécifique caractérise tout régime de classe. Sa force est un reflet. La bureaucratie indissolublement liée à la force économiquement dominante est nourrie par les racines sociales de celle-ci,

se maintient et tombe avec elle.» Toutes ses métaphores sur la bureaucratie comme syphilis, tumeur ou gangrène, soulignent la dépendance du parasite envers le corps parasité.

### 3. Révolution politique et révolution culturelle

Récusant la notion d'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, Bahro récuse corrélativement celle de révolution politique développée par Trotsky, notamment à partir de *la Révolution trahie*.

Il faut commencer par lever à ce propos deux malentendus. Le premier, présent chez Bahro lui-même, consiste à comprendre la révolution politique comme une simple réforme ou démocratisation du régime existant. Ce qui est, à partir de 1933 et de l'abandon de la politique de « redressement » de l'Internationale communiste, aux antipodes du projet de Trotsky. En effet Bahro affirme : « De simples modifications politiques n'amèneraient en elles-mêmes aucune amélioration » (p. 140). Constatant le « potentiel d'opposition aux institutions politiques », il rejette toute opposition ni politico-économique, ni socio-économique, ni culturelle, qui n'aboutirait qu'à la revendication de démocratisation comme « programme minimum » ou « étape ». « C'est, conclut-il, viser trop court, c'est vouloir trop peu. » Il faut « lutter contre l'autonomisation de la révolution démocratique et pour la permanence du mouvement, pour son passage à la révolution culturelle [...] Il faut que la bureaucratie politique soit dépouillée de son pouvoir, que la domination de l'appareil sur la société soit supprimée, que les relations entre l'Etat et la société soient soumises à de nouvelles lois » (p. 292-296).

Précisons donc deux choses, au-delà de la querelle terminologique, pour balayer les faux débats :

1. Quand nous parlons de révolution politique, nous ne parlons ni d'autoréforme du système, ni de démocratisation, mais bel et bien de *révolution*, c'est-à-dire d'un renversement violent de la bureaucratie par un mouvement de masse. Les événements de Berlin-Est en 1953, de Pologne-Hongrie en 1956, de Tchécoslovaquie en 1968, de Pologne à nouveau en 1971 et 1976, de Chine même sous une forme spécifique, nous ont permis de voir à l'œuvre et d'enrichir les axes du programme de la révolution politique, tels que Trotsky avait commencé à les dégager dès 1936, dans *la Révolution trahie*.

Chaque fois, la IV<sup>e</sup> Internationale a pris sans réserve le parti de la mobilisation de masse contre la bureaucratie, en commençant dès 1953, alors que des gens comme Deutscher ou Havemann (qui fait aujourd'hui son autocritique) défendaient la bureaucratie en croyant défendre le camp du prolétariat.

2. Il est bien évident qu'une révolution politique de cette ampleur comporte une large dimension sociale et culturelle sur laquelle insiste Bahro. La bureaucratie n'est pas le simple résultat des pressions de l'impérialisme dans les rangs du mouvement ouvrier ou dans l'Etat ouvrier. Elle émerge aussi sur la base des différenciations internes à la classe ouvrière qui, sans être des différenciations de classe, n'en sont pas moins des différenciations sociales bien réelles, liées principalement à la division du travail (intellectuel-manuel, masculin-féminin).

Aussi nous trouvons-nous en plein accord avec Bahro lorsqu'il insiste sur le rôle historique du mouvement de libération des femmes, sur la lutte contre la division et pour la redistribution du travail, sur l'accès de tous à la culture de haut niveau par la socialisation du processus de connaissance et de décision, et surtout sur la « réduction du temps de travail psychologiquement improductif... ».

Mais ceci étant précisé, la difficulté à définir la révolution anti-bureaucratique comme révolution sociale apparaît à nu : révolution de quelle classe contre quelle classe ? En toute logique Bahro devrait pouvoir cerner clairement les camps en présence : salariés exploités et exploités. Or la classe ouvrière lui apparaît comme une classe pratiquement introuvable. « Les critères traditionnels de la structure de classe ne sauraient suffire », constate-t-il (p. 151). Et encore : « Le concept de classe ouvrière n'a plus chez nous d'objet délimitable » (p. 171).

Cette impasse dans laquelle bute Bahro comporte un danger. Il s'enferme en effet dans une définition nationale close de la classe ouvrière. De sorte qu'il ne parvient plus à définir le prolétariat de son pays comme composante du prolétariat mondial, c'est-à-dire d'une classe qui existe internationalement avec des intérêts mondiaux, aussi longtemps que demeure la domination impérialiste<sup>2</sup>. Mais sa perplexité est bien le signe d'une originalité concernant les rapports sociaux au niveau de la réalité nationale qu'il veut analyser. En effet, une série de concepts marxistes, élaborés non pas à vide, mais en application à une réalité concrète qui est celle du *Capital*, deviennent inopérants dès qu'on veut les appliquer à des sociétés non capitalistes. Prenons-en pour seul exemple la notion de travail productif (travail salarié échangé contre du capital) qui pose déjà un problème théorique complexe en société capitaliste, mais devient franchement stérile par rapport à la réalité de l'URSS, de la Chine ou de la RDA.

Bahro admet donc que « les modèles de stratification sont chez nous un mode de description beaucoup mieux approprié », sans vouloir en conclure qu'il y a des rapports sociaux structurellement différents entre la société capitaliste et les sociétés à base matérielle

non capitaliste. Cette confusion risque d'ailleurs de jouer à rebours et de conduire Bahro à penser les sociétés capitalistes elles-mêmes, en termes de stratifications, et à y sous-estimer le rôle historique du prolétariat en tant que classe, au sens le plus traditionnel du terme.

Décidément, la contradiction qui naît de l'absence de caractérisation rigoureuse du « socialisme réellement existant » ne le lâche pas. Il entrevoit seulement que la révolution à venir dans les pays de l'Est sera structurellement différente, mais il ne peut en tirer toutes les conclusions théoriques. « Notre chance, affirme-t-il, est celle d'avoir une base non capitaliste » (p. 317). Havemann fait de son côté la même constatation : *« Je continue à penser qu'un pays comme la RDA est sur ce plan historique nettement en avance sur l'Occident; cela parce que la propriété privée y est détruite dans l'industrie, en ce qui concerne les moyens de production, et même le sol, l'économie rurale. Et c'est précisément cette dissolution totale des rapports de production capitalistes qui fait que la transition au socialisme y est relativement facile. »*

Le test de cette différence structurelle réside dans la place des revendications démocratiques. Dans une société capitaliste, où le caractère privé de la production divise le producteur de l'homme privé, l'homme du citoyen, les revendications démocratiques sont digestibles par le système. Dans les pays de l'Est, les revendications démocratiques ne sont plus celles de la démocratie représentative bourgeoise, mais, du fait de l'appropriation collective des moyens de production, des revendications transitoires de la démocratie directe, de l'exercice du pouvoir réel, et non pas formel, par les producteurs associés. C'est là, en dépit des apparences, que réside la « chance » dont parle Bahro, d'avoir une base non capitaliste. Même s'il faudra arracher de haute lutte ces droits démocratiques par une authentique révolution contre la défense acharnée de la bureaucratie.

### Trois remarques pour conclure.

1. Tout d'abord, concernant la question du parti. Bahro (Brossat comme Mandel l'ont souligné) ne remet pas frontalement en cause le système du parti unique. C'est une énorme faiblesse de sa position, en contradiction évidente avec ses implications pratiques. Il ose en effet affirmer : « Ce qui doit commencer, c'est un autre parti communiste. » C'est, à son corps défendant, un acte de pluralisme qui va à l'encontre de sa résignation théorique. Ce l'est d'autant plus qu'il annonce que la nouvelle Ligue communiste « aura ouvertement divers courants, des ailes, voire des tendances organisées ». Dont acte !

2. Sur plusieurs questions, Bahro semble subir l'influence des courants eurocommunistes, italien notamment. Il développe en particulier la critique d'un système de démocratie directe fondé sur la pyramide des conseils, que l'on pourrait retrouver sous la plume d'Ingrao ou de Trentin : Un système pyramidal des conseils de grande industrie aurait « abouti à une fusion corporative face à la majorité de la nation ». Il se prononce donc, avec Lénine (au moment de sa polémique contre les dirigeants de l'Opposition ouvrière), en faveur d'un pouvoir au-dessus de tous les intérêts particuliers, y compris ceux des ouvriers. Les eurocommunistes utilisent cette contradiction pour plaider en faveur d'un système de démocratie mixte, ou d'Etat combinant des éléments de démocratie directe parcellaire à la base, coiffés par un appareil parlementaire traditionnel au sommet. Malgré ses confusions, Bahro finit indiscutablement par trancher dans le sens opposé. Comment surmonter la dispersion des lieux de production, « rassembler le corps social tout entier » ? C'est à ses yeux la « question cardinale de la démocratie socialiste ». Il y répond en défendant « la grande supériorité de l'idée de la commune », et de « l'association des communes », comme cadre dépassant les corporatismes et « *permettant de remédier à l'atomisation des sphères de travail, de l'habitat, de l'instruction* ». Il s'agit, autrement dit, de fonder le pouvoir prolétarien sur la base d'unités territoriales au niveau desquelles puissent déjà s'opérer des choix sociaux d'ensemble et non la simple addition de points de vue et d'intérêts corporatifs. Nous suivons Bahro sur ce terrain à deux précisions près qui sont à nos yeux capitales :

— d'une part, il s'agit d'assurer au sein de la représentation territoriale l'hégémonie des producteurs, et en particulier de ceux qui sont encore soumis aux tâches les plus aliénantes;

— la démocratie territoriale n'est pas en soi un remède suffisant aux dangers corporatifs. Un corporatisme (ou un chauvinisme) communal peut en effet se superposer à un corporatisme social. La seule garantie pour que chaque fragment social dépasse son point de vue borné, c'est que la souveraineté des organes communaux ou des conseils aille de pair avec la libre confrontation en leur sein de programmes globaux, portés par des tendances ou partis et présentant des options globales. C'est en ce sens que Trotsky écrivait dans le *Programme de transition* : « *La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.* » D'où en revanche la grande faiblesse que constitue pour Bahro la non-reconnaissance de l'importance de la pluralité des partis.

3. Il arrive enfin que Bahro semble prôner une économie combinant le marché et le plan. Cependant, bien que caractérisant les produits et la force de travail comme marchandises, il admet, au prix d'une nouvelle contradiction, que « ce n'est pas le marché, c'est le plan qui met le bureaucrate pris individuellement en contact avec les besoins de la société » (p. 205). Et c'est le plan qui détermine, fût-ce bureaucratiquement, ce dont la société a besoin (p. 357). Quant à l'avenir, Bahro n'envisage aucunement une économie mixte mais, sans ambiguïté, une économie démocratiquement planifiée : « *C'est au plan qu'il revient en premier lieu de déterminer la production temporelle qualitative correspondant à l'objectif de la production. Cela n'est réalisable démocratiquement que si la masse des individus peut juger de la conséquence de ses besoins* » (p. 407).

Daniel Bensaïd

## NOTES

1. *L'Alternative*, éd. Stock.
2. Cette critique est développée notamment dans l'article de E. Mandel, in *Critique de l'Eurocommunisme*, Maspero.



CLAUDE  
GABRIEL

## 1. Politique étrangère castriste et défense de l'Etat ouvrier cubain <sup>1</sup>

Vingt ans après la chute de Batista, le mouvement trotskyste international continue de débattre de la nature de la révolution cubaine, de sa direction et de l'Etat ouvrier né de cette révolution. Le débat ne porte pas seulement sur le cours actuel de la direction castriste et sur la forme présente de l'appareil d'Etat. Il porte sur vingt années d'histoire et singulièrement sur les premières d'entre elles.

La IV<sup>e</sup> Internationale, pour qui la question cubaine fut un des points centraux de sa réunification en 1963, reprend aujourd'hui la discussion. Alors qu'au début des années soixante-dix, le centre de gravité du débat se situait autour de la question latino-américaine, de la stratégie de lutte armée, il s'agit aujourd'hui de traiter tout à la fois de la nature politique exacte de la direction castriste, de sa politique étrangère en Afrique et en Amérique latine notamment, de ses rapports aux masses cubaines, de ses relations et liens avec la bureaucratie soviétique, etc.

L'objet du présent article n'est pas de traiter exclusivement de la politique étrangère cubaine, particulièrement en Afrique. Mais, depuis plusieurs années, force est de reconnaître que cette seule question a pris le pas sur tout le reste. A tort on a négligé ce qui devrait être le cœur de toute démonstration : les rapports internes de la société cubaine. Les prises de positions, qu'elles soient radicalement dénonciatrices par rapport à la direction cubaine ou qu'elles soient radicalement favorables à celle-ci, argumentent le plus souvent

à partir de la politique étrangère cubaine. Une telle démarche est évidemment notoirement insuffisante. Elle favorise les jugements à l'emporte-pièce d'autant plus que cette fameuse politique étrangère est très souvent mal connue, du moins mal appréciée. Avant de commencer le débat de fond il est donc prioritaire d'éclairer le terrain sur cette question.

### **Prendre connaissance de tous les faits sans exception**

Depuis 1975, la politique étrangère cubaine est violemment dénoncée par l'impérialisme. La présence de forces cubaines en Afrique constituerait la raison fondamentale de la déstabilisation de ce continent. Depuis que des troupes cubaines sont intervenues en Angola face à la coalition réactionnaire formée du FNLA, de l'UNITA, des armées du Zaïre et d'Afrique du Sud, et a ainsi permis une victoire du MPLA, la presse bourgeoise n'a d'autre explication à la crise permanente de la domination impérialiste sur l'Afrique que cette omniprésence des Cubains et, secondairement, des Soviétiques. Au diable la lutte des masses africaines contre leurs régimes d'oppression et de misère, ces messieurs nous le disent : Tout s'explique par la main de Cuba.

Mais, pour les marxistes révolutionnaires, qui pensent que c'est fondamentalement la lutte des classes et non la confrontation des « blocs » qui détermine ces crises successives, il reste précisément à situer la pratique de la direction castriste dans l'évolution de la lutte des classes en Afrique.

La diplomatie cubaine soutient sans faille les régimes africains suivants : Guinée Bissau, Guinée Conakry, Bénin, Angola, Congo, Mozambique, Ethiopie, Tanzanie, Seychelles, Madagascar. Cette liste est indispensable pour bien situer le débat. La mention de la présence cubaine en Afrique évoque l'Angola et l'Ethiopie, et, plus particulièrement, les crises sociales de grande ampleur qu'ont connues ces pays en 1975-1976 pour le premier, et 1976-1978 pour le second.

Mais, en ce qui concerne les autres pays cités, personne ne pourrait expliquer ce soutien cubain par l'existence d'une révolution en cours, d'une lutte de libération nationale ou d'une agression extérieure ouverte.

La diplomatie cubaine en l'occurrence soutient ce qu'elle considère comme les « pays progressistes » africains. Ce soutien n'est généralement pas platonique. Des centaines de Cubains sont à pied-d'œuvre, qui dans l'appareil d'Etat, qui dans l'enseignement, qui dans les forces armées pour aider le pays « ami ». Au Congo, ce sont

plusieurs milliers de soldats cubains qui stationnent à Pointe-Noire, la seconde ville du pays. De toute évidence la tendance castriste à ne pas distinguer les masses et les régimes prend ici toute sa portée. Ces régimes sont des régimes néo-coloniaux bourgeois répressifs, refusant aux masses les droits démocratiques élémentaires. Il n'y a pas de demi-mesure : il faut soutenir les masses de ces pays contre ces dictatures.

La direction cubaine n'a jamais hésité à prendre tous les virages que sa *real politic* lui suggérait. Par exemple, pour le Congo, elle a soutenu Nguabi. Une fois celui-ci assassiné, elle a soutenu Yhombi dont chacun s'accorde à dire aujourd'hui qu'il fut à l'origine de l'élimination du premier. Et lorsque Yhombi fut démis et qu'arriva au pouvoir Sassou Nguesso, La Havane réitéra son soutien inconditionnel au nouveau chef des prétoriens congolais. A chaque fois, Cuba a fêté le dirigeant congolais comme un leader révolutionnaire. Le journal du PCC, *Gramma* a, sans discontinuité, salué les régimes de Nguabi, de Yhombi et de Sassou. Et, avant même que Yhombi ne soit chassé, Sassou, qui passait à l'époque pour être le plus proche des soviétiques dans cette clique dirigeante, avait pour garde personnelle des Cubains de la garnison de Pointe-Noire. Cet alignement total et inconditionnel sur le Parti congolais du travail est évidemment un acte politique contraire aux intérêts des masses congolaises. Et cette politique doit être dénoncée.

Le cas congolais n'est pas le seul. Dans les pays cités plus haut, c'est cette même politique que les Cubains pratiquent.

La confusion castriste entre les masses et leurs régimes prend, dans ces cas au moins, la forme d'une politique de collaboration de classe explicite. L'aide apportée à ces gouvernements et à ces Etats, en s'ajoutant à celle qu'apportent l'URSS et les démocraties populaires, participe à la confusion sur le caractère anti-impérialiste de ces directions et constitue une aide supplémentaire à ces dictatures contre les masses.

## De l'Angola à l'Ethiopie

En 1975, les troupes sud-africaines pénètrent sur le territoire angolais. Très vite, le MPLA et les masses urbaines en lutte se trouvent confrontées à un adversaire dix fois plus efficace et équipé. Le FNLA et l'UNITA constituent les forces-alibi dans une coalition où s'exercent surtout la puissance militaire de l'Afrique du Sud et, plus secondairement, celle des forces zaïroises de Mobutu. Luanda, la capitale, est encerclée. Les comités de quartiers et les milices perdent leurs forces de mobilisation. La panique et la confusion

s'emparent des masses. La direction petite-bourgeoise du MPLA, qui comprend que c'est aussi sa propre vie qui se joue maintenant, fait appel à l'URSS et à Cuba pour une aide militaire immédiate. On sait ce qu'il advint. Moscou organise un pont aérien avec Luanda. Des dizaines de bateaux soviétiques débarquent plusieurs milliers de soldats cubains. En quelques mois, la situation militaire tourne. Début 76, les troupes cubaines battent au Nord les troupes zaïroises et le FNLA et, au Sud, repoussent les Sud-Africains. L'agression contre-révolutionnaire a été écrasée. La volonté d'une partie de l'impérialisme de remettre en question le droit à l'indépendance de l'Angola a été battue.

Il est incontestable que, sans les Cubains, une pareille défaite de l'impérialisme aurait été impossible. Il était parfaitement correct de soutenir cette intervention cubaine. Seuls ceux qui considéraient que la guerre civile angolaise confrontait exclusivement des cliques nationalistes petites-bourgeoises pouvaient adopter le point de vue de Sirius.

Autre chose est maintenant d'analyser les problèmes soulevés par cette intervention.

Tout d'abord, sans le soutien logistique, matériel et financier de l'URSS, Cuba n'aurait jamais pu faire un tel effort de guerre. Les chiffres évoqués de la présence cubaine en Angola se situent dans une fourchette de 20 000 à 40 000. Personne ne peut croire qu'un tel corps expéditionnaire puisse être convoyé, équipé et soutenu par le seul petit État cubain.

Ensuite il est apparu qu'au fur et à mesure que le danger militaire s'éloignait de Luanda, le MPLA faisait de plus en plus appel au soutien cubain dans les domaines administratif, technique et politique. Peu à peu les Cubains se firent omniprésents dans la police, les hôpitaux, les administrations, les usines, le port, etc. Le MPLA structurait son appareil d'État bourgeois en s'appuyant sur l'aide et la coopération des Soviétiques, des Allemands de l'Est et surtout des Cubains. Alors que justement cette institutionnalisation du MPLA en tant qu'État se faisait au terme d'une intégration/répression des comités de quartier et de la gauche, les Cubains mettaient la main à la pâte.

Mais un autre aspect de la victoire cubaine en Angola ne doit pas être ignoré. A la suite de cette guerre, le mouvement de masse sud-africain s'est mobilisé jusqu'à l'éclatement de Soweto et le FNLC a entrepris de contester le régime mobutiste et d'engager une lutte armée au Shaba. Toute la région s'en est trouvée déstabilisée tant les masses des pays concernés avaient repris confiance après la défaite des Sud-Africains. Mais la direction cubaine n'a pas voulu s'engager plus avant. Elle a clairement refusé d'exploiter les

conséquences objectives de sa victoire militaire. Elle participa sans vergogne au maintien du régime Mobutu; nia apporter une aide au FNLC et dénonça ses activités; se félicita de l'accord survenu entre Kinshasa et Luanda dont l'une des clauses était justement un coup d'arrêt aux activités du FNLC en territoire angolais<sup>2</sup>. La direction cubaine a donc fait le choix de la construction d'un Etat angolais bourgeois stable plutôt que de soutenir le processus de révolution permanente engagé dans cette région dès 1976. Le soutien exclusif à l'ANC sud-africain dirigé par les staliniens, l'aide exclusive apportée pendant longtemps au seul ZAPU de Nkomo dans le Front patriotique du Zimbabwe attestent à leur tour cette conclusion.

Puis ce fut l'Ethiopie. Nouveau test pour la politique africaine de Cuba. Nouvelle levée de bouclier dans les rangs impérialistes. Alors que les masses éthiopiennes se soulèvent contre l'autocratie, une junte militaire, le DERG, prend le pouvoir. A travers un verbiage populiste extrême, le DERG maintient un temps le mouvement de masse dans l'expectative. Puis, face à une nouvelle radicalisation, à la multiplication des comités de quartiers et de villages, à l'armement des masses, il entreprend certaines réformes radicales notamment dans le domaine agraire. Au sein de la junte le pouvoir change de main au rythme de la radicalisation des masses et finit par échoir à Mengistu : personnage plus conforme aux nécessités du bonapartisme militaire éthiopien, capable de chevaucher un temps le mouvement des masses pour mieux réussir son intégration.

Les Cubains avaient apporté un soutien timide au DERG avant même l'avènement de Mengistu. Mais une fois que celui-ci se fut hissé au sommet du régime, La Havane entrepris de soutenir activement le DERG et d'exprimer son appui politique à son leader qualifié de « révolutionnaire authentique »<sup>3</sup>. Très vite l'Ethiopie est confrontée à une pénétration massive de l'armée somalienne dont l'objectif avoué était d'annexer l'est éthiopien majoritairement peuplé de Somalis. La Somalie était jusqu'alors l'alliée privilégiée des Soviétiques dans la région. Qualifié de « révolutionnaire » et d'anti-impérialiste, le régime Siad Barre était soutenu économiquement et politiquement par le Kremlin. L'arrivée de Mengistu au pouvoir à Addis Abeba semble avoir poussé les Soviétiques à changer de politique. Dès lors, le régime somalien, divisé, en crise, et inspiré par certaines capitales occidentales, décida de jouer son va-tout dans l'affaire de l'Ogadem. Au nom de l'aide aux mouvements de libération somalis en Ethiopie, l'armée somalienne pénètre dans ce pays à un moment où l'Etat, l'armée et le régime éthiopiens sont pour le moins fragiles. Mogadiscio demande une aide aux impérialistes, mais n'obtient en définitive qu'une aide timide passant par l'Arabie saoudite.

Le DERG est très faible en ce début de guerre de l'Ogadem. Il vient à peine de sortir d'une confrontation avec l'opposition de droite réactionnaire (EDU). Mais pour obtenir cette victoire, il a fallu faire nombre de concessions aux masses : réforme agraire radicale, armements des comités et milices villageoises entre autres. En Erythrée, les fronts de libération gagnent du terrain. Dans la capitale, les comités de quartiers affirment leurs prérogatives et sont le champ clos d'un affrontement sanglant entre tendances politiques. C'est dans cette position précaire que le DERG fait appel aux Soviétiques et aux Cubains. Très vite, ce sont plusieurs milliers de soldats cubains qui débarquent. Le matériel lourd soviétique arrive massivement. La contre-offensive en Ogadem s'organise. Elle aboutira à une défaite des Somaliens.

Pour certains camarades, la guerre de l'Ogadem se résume à une agression de la révolution éthiopienne par la Somalie bourgeoise, inspirée par l'impérialisme. Ainsi serait fondé le caractère internationaliste de l'intervention cubaine.

Tel n'est pas mon avis sur la nature de cette guerre. Mais dans le cas où il en serait ainsi, faudrait-il pour autant faire l'apologie d'une intervention cubaine dont les modes et les conséquences ont été pour le moins très ambiguës ?

D'une part les Cubains, dans leur presse et dans leur discours, ont totalement omis de signaler la question nationale somalie qui est au cœur de l'affaire. D'autre part, ils ont mené en Ogadem une guerre classique dans laquelle le sort des populations locales semble avoir joué un très faible rôle. Ils ont combattu sous la direction d'un état-major tripartite éthiopien, soviétique et cubain, dirigé par le général russe Pétrov. Durant cette guerre, le régime éthiopien a lancé une campagne chauvine d'envergure qui a amorcé, en toute logique, l'intégration des comités ainsi que des milices. La guerre de l'Ogadem s'est alors soldée par un début de recul des masses et par une perte de leur indépendance vis-à-vis de la junte. Les Cubains ont fait cette guerre sans jamais exprimer le moindre point de vue sur les intérêts propres des masses éthiopiennes. C'est le DERG qui est apparu comme l'interlocuteur de La Havane. Aussi peut-on se demander si — quel que soit l'avis que l'on ait sur les motivations de la Somalie et sur les enjeux de la guerre — il convient de saluer avec enthousiasme le soi-disant internationalisme des Cubains dans cette affaire...

Ensuite survient le problème de l'Erythrée. Fort de son second souffle, après la victoire contre la Somalie, le DERG entreprend une guerre de reconquête en Erythrée, où les fronts FLE et FLP contrôlent la majeure partie du terrain. Pour ce faire, les Soviétiques

augmentent leur aide matérielle, envoient un fort contingent d'officiers de haut rang. Les milices de villages sont plus substantiellement intégrées à l'armée au nom de la guerre contre les « contre-révolutionnaires » érythréens.

A l'heure actuelle, cette guerre n'est toujours pas terminée. Un Etat ouvrier, l'URSS, est en guerre contre le peuple érythréen. C'est l'aviation soviétique qui le bombarde au napalm; c'est la marine soviétique qui a tenté de faire débarquer des forces éthiopiennes pour prendre le FLP à revers; c'est l'armée soviétique qui équipe, arme et encadre les forces d'Addis-Abeba.

Or, au début, les Cubains ont participé à cette guerre. Les mouvements de libération, pourtant prudents, diplomatiquement, ont reconnu et dénoncé cette présence. Toutefois, très rapidement Cubains (et Sud-Yéménites) se sont retirés des combats. Actuellement il n'y a pas de Cubains sur le front, ce qui n'est pas le cas des Soviétiques. Il reste que les troupes cubaines maintiennent une présence sur les arrières, à Addis-Abeba notamment, et... seraient plusieurs milliers en Ogadem.

On cherchera en vain dans la presse cubaine une condamnation de la politique soviétique. On y cherchera en vain autre chose que des formules générales sur la volonté d'un règlement politique du conflit qui puisse exprimer le droit à l'autodétermination des Erythréens. On y cherchera en vain une critique du DERG. Rien de tout cela ! La Havane soutient sans faille, jusqu'à présent, la junte petite-bourgeoise réactionnaire. Internationalisme que cela ?

## Que faut-il discuter ?

L'affaire de l'Erythrée montre clairement que La Havane conserve une marge de manœuvre vis-à-vis de Moscou. Les Cubains ont compris que, face à leur propre classe ouvrière, il leur était impossible de justifier une guerre meurtrière menée contre des nationalistes, hier encore soutenus. Il avait déjà été très délicat d'expliquer comment la Somalie révolutionnaire était devenue brutalement la Somalie réactionnaire.

Ailleurs qu'en Afrique, et notamment, récemment, au Salvador, la politique cubaine n'a pas été identique à celle des Soviétiques. Au Nicaragua, enfin et surtout, il est impossible de prétendre que, présentement, Cubains et Soviétiques apportent une aide comparable à la révolution. A moins de reprendre la thèse impérialiste et chinoise selon laquelle les Cubains sont envoyés par les Soviétiques pour leur meilleure adaptation aux populations déshéritées...

Il faut donc éviter de débattre comme s'il s'agissait de trancher

que la politique castriste est soit à 100 % révolutionnaire, soit à 100 % contre-révolutionnaire. Laissons ce type de simplifications à d'autres. Ce qu'il faut reconnaître, c'est que les Cubains n'ont pas en tout lieu et à tout moment une politique qui serait celle des Soviétiques; qu'il est donc impossible de conclure qu'aujourd'hui la direction cubaine est contre-révolutionnaire au même titre que l'est celle des staliniens. Mais il faut reconnaître que la politique de collaboration de classes avec des régimes bourgeois des castristes les mènent de plus en plus d'une part à épouser la politique soviétique et à adopter d'autre part une politique contraire aux intérêts des mouvements de masse et à la révolution.

En terme de tâches, cela veut dire que les marxistes-révolutionnaires doivent dénoncer publiquement la politique cubaine quand celle-ci s'oppose aux besoins réels des masses dans leur lutte pour leur indépendance. Il y va notamment de l'intérêt de la révolution africaine, car il est peu probable que l'on puisse, dans un certain nombre de pays déjà cités plus haut, défendre à la fois les Cubains et les masses, tant ces dernières perçoivent les premiers comme des soutiens aux régimes en place. Il y va aussi de l'intérêt de l'Etat ouvrier cubain, aujourd'hui menacé par l'impérialisme comme jamais depuis dix ans. Il faut dire la vérité aux masses cubaines. Il ne faut pas que les trostkystes tergiversent et se mettent, eux aussi, à confondre les masses cubaines et leur direction.

### **Tordre le cou aux simplifications**

Plusieurs éléments sont maintenant intégrables à l'analyse de la direction castriste.

1. La politique étrangère cubaine, dans un grand nombre de cas, prend la forme d'une politique de collaboration de classes avec des régimes bourgeois en place. Il ne s'agit pas seulement d'une confusion verbale entre les masses et les Etats. C'est d'une aide politique directe qu'il s'agit.

2. La politique étrangère cubaine suit avec une grande régularité depuis quelques années les alignements et les évolutions de la politique soviétique. L'intervention cubaine en Afrique, lorsqu'elle s'est faite massive, n'a pu être réalisée qu'avec un soutien important des Soviétiques. En outre, dans certains cas, la pratique des Cubains sur place s'est faite de conserve avec celle des Soviétiques. Mais, par contre, il est impossible de nier que, dans certaines affaires bien précises, les Cubains ont fait preuve (*du moins jusqu'à ce jour*) de certaines prises de distance d'avec la politique soviétique.

3. Mais cet « internationalisme » cubain, parce qu'il mobilise

une grande masse d'hommes, parce qu'il exige un concours important de moyens financiers et matériels n'est réalisable que grâce à l'aliénation croissante de Cuba dans le réseau économique de l'URSS. Les formes de cette politique étrangère, auxquelles s'ajoutent ses conséquences économiques, favorisent aujourd'hui le processus de bureaucratisation de la société cubaine : poids de l'armée, diplomatie secrète, entraînant la désorientation des masses, etc.

Comment s'intègrent ces trois facteurs dans l'évolution de la direction elle-même ?

En novembre 1961, la revue *Quatrième Internationale* a publié un article signé Ortiz dans lequel on peut lire le passage suivant : « Le noyau initial de la révolution est d'origine petite-bourgeoise [...] Ce groupe n'a pu être une base pour l'insurrection et un moyen favorable *que lorsqu'il quitta son milieu et sa classe* [je souligne] et s'en fut le chercher à la sierra, parmi les paysans. »

Et Ortiz de demander : « Comment une équipe petite-bourgeoise au programme démocratique a-t-elle pu diriger ce processus révolutionnaire qui a conduit à la prise du pouvoir, à l'instauration d'un Etat ouvrier et à un programme socialiste ? La crise du capitalisme à Cuba a jeté des éléments de la petite bourgeoisie dans la lutte insurrectionnelle, dans laquelle ils se lièrent avec les couches les plus exploitées, pour lesquelles la solution ne se trouvait pas dans un simple changement de gouvernement et de méthode d'administration. » Et Ortiz rappelle en note le passage de *Programme de transition* sur le fait que « des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, peuvent aller plus loin que ce qu'ils veulent eux-mêmes *dans la voie de la rupture* avec la bourgeoisie. Dans tous les cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait quelque part, et « *qu'un gouvernement ouvrier et paysan s'établissait de ce fait, il ne représenterait rien de plus qu'un bref épisode* dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. [Je souligne] ».

Dans le dernier numéro de *la Vérité*, Stéphane Just se penche sur la question cubaine. Et il se pose la question : « Le Mouvement du 26 juillet, mouvement petit-bourgeois, pouvait-il construire un Etat ouvrier à Cuba ? La réponse à cette question est d'importance. Si oui, cela veut dire que des organisations petites-bourgeoises sont en mesure de construire des Etats ouvriers. »

Comment Just, qui a été autorisé par le bureau politique de l'OCI à publier son point de vue personnel, va-t-il résoudre cette importante question ?

Comme il le rappelle : « Les analyses de l'OCI n'ont pas été poursuivies après 1962. » Pour rattraper ce retard, Just nous propose l'explication suivante :

« La variante, plausible au moment où elle était formulée, de reconstruction d'un Etat bourgeois, ne s'est pas réalisée, pas plus que celle de la réalisation de la dictature du prolétariat. C'est une autre variante qui a pris corps : la constitution d'un Etat ouvrier s'apparentant aux Etats ouvriers bureaucratiques dès le départ, bien qu'ayant ses particularités historiques [...] L'appareil stalinien a été la force politique qui a chapeauté, contrôlé, puis s'est subordonné les organisations des masses, qui a été la cheville ouvrière de la construction d'un nouvel appareil d'Etat, avec bien sûr la participation du Mouvement du 26 juillet, qui a corseté la révolution, a été dressé contre la réalisation de la dictature du prolétariat, bien qu'il doive être qualifié d'Etat ouvrier, mais bureaucratique et en ce sens contre-révolutionnaire. »

On comprend qu'il ait fallu près de vingt années pour trouver cela. Le scénario est simple : dans un premier temps c'est le mouvement petit-bourgeois qui, poussé par les masses, réalise le gouvernement ouvrier et paysan; dans un second temps c'est le parti stalinien, parti ouvrier bourgeois, qui, sous la pression des masses, « va plus loin », va jusqu'à l'Etat ouvrier, mais un Etat ouvrier dont l'appareil est immédiatement contre-révolutionnaire. »

Stéphane Just passe allègrement sur un certain nombre de faits. Dans le processus révolutionnaire, les masses se sont-elles affrontées d'une quelconque manière au Mouvement du 26 juillet ? Quand et comment les masses cubaines ont-elles commencé à ne plus « pousser » les petits bourgeois mais à « pousser » les staliniens ? Quand et comment, durant toutes les années de la Tricontinentale, les staliniens ont-ils montré qu'ils étaient les véritables maîtres de cet appareil immédiatement contre-révolutionnaire ? Y aurait-il eu un thermidor simultané à l'édification de l'Etat ouvrier ? Et *last but not least*, à quelle date, le camarade Stéphane Just, situe-t-il la réalisation à Cuba d'un Etat ouvrier ?

Il faut répondre à ces questions. Car tous les événements ultérieurs, selon la théorie proposée par *la Vérité*, devraient dès lors montrer clairement la mise à l'écart des petits bourgeois incapables de diriger l'Etat ouvrier, et la prise de responsabilité centrale des staliniens, seuls capables de corseter l'Etat ouvrier dans un appareil immédiatement contre-révolutionnaire. Mais Stéphane Just ne date pas cet événement majeur. Oubli ! fâcheux pour la clarté du débat<sup>4</sup>.

La pensée bourgeoise nous dit : « un chat est un chat ». Stéphane Just nous dit : « un petit bourgeois est toujours un petit bourgeois ». La direction fidéliste, d'origine petite-bourgeoise, aurait conservé l'essentiel de sa nature sociale au travers de dix années de luttes, d'intégration croissante au mouvement de masse. Petite-bourgeoise avant la révolution cette direction le serait toujours après l'instauration

d'un gouvernement ouvrier et paysan et le resterait au moment où les masses « imposent » aux staliniens un Etat ouvrier.

En réalité, la direction castriste s'est constituée de manière particulière, comme direction centriste, dans le cours du processus de révolution permanente *qu'elle a dirigé*. Depuis la sierra, elle avait amorcé une rupture avec ses assises petites-bourgeoises originelles et, tout en gardant des stigmates de cette origine, notamment dans son programme, elle est devenue la direction effective des paysans pauvres et des ouvriers contre la dictature de Batista, puis contre l'impérialisme et la bourgeoisie.

Quel est, dans une révolution, le mécanisme de la pression des masses sur la direction ? Epargne-t-elle la plus consciente, la plus bolchévik-léniniste ? Qui peut affirmer qu'il existera des directions ouvrières marxistes révolutionnaires authentiques qui ne subiront pas, durant les mois de double pouvoir, où la tactique politique, le sens de l'opportunité sont mis à dure épreuve, une pression quelconque des masses ? Ce que dit le *Programme de transition*, c'est que les masses peuvent pousser *plus loin que leur programme* les partis petits-bourgeois et staliniens. Cela signifie que les masses s'opposeront à ces partis, qu'il y aura des confrontations, y compris violentes, des convulsions sociales durant lesquelles les appareils contre-révolutionnaires tenteront de sauvegarder l'ordre social bourgeois et n'hésiteront pas à s'opposer physiquement aux masses. Ce n'est qu'en dernière instance, si celles-ci sont plus fortes que les manœuvres bureaucratiques, que Trostky évoque cette *variante peu probable* où les petits-bourgeois et les staliniens peuvent aller plus loin que leur programme, *sans pour autant renoncer à ce programme !* A Cuba, non seulement les castristes ne se sont jamais heurtés d'une telle manière aux masses, mais ils ont rompu avec leur programme et leurs illusions passées pour proclamer, eux et eux seul, (pas le PSP stalinien), le programme de la révolution socialiste. La direction cubaine est une direction centriste. L'idée selon laquelle la nature du centrisme se réduit à son oscillation entre réforme et révolution est insuffisante. Elle amène à penser qu'à partir du moment où une direction a dirigé une révolution, elle ne peut plus être centriste, qu'elle est « révolutionnaire », terme générique qui ne qualifie pas politiquement cette direction. Le centrisme peut s'exprimer dans l'oscillation entre internationalisme et socialisme dans un seul pays, entre démocratie ouvrière et bureaucratisme. La direction castriste s'est maintenue en tant que direction centriste au-delà de la constitution de l'Etat ouvrier cubain. Mais les contradictions de ce centrisme n'ont cessé depuis lors d'évoluer. Son contenu même n'a pas été figé.

Ce que nous avons relevé au cours de ces années, c'est l'évolution

dangereuse de la direction cubaine (Tchécoslovaquie, Mai-68, Pérou, etc.). La politique étrangère cubaine, aujourd'hui, relève de la même oscillation. Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir que les mouvements désordonnés de la direction cubaine depuis le début des années 70, entre les deux pôles de l'aimant, se rapprochent de plus en plus du pôle négatif du *centrisme bureaucratique*.

Mais le test décisif, le test ultime n'est pas terminé. Il est en cours sous nos yeux ; c'est celui du Nicaragua, de l'Amérique latine. Des événements majeurs pourraient faire surgir une crise au sein de la direction cubaine, qui ne recouperait pas forcément les anciens du 26 juillet d'une part et les anciens du PSP d'autre part. Des convulsions pourraient apparaître. Mais le cours bureaucratique à Cuba ne pourrait être repoussé qu'au terme d'une profonde différenciation dans tout le parti, et surtout — fondamentalement — au travers d'une mobilisation des masses laborieuses sans précédent depuis la révolution.

Trois facteurs pèsent essentiellement sur le cours d'une révolution et d'un Etat ouvrier : l'existence ou non des formes de démocratie prolétarienne, l'existence d'un parti révolutionnaire à l'échelle nationale et internationale, et la lutte pour l'extension de la révolution.

Le pire des raisonnements serait de partir du constat (faux en l'occurrence) d'une politique internationaliste de Cuba et d'en déduire un cours favorable vers la démocratie et le parti léniniste. Les trois facteurs cités plus haut n'agissent pas de la même manière les uns sur les autres. Il est peu probable qu'en l'absence de démocratie prolétarienne et en l'absence d'un parti révolutionnaire, une direction cubaine, après vingt années d'oscillations, après son intégration au Comecon, puisse s'engager sans problème dans une politique internationaliste véritable et sans faille.

La politique castriste envers le Mexique, le Pérou, la Jamaïque, son comportement sur la question des « non-alignés », augurent mal d'un redressement. Quant au Nicaragua, s'il est évident que Castro n'y a pas mené la même politique que les Soviétiques et qu'il s'est engagé dans le soutien du FSLN, il n'est pas démontré que, dans les épreuves à venir de ce pays, il suivra strictement les intérêts des masses et de la révolution prolétarienne. Les relations avec les staliniens nicaraguayens, les risques d'affrontements directs avec l'impérialisme américain, les conceptions multi-classistes exprimées par Castro à l'occasion de la conférence des « non-alignés » ou à propos de la révolution africaine pourraient même entraîner une aggravation du cours politique de La Havane.

Ce dont il s'agit dans le débat qui s'ouvre, c'est non seulement de qualifier la nature précise de la direction castriste, mais surtout d'analyser les formes particulières du processus de bureaucratisation dans ce

pays. Ce processus ne peut être similaire à ce que nous avons connu dans d'autres Etats ouvriers et singulièrement en Union soviétique.

Il ne suffit pas de dire, comme le font certains, que les castristes sont « entrés dans l'orbite des Soviétiques ». Une telle réflexion n'a aucun intérêt scientifique. Même des nationalistes font preuve vis-à-vis des soviétiques d'un mimétisme plus important que celui des Cubains. Ce qu'il faut dire c'est si, oui ou non, la bureaucratie cubaine, dans sa totalité (pas seulement les anciens du PSP), a commencé à défendre les intérêts sociaux de la bureaucratie stalinienne; si, oui ou non, Castro est le chef d'une bureaucratie stabilisée dont les fondements sociaux objectifs sont ceux d'une bureaucratie contre-révolutionnaire passée du côté de l'ordre bourgeois. Les militants qui viennent de scissionner de la IV<sup>e</sup> Internationale en dénonçant une prétendue direction castriste en son sein, auraient été bien inspirés de mener leur analyse de Cuba jusqu'au bout et ne pas se contenter de quelques réflexions impressionnistes sur la politique cubaine.

Personne dans le mouvement trostkyste international ne pourra faire l'économie d'une analyse scientifique des rapports sociaux à Cuba et de leur évolution. Personne ne pourra passer à côté de la question fondamentale, à savoir : quel a été jusqu'à présent le processus spécifique de bureaucratisation de l'Etat cubain; à quel stade en sommes-nous; Thermidor est-il devant nous ou dernière nous ?

Ni l'article de Stéphane Just, ni les quelques documents de nos scissionnistes sur Cuba n'ont répondu à ces questions.

Mais personne, non plus, ne pourra éviter ces questions derrière une acceptation apologétique de la politique étrangère cubaine.

La défense de l'Etat ouvrier cubain est une tâche importante pour les trostkystes, au moment où l'impérialisme se trouve face à une remontée de la révolution en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce devoir ne pourra être clairement accompli qu'en ayant une claire vision des intérêts propres des masses cubaines. Ceux-ci ne sont à chercher ni dans la construction de l'Etat bourgeois angolais, ni dans le soutien au DERG éthiopien, ni dans le mouvement des non-alignés, ni dans les clins d'œil à certains régimes bourgeois latino-américains... Selon notre principe constant, pour mieux défendre l'Etat ouvrier cubain, nous trotskystes dirons la vérité sur la direction castriste, car seule la vérité est révolutionnaire.

Claude Gabriel

#### NOTES

1. Cet article a dû se limiter à ne traiter que certains aspects de la question cubaine. En ce qui concerne, en particulier, la « coexistence pacifique », la politique soviétique en

Afrique et celle de l'impérialisme, problèmes qui ne sont pas abordés ici, le lecteur pourra se reporter à *Inprecor*, n<sup>os</sup> 26 et 34.

2. Voir *Inprecor*, n<sup>o</sup> 34.
3. Voir *Afrique-Asie*, du 16 mai 1977, et *Inprecor*, n<sup>o</sup> 26 du 14 avril 1978.
4. Stéphane Just ne travaille pas dans la dentelle quand il traite de l'histoire cubaine. Quelle peut-être la fonction d'un tel article « analytique »... 17 ans après les dernières réflexions de la direction lambertiste ? Est-ce pour engager un débat dans le CORQI, est-ce pour former une génération de jeunes trotskystes qui n'ont pas connu cette période ? Ou faut-il plutôt croire qu'il s'agit d'un article de commande dont le seul objet est de vouloir donner quelques éléments de cuisine polémique au moment où la IV<sup>e</sup> Internationale engage de son côté un débat sur ce sujet ?

Au moment où le CORQI tourne le dos à une politique de réunification du mouvement trotskyste, l'article de Just vient à propos pour contester explicitement les termes du document de réunification de 63 sur Cuba. Mais que d'élucubrations, que de vérités dissimulées, de faits ignorés et d'analyses de circonstance pour cacher un si médiocre objectif. Le CORQI découvre l'Etat ouvrier cubain 20 ans après, mais sa direction préfère encore lui donner quelques bons gros arguments polémiques qui justifient le sectarisme du moment, plutôt que d'avoir le courage d'ouvrir une discussion internationale dans ses rangs dont le premier acte serait de fournir aux militants l'histoire réelle de la crise révolutionnaire à Cuba, et non de trier les quelques faits qui, mis bout à bout, fait le lit de Procuste de Stéphane Just.

Claude Gilibert

NOTES

1 - Cet article a été écrit à la fin de l'année 1977 et ne doit pas être lu en tant que tel. Il est le fruit de certaines réflexions de la direction cubaine. Il ne doit pas être lu en tant que tel. Il est le fruit de certaines réflexions de la direction cubaine.

LUCIEN  
SFEZ

## 2. Réflexions pour les lecteurs de « Critique communiste »

Nous publions ci-dessous la lettre de Lucien Sfez, chercheur en sciences politiques, auteur de *l'Enfer et le Paradis* (PUF), en réponse à Jean-Pierre Garnier qui critiquait ce livre dans le numéro 27 de *Critique communiste*.

*« Il n'est pas que le syndicat qui fasse de la politique, les organisations patronales font de la politique et non seulement de l'administration revendicative d'intérêt professionnel; les forces de la culture font de la politique et influencent dès maintenant les institutions dans leur orientation, leur nature et leur mode de fonctionnement. Par ailleurs, l'Etat lui-même, pour conserver sa fonction de coordination et d'unification de la société, a besoin de s'étendre toujours plus au-delà de ses frontières institutionnelles et de pénétrer dans la société civile. Les lieux de décision se sont depuis longtemps déplacés dans la société, hors des institutions traditionnelles. Ne pas percevoir ces changements et rester prisonniers de vieilles formules identifiant la politique avec l'Etat et l'Etat avec la politique, risque de conduire dans les faits à une gestion corporatiste de l'Etat et à une corporatisation de la société par l'Etat lui-même. Les deux choses n'étant absolument pas contradictoires, loin de là. »*

Bruno Trentin

(*Dialectiques*, n° 28, octobre 1979, p. 27)

Laissant de côté, pour ne pas répondre à la passion par la protestation, la présentation un peu téméraire que J.-P. Garnier fait de mon travail, de mes recherches et de moi-même, j'aimerais faire pour les lecteurs de *Critique communiste* une mise au point, forcément rapide, des recherches que j'ai entreprises depuis 10 ans. Par souci de rigueur, et pour éviter la confusion, plutôt que pour me situer. Forcément, s'agissant d'un travail théorique, cette présentation sera abstraite. Et ce d'autant plus volontiers que je ne polémiquerai pas sur les personnes, ni sur les situations particulières.

## **Le commencement : une critique de la décision**

Commençons par le commencement. Je me suis intéressé aux décisions par lesquelles, semble-t-il, l'administration publique régit la vie des citoyens dans ses détails les plus quotidiens, et dans ses orientations à long terme. La complexité des lieux de décision, leur connection enchevêtrée et leur point d'émergence dans le vécu forment un tissu de contraintes, qu'il est aisé d'imputer à l'Etat en général, aux gouvernements successifs, ou à des corps spécialisés d'où se prononcent des formules — les énoncés — qui transforment peu à peu nos conditions de vie.

Une décision, telle que celle du RER, du schéma directeur de la région parisienne, ou de construire une université interdisciplinaire : autant d'exemples de ces décisions capitales pour les habitants qui induisent des modes de vie, posent les cadres que les citoyens remplissent, bon gré mal gré. Où et comment se prennent ces décisions, par qui ? Quel est le processus qui les porte au jour, telle était ma question initiale. Je n'étais guère satisfait des théories américaines sur le sujet, ou de théories françaises qui les démarquaient. Toutes me paraissaient obéir à des présupposés idéologiques de taille : elles se référaient toujours à un temps de la décision, sorte de lieu neutre où le décideur, de sa libre volonté, émettait des formules magiques qui composaient par la suite avec des énoncés d'autres décideurs pour former un corps cohérent et continu de propositions décisionnelles. Et non seulement les théories, mais les acteurs eux-mêmes semblaient croire à leur efficience personnelle, à un processus rationnel qui conduirait les décisions, depuis l'élaboration jusqu'à l'exécution, respectant en cela le schéma classique, linéaire, de la volonté.

Un sujet libre (par définition), bien informé (règne de l'information complète), choisit la meilleure possibilité, l'énonce (importance de la langue écrite), et l'insère dans les réalités basement

matérielles, en renvoyant aux contraintes extérieures les erreurs et déviations, les inachèvements et les pataquès. Le tout enveloppé dans un temps unique universellement applicable. Critiquer cette philosophie sous-jacente revenait à proposer d'autres schémas d'analyse. Il fallait évacuer la mono-rationalité, la linéarité du temps de la décision, étudier de près l'ambiguïté des acteurs et prendre le résultat final pour ce qu'il est, un compromis, qui n'est jamais une moyenne, entre des forces. Et ce compromis n'est jamais semblable aux intentions initiales. Plus encore, c'était reconnaître qu'une décision ne peut voir le jour que sous certaines conditions, dont la principale est que, l'énoncé, en fin de course, soit capable de lier plusieurs codes entre eux, issus de corps d'actants différents, que cet énoncé « surcode ». Surcodage qui entraîne comme conséquence que la décision est toujours multi-rationnelle, multi-linéaire et qu'on ne peut l'attribuer à un sujet unique<sup>1</sup>.

Ce premier travail, il faut le dire, heurta dès l'abord. Peu portés à croire en leur inefficience, les décideurs le refusèrent. Sur le plan théorique, mêmes résistances : il engageait à utiliser un montage méthodologique complexe et orientait vers une interdisciplinarité choquante. Plus grave encore, cette méthode, très souple, laissant le champ ouvert à la libre créativité des chercheurs. Sociologie, science politique, psychanalyse, structuralisme étaient mis à contribution. Le confort du chercheur n'était plus assuré.

Mon analyse critique choquait aussi les marxistes, même si plus tard nombre d'entre eux en ont compris l'utilité. Je critiquais la liberté du sujet et la rationalité du profit. Mais il est vrai que je n'avais pas fait de cadeaux excessifs : j'osais dire — en 1972 — que la rationalité de la gauche était linéaire, progressiste, rentable et pragmatique, normalisante, toutes vertus qu'elle partageait avec la rationalité de la droite, et qu'au fond la seule différence entre le programme commun et la politique gouvernementale résidait dans le fait que le programme commun allouait autoritairement les valeurs de la société d'aujourd'hui (travail, famille, patrie) alors que le gouvernement les allouait souplement.

Je dénonçais aussi les faiblesses de la théorie de la reproduction qui insiste tant sur les invariants qu'elle oublie les changements fondamentaux, qui décrit avec tant d'implacable rigueur l'auto-adaptation du capital qu'on ne voit pas quels types d'armes peuvent un jour se retourner contre lui. Il est vrai aussi que mes « décisions » paraissaient bien erratiques au regard de ceux qui pensent à la « loi unique du capital » comme explication ultime, à la fois dernière et première, « oubliant » ainsi que dans tel mode de production l'instance dominante peut résider aussi dans le politique, dans le culturel, dans les relations de groupes d'hommes à groupes

d'hommes (Marx et Althusser en personne *dixerunt* : vous voyez il faut toujours des références, des garants, comme si les chercheurs les plus avertis ne pouvaient pas ouvrir les yeux, tranquillement, sur un réel infiniment complexe et enchevêtré).

Cette proposition critique me mit sur la voie d'une recherche plus générale, celle de la portée *effective*, les limites et les possibilités du système représentatif<sup>2</sup>. Une illusion double, celle d'une décision libre et celle de la rationalité, motivaient les acteurs. Et bien que cette illusion dût céder à l'analyse, elle n'en constituait pas moins le ressort intime de la prise de décision, et se renouvelait jour après jour, entretenant ainsi une pratique. De même, un effet retors de même type permettait au système représentatif – pourtant abondamment critiqué – de se perpétuer. Qui n'a pas fait la critique de la représentation ? Qui ne lui trouve tous les défauts, de Rousseau à Marx, et à tous leurs successeurs ? La distanciation bureaucratique, la hiérarchisation abusive, le manque à représenter des volontés subalternes ? Et cependant elle tourne, elle se survit, elle continue, jour après jour. Un effet retors doit se produire quelque part, au mépris des critiques, un effet d'illusion dont le contrepoids à l'abstraction mortifère du représentatif est assez puissant : *la politique symbolique*.

### La critique de la politique symbolique

J'indiquais par là que la politique officielle de représentation démocratique se fait illusion sur son pouvoir et qu'elle est travaillée par des opérations qui dépassent, et de loin, ce qu'elle dit d'elle-même, aussi bien que son propre entendement. En somme que cette politique représentative ne saurait exister sans avoir recours en permanence à un type d'expression qu'elle refuse officiellement, à savoir la manipulation des images symboliques, ou les grands rituels de réunifications symboliques ou « communions ». Ceci valable pour la gauche, comme pour la droite.

– *Images symboliques* ? Celles, multiformes, polyphoniques des romanciers, des savants de tous bords, des anthropologues, des sociologues, des historiens, des scientifiques de sciences exactes. De l'image de la fête à celle du « potlatch », de la société des égaux, du sacrifice rituel en passant par les images d'histoire de France, révolutionnaires ou pas, jusqu'à l'image même de la science qui prédit souvent les catastrophes et cultive notre irénisme. Toutes ces images nous hantent et nous manipulent. En aval, les experts administratifs et les politiques, en usent, créant des villes nouvelles à la Jules Verne, des agoras où la fête nous appelle, tandis que leur

dalle reste déserte. La presse aussi — de gauche et de droite — qui utilise les dérivés : la pub, le *Sauvage* et le *Nouvel Observateur*.

— *Opérations symboliques* ? Quand les images ne suffisent pas, s'imposent alors les grands rituels unificateurs, sacrificateurs : De Gaulle sur sa colline inspirée, de son éternité toujours présente, ou les communions militantes porteuses d'avenirs radieux. Non que les communions de droite et de gauche soient les mêmes. Elles divergent profondément par leurs finalités, leurs contenus, leurs mémoires, leur inscription dans la durée, leur type de guérison. Mais elles sont installées sur le même terrain, sur le même espace-temps. Exemples plus précis : la participation comme remède à la bureaucratie libérale, l'autogestion comme remède à la bureaucratie de gauche. Lutter contre l'abstraction mortifère du représentatif, par la mobilisation symbolique des affects, le symbolique comme remède au mal représentatif.

Dire cela, c'est évidemment revenir au problème de la décision et du décideur : celui qui parle pour les autres étant un représentant distancié par rapport à ceux qu'il représente. Et de même qu'une décision ne peut se prendre qu'après un processus complexe de surcodage qui échappe à la conscience de celui qui surcode, de même le représentant — par définition élitique — ne peut représenter que s'il emprunte, à son insu la plupart du temps, les cheminement secrets de la réunification symbolique (emploi dans les discours, de l'image qui surcodera les différentes opinions, et dans les pratiques, usage des rituels de communions qui engageront le consensus, à tel point que le « représentatif » ne peut s'édifier en dehors d'opérations de type théologique : l'accueil fait à une œuvre, un discours, à une stratégie, étant fonction du degré de métaphorisation des lieux communs dans la célébration d'une unité de forme).

Décalage entre l'illusion de la représentation — qui se croit rationnelle et linéaire — et la réalité de son processus, qui est de l'ordre du symbolique. C'est ce décalage mystificateur qui entraîne la perpétuation du système représentatif. Même effet retors, on l'a vu, dans le système de décision, effet retors qui réanime le vieux cadavre. Est-ce à dire que ce statut soit « bon », qui s'appuie sur une idéologie du vouloir, et d'un vouloir transparent ? Est-ce à dire que la mystification soit bonne qui sert à perpétuer un système critique ? Certes non. La critique indique justement où se situe la mystification. Elle indique aussi qu'il ne servirait à rien d'opposer à la représentation, un ordre qui la nourrit.

Ce dispositif est étrange. Il demande à être fondé, non de manière abstraite, mais dans l'expérience et dans l'histoire. La perdurance du

système représentatif implique que ce dispositif singulier ait été fortement noué, fortement imposé, et qu'il soit mu par une sorte de reproduction interne. Disons qu'il appartient à une matrice opiniâtre...

Cette matrice, j'ai cru la trouver dans l'établissement au XVIII<sup>e</sup> siècle d'une formule de gouvernement rigoureusement décrite : Port-Royal. Ce choix peut s'expliquer par le fait même que la logique de Port-Royal a théorisé la question de la représentation en même temps que celle de la symbolisation, appuyant l'une sur l'autre, et édifiant un système complexe de hiérarchie, tout à fait original. Les origines peu lointaines de Port-Royal, dans un siècle assez bien connu des historiens, facilitait le travail de décryptage. Une théorie du signe et une théorie du symbole y sont développées. Et la logique du système ferme autour d'une opération symbolique majeure, la course des signes en représentation. Ce sera le problème de Rousseau, plus tard celui de Marx : les signes dépravés doivent être ramenés à l'origine naturelle fondatrice (Rousseau), l'abstraction anonyme et errante des signes produite par le capital doit être brisée, pour parvenir enfin à la société civile réconciliée avec elle-même, sans coupures ni obstacles représentatifs (Marx).

Or cette logique de Port-Royal enferme dès le départ la politique dans un système d'équilibre dont le point de fuite est théologique : la présence du Dieu catholique étant à la fois Présence indiscutable au plan symbolique, et absence au plan représentatif.

## **Pour une critique de la production des contraintes culturelles**

La critique des théories politiques du changement dont les effets pratiques « renversant » se sont toujours trouvés bloqués à un moment ou à un autre de leur développement pratique, me semblait trouver là, dans le gouvernement lointain et quasi abstrait de Port-Royal une explication – non pas ultime – mais pertinente. Tout comme, sur un autre plan, une rationalité de type cartésien continue à mener les décisions et les programmes. Dire qu'une forme, un schéma, conduit nos actions et les contraint, nous est imposé par une certaine culture avec ses archétypes, loin d'être une proposition idéaliste, renvoie plutôt à une analyse des conditions de production d'un certain type de théories et de pratiques. C'est la forme dans laquelle se meut l'activité politique, forme qu'elle ne reconnaît pas volontiers car elle est le cadre même qui la détermine. Le recours à une forme culturelle de l'activité politique permet d'expliquer un certain nombre d'événements concrets : révolutions manquées et changements ponctuels à l'intérieur de ce

cadre. Espace théologique dans lequel toutes nos analyses – de quelque bord qu'elles soient – prennent place et avec lequel nous devons compter.

C'est ainsi que Marx avait parfaitement centré sa critique sur ce problème. Commencant par une critique de l'aliénation religieuse, il poursuit par une critique du « Christ argent », plus tard par celle du Dieu capital. La matrice religieuse comme matrice de toute aliénation, de toute mystification jusqu'à la principale d'entre elles : le capital se donnant à voir comme société civile, mais étant séparé d'elle, le capital prétendant réconcilier l'homme avec lui-même et avec la nature, mais constituant l'obstacle essentiel à cette réconciliation. Marx entreprendra une critique impeccable de la représentation politique, économique et littéraire de la bourgeoisie, qu'il doublera d'une critique de la politique symbolique du capital qui nous fait prendre des vessies pour des lanternes. Mais las ! Il va rester contre-dépendant de l'enveloppe théologique qu'il critique et sa vision d'une société communiste recèlera les germes théoriques d'un système représentatif, non transparent, toujours scotomisé, sectorisé dans ses relations avec la société civile (voir ma démonstration dans *l'Enfer et le Paradis*, première partie, chapitre III, p. 159).

Il en sera de même de l'autogestion, condensé instable des théories occidentales : car la praxis des micro-groupes autogérés contient – comme celle des macro-groupes – des germes d'élitismes, de séparation, de hiérarchisation fonctionnelle (*l'Enfer et le Paradis*, chapitre IV, p. 227). Même type de critique naturellement pour Montesquieu, Rousseau, Ricardo, Adam Smith (id. première partie).

Alors ? Message de désespoir ? Que non pas. Appel à une plus grande vigilance critique. Car si le Marx de la critique du capital demeure, le Marx critique de la politique a échoué. C'est qu'il est resté prisonnier d'un monothéisme culturel dominant dont nous pouvons aujourd'hui nous débarrasser car il est déjà mort dans les pratiques, même si son enveloppe théorique perdure, et nous retarde.

Pour moi, la rupture d'un système général ne peut se faire que par la mise en place d'un polythéisme, d'un éclatement de cette domination univoque, par de multiples instances dont l'éparpillement et la vie « agitée » vient troubler l'ordre paradisiaque. Car la politique aujourd'hui est partout : dans la sexualité comme dans l'art, dans la technique comme dans la justice, dans la science comme dans les prisons, dans les loisirs comme dans le travail. Vieille vérité sans doute, mais réanimée aujourd'hui par des pratiques de plus en plus conscientes. D'où une attention particulière aux

formes que prennent les micro-groupes qu'ils soient militants ou non. Et à ce propos, la politique italienne, non conformiste, transversale, vit la naissance anti-unitaire d'une multiplicité de groupes en continuelle translation : un certain paganisme politique y lutte heureusement avec l'orthodoxie. Une véritable démocratie serait-elle le fruit d'un éclatement du système ordonné autour d'un pôle unique-distributeur de hiérarchie, d'une articulation souple, quasi confédérale des petits groupes entre eux et des petits groupes avec les macro-groupes, enfin limités et corrigés ?

Je serais assez tenté de penser que les mouvements sociaux de ce type mettent en péril le système qui s'essouffle à les recoder, que les petits « dieux » sont moins nocifs que les grands, et que leur fonctionnement brownien, même s'il prend une forme quasi mystique — qu'il s'agisse d'écologie, de culture, de défense du local, de lutte des classes ou de revendications d'identité — produit un désordre de plus en plus difficilement maniable par le discours d'Etat, ou de l'Etat-parti. Cette agitation, cette articulation encore mal pensée, entre micro et macro, ces déplacements des fonctions du politique en d'autres domaines, c'est cela que je nomme « politique éclatée ». J'en ai fourni les conditions de possibilité dans le chapitre final de *l'Enfer et le Paradis*. Mais ce n'est encore qu'une esquisse qu'il faudra prolonger par une critique de la démocratie.

Lucien Sfez

## NOTES

1. Voir « Critique de la décision » *Presses de la Fondation nationale des sciences politiques*, 2<sup>e</sup> édition, 1976.
2. Voir : *l'Enfer et le Paradis, critique de la théologie politique*, PUF, 1978.

WINFRIED  
WOLF

## Systeme monetaire europeen et parlement europeen

*La « riposte europeenne » à la crise monetaire internationale  
et à la recession prochaine n'est qu'un corps sans vie*

Depuis le milieu de l'année 1978, les discussions de politique économique tournent, dans les métropoles impérialistes, autour de la politique monétaire, c'est-à-dire plus précisément de la nouvelle crise du système monétaire international et des différentes réponses que lui apportent les Etats et blocs impérialistes.

La nouvelle chute — d'abord imperceptible, puis plus rapide — que connut le dollar vers le milieu de 1977 est suivie en 1978 d'une ruée sur les valeurs-or et les valeurs réelles. Le premier novembre de cette même année, le président Carter, empruntant à son prédécesseur Nixon un geste à la fois pompeux et dérisoire, rend public un nouveau programme de soutien du dollar, la monnaie mondiale, bien mal en point, ayant alors atteint le seuil fatidique de 1 dollar = 1,7285 marks.

La remontée du dollar ne dure que quelques mois; l'année suivante à peine entamée, il chute de nouveau. La situation en Iran, avec la chute du régime du shah et de Bakhtiar, est un choc supplémentaire : les banques centrales interviennent à nouveau pour soutenir le dollar; le prix de l'or atteint de nouvelles hausses record; pour les milieux boursiers, cela se résume à une « baisse Khomeiny » ou une « hausse Khomeiny ».

Devant une telle situation, l'Europe capitaliste s'efforce de resserrer les rangs, pour mieux prendre ses distances par rapport aux USA : elle concocte le Système monétaire européen (SME), appelé à devenir la première pierre d'un processus d'unification économique de

l'Europe occidentale. « En fait », ce SME devait être mis en application le 1<sup>er</sup> janvier 1977. Mais on renvoya à une date ultérieure cette mise en application; une question banale, celle de la « politique agricole commune », coupa court provisoirement aux envolées lyriques des responsables de la politique monétaire et économique mondiale. On parlait de revaloriser le *Parlement européen*, tandis que des *élections* devaient témoigner d'un nouveau progrès dans le processus d'unification *politique* de l'Europe occidentale. En fait, ces élections étaient prévues depuis longtemps, et il était question qu'elles se déroulent à l'automne 1978. Mais les reports successifs de dates avaient la même origine que les retards pris par le SME : la primauté accordée à la satisfaction des intérêts nationaux de certains Etats : dans le premier cas ceux de la France, dans le second ceux de la Grande-Bretagne.

Ces tentatives des Etats capitalistes d'Europe pour faire avancer le processus d'unification économique et politique, et les tendances adverses, d'orientation étroitement nationale, voire nationaliste, trouvent un fondement *commun* dans la *crise structurelle* que traverse l'impérialisme depuis la fin des années 60 : d'un côté, seul un capital européen unifié peut, dans une concurrence désormais de plus en plus âpre, tenir tête à la puissance impérialiste mondiale n° 1 que sont les USA, et seule une Europe capitaliste unifiée pourrait, dans l'éventualité d'une nouvelle récession américaine, « s'en tirer » sans trop de dommages. D'un autre côté, le bacille de la crise capitaliste a depuis longtemps attaqué le capital des différents Etats ouest-européens eux-mêmes (et même la « force » de l'impérialisme ouest-allemand n'est en fait que « relative »). Les risques que fait encourir une unification économique et politique entreprise dans de telles conditions sont : abandon d'une politique économique nationale, propre à chaque Etat; danger de la ruine de certaines activités industrielles nationales, par la concurrence — par exemple dans la sidérurgie; transmission du bacille de la crise économique à des pays relativement « sains » (par exemple, dans le SME, en matière d'inflation); transmission du « bacille de la crise politique » (par exemple, possibilité d'une lutte unitaire de tous les syndicats ouest-européens pour la semaine de 35 heures)<sup>2</sup>.

## 1. Tendances sur le front monétaire et crise économique

Les efforts des pays capitalistes d'Europe occidentale pour parvenir à une unification, ou pour poser de nouveaux jalons sur cette voie, prennent une importance toute particulière face à la menace d'une nouvelle crise économique mondiale — les tendances qui se

manifestent sur le front monétaire doivent être interprétées ici comme les prémisses vraisemblables d'une nouvelle crise de cet ordre.

Karl Marx n'a cessé de répéter que les tendances sur le front monétaire ne sont que le *reflet* des tendances de la sphère de production capitaliste; c'est dire que les causes de ces tendances doivent être recherchées uniquement à la base de la production, et non dans ces mouvements de surface. Cette approche n'a aujourd'hui, cent ans après, rien perdu de sa valeur.

Pour les experts et économistes bourgeois, la discussion se déroule aujourd'hui sur le plan de l'évolution monétaire, et on les voit discuter de nouveaux remèdes – miracle – comme le SME – pour juguler la crise du système monétaire international. Dans ce contexte, la référence à la crise économique de 1974-75 ne manque pas d'intérêt : cette crise économique fut précédée, sous les formes les plus diverses, par des événements analogues sur le plan monétaire à ceux auxquels nous assistons aujourd'hui : de 1972 à 1974, on a aussi discuté de nouveaux « modèles » pour venir à bout de la crise monétaire – et ces modèles excluaient entièrement, ou presque entièrement, la sphère de production.

Il y a toutefois une « petite » différence, qui a son importance : alors que, pendant la période allant de 1972 à 1974, les discussions portaient essentiellement sur la question de la création d'un nouveau système monétaire *international* stable, cet objectif n'est plus guère formulé aujourd'hui. Au lieu de cela, la discussion tourne autour de *solutions régionales*, principalement dans le cadre de la CEE mais aussi, partiellement, en relation avec le Japon. On a entre temps largement fait son deuil de la recherche d'une solution *globale*. Depuis lors, le délabrement de l'économie capitaliste mondiale a considérablement avancé. Au lieu de pouvoir constater un (prudent) essor économique, on ne voit que des crises structurelles, une concurrence accrue au sein même du système impérialiste, un protectionnisme croissant et, une fois encore, une non-concomitance de plus en plus marquée des évolutions nationales et sectorielles. Mais, avec la *nouvelle récession de l'économie américaine*, qui se précise de plus en plus, c'est avant tout l'ensemble du monde impérialiste qui se voit menacé d'une nouvelle récession économique. Les *premiers indices* en sont les taux d'inflation, qui connaissent une nouvelle augmentation depuis le milieu de l'année 1978, et l'agitation dans le secteur monétaire.

## 2. Un moment de répit entre deux crises

Il importe avant tout de constater que nous nous trouvons entre deux crises économiques; depuis 1976, l'essor économique que nous

connaissions dans les principaux pays impérialistes est « freiné » ; cela provient en premier lieu de l'insuffisance de la demande. Cette insuffisance provient d'un niveau de revenus resté relativement bas, et des difficultés accrues rencontrées à l'exportation. Ce tableau s'accorde parfaitement à la réalité des Etats d'Europe occidentale. Et cela signifie qu'une certaine marge reste ouverte pour de nouvelles initiatives européennes, et principalement pour des efforts visant à accélérer l'unification économique et politique de l'Europe occidentale. Dans cette optique, c'est certainement, d'un point de vue bourgeois, un « mérite » du duo Schmidt-Giscard d'Estaing que d'avoir effectué une percée dans ce sens en proposant le modèle d'un Système monétaire européen (SME), et de s'employer à tirer profit du temps de répit dont ils disposent. Mais ce « mérite » s'explique également, comme on le montrera plus précisément, par les *intérêts respectifs* des deux Etats, la France et la RFA, et n'est aucunement, ainsi que la presse bourgeoise se plaît à l'écrire, à mettre à l'actif d'un génie de l'économie du nom d'Helmut Schmidt, et n'est certainement pas non plus le résultat des « causeries au coin du feu » entre Schmidt et Giscard d'Estaing.

Revenons en arrière. L'un des objectifs principaux du SME, l'interdépendance de toutes les monnaies de la CEE dans une alliance monétaire, a déjà existé une fois par le passé. La première réplique à l'effondrement du système de « Bretton Woods », système instituant des parités fixes et faisant du dollar la monnaie de référence, était le « serpent européen » : la France, la RFA, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg et le Danemark formèrent une alliance monétaire stable, le (grand) « serpent ». Dès cette époque, le dilemme fondamental d'une telle alliance était apparu : aussi longtemps que les Etats européens ne constituent pas un Etat-nation européen unifié, c'est-à-dire aussi longtemps que subsistent les différents Etats avec leurs inégalités de développement, cette sorte d'alliance porte en elle le germe de sa ruine. La France dut quitter cette alliance dès le début. Il s'avérait que le franc n'était pas suffisamment fort par rapport au mark, et Pompidou n'était pas disposé à suivre son ministre des finances de l'époque, Giscard d'Estaing, et à accepter une vaste action de soutien telle que la lui avait laissée entrevoir le ministre allemand des finances de l'époque, Helmut Schmidt... le « prestige national » l'interdisait. La Norvège se joignit alors aux participants restants. Ce « petit serpent » était dès lors devenu, dans une large mesure, une *zone-mark européenne* autour de laquelle se regroupaient des Etats de la CEE qui, s'ils étaient petits, étaient néanmoins relativement stables sur le plan économique.

Au cours des quatre années qui suivirent, il n'y eut plus place pour de nouveaux modèles visant à un élargissement de cette petite

alliance monétaire — la grave récession économique de 1974/75 et ses effets, sensibles jusque dans les années 1976/77, ne le permettaient pas. On considérait au contraire comme un succès que cette alliance ait réussi à se maintenir, et que les six Etats membres fussent parvenus à se faufiler parmi les méandres de la crise économique.

### 3. La chute du dollar de 1977-78 date de naissance (sur le papier) du SME

L'une des caractéristiques du mode de production capitaliste est que la politique bourgeoise et, a fortiori, la politique économique, s'y pratiquent généralement de manière *réactive*, et non active. Les rapports véritables se forgent à l'insu des producteurs (supposés et réels) — c'est ici que la politique (économique) bourgeoise exerce sa réaction. Il en va de même dans le cas du Système monétaire européen. Ce modèle n'est pas autre chose qu'une réplique à la nouvelle chute — ou « chute libre » — du dollar, amorcée en 1977.

Depuis la dénonciation unilatérale du système de Bretton Woods par les USA en août 1971 — il existait jusqu'alors un rapport stable entre le dollar et le prix de l'or, et les USA s'engageaient à changer en or les avoirs en dollars, ce qui implique que les monnaies capitalistes se référaient simultanément à l'or et aux dollars — le dollar avait perdu de sa valeur par rapport aux autres devises et par rapport à l'or. En 1971, un dollar-US valait encore, pour la moyenne annuelle, 3, 45 D-marks. Avec la chute du dollar qui s'amorça alors, les « positions de défenses » du dollar furent constamment déplacées. On obtint d'abord 3 marks pour 1 dollar-US — mais cette position fut pulvérisée en mars 1973. En 1974-1976, il fut établi que le taux de 2,50 D-marks par dollar-US devait marquer la ligne de défense décisive; de fait, pendant cette période, le dollar parvint à se maintenir tant bien que mal, ce qui tenait surtout au fait que les concurrents ouest-européens et japonais étaient eux-aussi atteints de plein fouet par la crise économique, et que les USA connaissaient un essor économique relativement précoce et important.

A partir de 1977, la chute du dollar reprit de plus belle — jusqu'à passer en 1978 la limite, définie comme « frontière magique » par l'économie allemande, de 1 dollar = 2 marks.

Jusqu'au milieu de 1978, le dollar perdit au total, par rapport aux devises impérialistes fortes, environ 40 % de la valeur qu'il avait en 1971, avant la nouvelle fixation des taux de change. Cette chute du dollar a de sérieuses conséquences sur l'économie des pays impérialistes :

1. Les exportations à destination des USA des « pays à monnaie réévaluée » — qu'il s'agisse de ceux qui, tels la RFA, durent effectuer des réévaluations directes, ou bien de ceux que la dévaluation du dollar entraînait indirectement à une réévaluation de leur propre monnaie — se *renchérisse*nt. Cela ne signifie pas obligatoirement que les prix augmentent dans une même mesure — les grands pays impérialistes axent naturellement aussi leur politique des prix sur le marché US lui-même, c'est-à-dire que le prix qu'ils établissent doit leur permettre de rester concurrentiels face aux produits américains correspondants. Cependant, le résultat décisif est en tous les cas, soit une diminution des profits réalisés par les pays impérialistes dans la zone-dollar, soit une baisse notable de la compétitivité. Si les grands pays impérialistes ont été en mesure, malgré cette dévaluation massive du dollar, de défendre et même parfois d'affermir leurs positions sur les marchés américain et canadien, ceci n'est qu'un signe *de plus* de la puissance croissante de l'impérialisme européen et japonais face à l'impérialisme nord-américain.

2. Le prix des produits d'exportation américains et de tous les produits exportés qui sont axés sur le prix du dollar (comme le pétrole et la plupart des matières premières) a tendance à diminuer. Ceci renforce la concurrence sur le marché de la CEE et le marché japonais<sup>3</sup>, et a un effet stabilisateur sur les prix. Le taux peu élevé d'inflation de la RFA en est titulaire, partiellement tout au moins. La position des USA comme pays exportateur s'en trouve renforcée.

3. Au lieu de l'exportation de marchandises, c'est l'*exportation de capital* des Etats de la CEE et du Japon, la construction de leurs propres unités de production aux USA qui se trouve *favorisée*. Les investissements directs de la RFA à l'étranger, et en particulier aux USA, ont ici connu un vrai boom. Ce processus est encore accéléré par le fait que le niveau des salaires américains a été progressivement rattrapé par celui des Etats de la CEE et devrait même, entre temps, être dépassé par celui de la RFA. Ceci ne fait que renforcer le manque d'intérêt des trusts pour les investissements dans les Etats de la CEE, et multiplier les suppressions d'emplois.

4. *Les avoirs en dollars et, avec eux, les réserves en devises des banques nationales se trouvent dévalués*. Le dollar continuant de fonctionner comme premier moyen de paiement international, les banques centrales sont dans l'impossibilité de faire face à ce processus continu de dévaluation.<sup>4</sup>

5. Avec la chute du dollar, c'est une désagrégation de la monnaie internationale numéro 1, ou mieux un *délabrement du système*

*monétaire international* qui a lieu : un dollar qui perd constamment de sa valeur, et la perspective de nouvelles baisses du cours du dollar ôtent l'envie d'accepter le dollar comme moyen de paiement et, à fortiori, de placer ses avoirs en dollars. Les fluctuations du cours du dollar remettent en question toute planification économique à long ou à moyen terme; le manque d'intérêt croissant pour le dollar comme moyen de paiement et monnaie de réserve constitue une menace pour un bon fonctionnement du commerce international — tant que ne sera pas créée une *monnaie internationale de remplacement*.

Ces effets négatifs de la chute du dollar sur les Etats de la CEE et le cours plancher du dollar de février 1978 furent le point de départ de l'initiative prise par Helmut Schmidt de créer un SME, protection contre ces effets, et embryon d'une monnaie européenne de remplacement.

#### 4. Les causes de la chute du dollar

Les spécialistes bourgeois donnent en général deux raisons en ce qui concerne les *causes de la crise du dollar* : premièrement, le *taux d'inflation* élevé des USA, plus élevé généralement que celui des autres Etats impérialistes, et, deuxièmement, le *déficit de la balance des prestations de services* des USA, qui serait lui-même à mettre au compte de l'augmentation des énormes importations américaines de pétrole, ou de l'incapacité des USA à prendre des mesures d'économie. Cette explication en reste au niveau superficiel, en ce qu'elle ne met pas en évidence les causes véritables de cette politique, même si elle en met en lumière les effets.

Le taux d'inflation élevé, et en augmentation croissante, des USA — 6,5 % en 1977 et vraisemblablement plus de 8 % en 1978 — provient en premier lieu de la tentative entreprise par le gouvernement Carter de réactiver l'économie américaine en créant une augmentation artificielle de la demande (crédits, budget de l'Etat). De fait, cette politique a permis un essor de l'économie américaine — puisque celle-ci a enregistré une hausse effective de 5,6 % en 1977, et une hausse analogue en 1978. Le chômage a pû être réduit de 7 % à moins de 6 %, et l'afflux massif, sur le marché du travail, d'une main d'œuvre nouvelle, a pû également être résorbé. Et surtout, les *profits réalisés par le patronat* ont connu un nouvel essor, lequel a duré jusqu'au milieu de l'année 1978.

C'est sur cette toile de fond qu'il faut considérer le récent boom qu'ont connu les exportations des pays impérialistes, et en premier lieu de la CEE et du Japon, sur le marché américain; les exportations

de la CEE vers les USA ont augmenté de 36 % en 1977, tandis que celles du Japon allaient jusqu'à augmenter de 47 %.

Les exportations de RFA ont pu augmenter de 26,3 % en 1977, et de 12,2 % supplémentaires en 1978 — ceci, il convient de le signaler, en dépit de la forte dévaluation du dollar, et donc du renchérissement des exportations impérialistes vers les USA.<sup>5</sup>

L'économie américaine est ainsi devenue à son tour le *moteur de l'essor économique mondial*, pour aussi limité qu'ait été celui-ci. On sait ce qu'a coûté cette politique, due à l'administration Carter : un taux d'inflation élevé, qui a tout particulièrement augmenté en 1978, entraînant un renchérissement des taux d'intérêt et des crédits, donnant à l'inflation un coup de pouce supplémentaire, et ainsi de suite.

Pour ce qui est du déficit de la balance commerciale et de la balance des prestations de services de l'économie américaine, le rôle des importations de pétrole ne peut être mis en doute. Mais il n'est pas cependant le facteur décisif.

Il convient *d'abord* de rappeler que, « dans les années 50, aucun impérialiste (ne s'est) plaint du déficit de la balance des paiements des USA ! Car le système de Bretton Woods n'aurait absolument pas pu fonctionner sans ce déficit. L'expansion capitaliste aurait été étouffée par la pénurie de moyens de règlements internationaux. (...) Cette situation ne devint dangereuse que du moment où la baisse du pouvoir d'achat du dollar dépassa celle d'autres monnaies, lorsque les avoirs en dollars du reste du monde augmentèrent dans des proportions énormes, et que, dans le même temps, les réserves d'or des Etats-Unis diminuèrent. »<sup>6</sup> En conséquence, si les concurrents impérialistes des Etats-Unis se lamentent aujourd'hui sur l'« inflation du dollar » et déplorent les déficits américains, il est nécessaire de rappeler ce qu'est le revers de cette médaille : les USA « payent » ces déficits avec des dollars en papier-monnaie, ceux-ci font à leur tour fonction de moyen de règlement international et de base pour l'augmentation de la masse de crédit, qui compte pour beaucoup dans l'essor actuel.

*En second lieu*, les chiffres bruts du rapport entre importations de pétrole et déficit contredisent le caractère prétendument indivisible de ce lien : alors que, dans leur balance de prestations de services pour 1975, les USA affichaient encore un solde positif de 11,7 milliards de dollars, et que leur balance de prestations de services pour 1976 était largement équilibrée, le déficit atteignait rapidement plus de 20 milliards de dollars en 1977, et devrait avoisiner pour 1978 les 25 milliards de dollars. Par contre, la progression des importations américaines de pétrole était beaucoup moins brutale : elles sont pas-

sées de 18,4 milliards de dollars en 1975 à 25,5 milliards en 1976 et à environ 40 milliards en 1978.

La question *fondamentale* qui se pose dans ce contexte n'est pas : « pourquoi les Américains ne font-ils pas d'économies d'énergie ? » — ils n'en ont jamais fait et n'ont cependant jamais accusé un tel déficit — mais plutôt celle-ci : pourquoi les USA n'*exportent*-ils pas dans les mêmes proportions qu'ils importent (pétrole et autres marchandises) ? La réponse à cette question réside uniquement dans *un développement de la productivité qui, aux USA, marque le pas* face aux concurrents impérialistes, ou, plus crûment, dans la perte par les USA de leur ancienne position de « monopole de la force productive la plus développée » :

— « Les taux de croissance de la productivité industrielle (des USA) sont aujourd'hui toujours inférieurs à ceux de leurs principaux concurrents. Si l'on fait exception de l'avance qu'ont conservée les USA dans certains secteurs tels que les gros ordinateurs et l'industrie spatiale, ils sont serrés de près dans toutes les branches exportatrices de la production : dans l'industrie automobile, électrique et électronique, dans l'industrie textile et dans la fabrication de tissus synthétiques tout autant que dans la construction navale. Ces dernières années, les USA ont même dû laisser des plumes dans l'industrie nucléaire et l'industrie aéronautique, où ils paraissaient pourtant assurés d'une position de monopole.

« Ces chiffres parlent un langage éloquent (...) Entre 1964 et 1975, l'augmentation de la productivité dans l'industrie de transformation a été de 3 % aux USA, tandis qu'elle atteignait 5 % en RFA, 6,5 % en France et 10,6 % au Japon ! »<sup>7</sup>

L'explication décisive de ces différences dans l'évolution de la force productive réside dans la *non-concomitance de l'éclatement de la « troisième révolution technologique »*. L'adaptation progressive de la production à des procédés de production semi-automatiques ou entièrement automatisés — commandés électroniquement — permet un bond en avant dans le développement de la force productive. Tant que les USA — favorisés par l'existence d'un vaste marché intérieur, une forte concentration du capital et des charges salariales élevées poussant à l'innovation technologique — conservaient dans ce domaine une petite longueur d'avance, leurs concurrents impérialistes sur les marchés internationaux ne pouvaient constituer pour eux une menace sérieuse — malgré le taux élevé d'évaluation du dollar. Lorsque, vers le milieu des années soixante, et, de manière encore plus accélérée, dans les années soixante-dix, cette révolution s'imposa aussi en Europe occidentale et au Japon, avec l'introduction dans la production des techniques et procédés de fabrication les plus récents, et l'utilisation de plus en plus massive qui fut faite de ceux-ci, l'avance

que possédaient les Etats-Unis dans la productivité commença d'être grignotée; les surprofits qu'ils avaient pu enregistrer jusque là sur les marchés mondiaux en raison de ce décalage dans le temps furent petit à petit réduits à zéro; la chute des USA en tant que première puissance commerciale au monde en fut précipitée.<sup>8</sup>

Tabl. 1. Part de différents pays impérialistes au commerce mondial, en % (total des exportations)<sup>9</sup>

année	USA	RFA	Japon	France	Grande-Bretagne
1937	12,0	6 *	5,0**	5,0	14,0
1950	17,0	4,0	1,5	5,0	12,0
1953	18,0	6,0	1,7	6,0	11,0
1959	16,0	9,0	3,0***	5,0	10,0
1974	11,9	10,8	6,6	5,6	4,7
1977	10,7	11,5	7,2	5,7	5,1

\* calculé pour le territoire de l'actuelle RFA. La part de l'ensemble du Deutsche Reich était cette année-là de 9 %

\*\* en 1938

\*\*\* en 1958

Les chiffres disponibles à ce jour montrent que, pour la première fois, la RFA a dépassé les USA pour le total des exportations de marchandises, ce fait marquant la chute des USA comme première puissance commerciale au monde — rôle qui était le leur depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et donc pendant plus de trois décennies. C'est avec des accents chauvinistico-hégémonistes que le *BILD am Sonntag*, a titré : « Hourrah ! Nous voilà maintenant les premiers ! » pour commenter les tout premiers signes de cette évolution (22.10.1978).<sup>10</sup>

## 5. La ruée sur l'or et les autres métaux précieux

Un phénomène réapparut en 1978, que beaucoup d'experts bourgeois croyaient définitivement disparu : la classe bourgeoise, qui dispose actuellement d'importantes liquidités et, à cause d'une demande insuffisante,<sup>11</sup> ne trouve pas suffisamment de possibilités

d'investissement, a de moins en moins confiance dans les monnaies-papier, et se réfugie dans l'or, les diamants et les valeurs réelles. On en arrive ainsi à un processus inversement proportionnel, où le prix de l'or augmente dans les mêmes proportions que chute le dollar. En 1976, le prix d'une once d'or était encore de 106 dollar; au milieu de 1978, il atteignait, avec 200 dollars, un nouveau cours record. Il en va de même dans le cas de la production diamantaire. Ainsi, les exportations sud-africaines de diamants par exemple pouvaient, dès 1977, atteindre 155 millions de rands, soit une augmentation de 67% par rapport à l'année précédente; on s'attend même pour 1978 à ce que les exportations atteignent la valeur de 300 millions de rands, soit une nouvelle augmentation de près de 100% (journaux « Blick durch die Wirtschaft » du 7.9.1978 et « Wirtschaftswoche » du 4.8.1978).

Ces faits ne font que confirmer l'analyse « orthodoxe » de Karl Marx, selon laquelle la mesure de valeur de toutes les marchandises est le temps de travail réalisé en elles, et, production et consommation ne formant pas une unité dans la production capitaliste, mais étant au contraire séparées, les marchandises demandent un équivalent général du temps de travail réalisé, équivalent qu'elles trouvent dans les métaux précieux. « Le poids spécifique de l'or et de l'argent : comparés aux autres métaux, ils ont un poids élevé sous un volume relativement restreint; cette propriété est essentielle dans le monde des valeurs; une grande valeur (temps de travail) est réalisée sous un volume réduit dans les métaux précieux. Le temps de travail ou valeur d'échange qui est matérialisé en eux représente le poids spécifique des marchandises. C'est ce qui assigne aux métaux précieux leur rôle dans la circulation (car ils permettent d'avoir en poche des sommes importantes de valeurs), ainsi que dans l'accumulation (car on peut mettre en sécurité et amasser de grandes valeurs dans un espace réduit). L'or ne s'altère pas au cours de l'accumulation contrairement au fer, au plomb, etc. Il reste ce qu'il est. (K. Marx, *Grundrisse*, traduction de Roger Dangeville en 10/18)

Il est tout à fait possible, pendant une certaine période – et ceci vaut tout particulièrement pour les deux premières décennies ayant suivi la Seconde Guerre mondiale – que l'or recule toujours plus dans sa fonction de couverture-or de la monnaie. Ceci vaut pour les phases de prospérité capitaliste, à savoir les périodes pendant lesquelles les détenteurs de capitaux n'ont pas à craindre que le processus de production capitaliste entre en crise, que les marchandises produites ne puissent pas réaliser leur valeur et donc que les détenteurs de capitaux ne puissent trouver preneur à leur monnaie-papier. Par contre, dans des périodes de crises graves ou marquées de plus en plus par la perspective d'une crise comme dans la phase

*actuelle*, l'or et d'autres réalisations en objets du temps de travail humain retrouvent de plus en plus leur fonction première de circulation, d'accumulation et de thésaurisation.

Mais ce processus en cours dans le secteur monétaire — la chute du dollar et la ruée sur l'or et les valeurs réelles — menace également d'*étrangler le commerce international*. Il en va comme pour l'huile de graissage de quelque gigantesque mécanisme : si l'on met de moins en moins d'huile de graissage, ou si les grandes frictions du mécanisme la portent à ébullition, c'est tout le mécanisme qui menace de s'enrayer, avec toutes ses roues dentelées et ses transmissions.

## **6. Le SME, projet politique visant à la constitution d'une Europe capitaliste face aux USA et au Japon**

Le « paysage » monétaire décrit dans les derniers paragraphes constituait donc la toile de fond sur laquelle s'ouvrit en juillet 1978 le sommet de Brême des neuf chefs d'Etat et de gouvernements européens qui permit à Schmidt de prendre l'initiative en matière européenne. Le Système monétaire européen (SME) dont « le principe » fut retenu lors de ce sommet et qui fut « concrétisé » — c'est-à-dire vidé de sa substance — pour la fin de 1978, constitue la réponse des états capitalistes d'Europe face à une situation donnée. Le SME se présente comme suit :

— Les monnaies des différents états du SME sont liées entre elles; leurs cours respectifs les uns par rapport aux autres auraient dû être « gelés » à la date du 2 janvier 1979.

— On fixe une marge de fluctuation allant de plus à moins 2,25 %. Si une devise atteint le cours-plafond ou le cours-plancher, les banques centrales sont tenues d'intervenir sur le marché des changes par des achats ou des ventes de la monnaie concernée, soit pour la soutenir, soit pour relâcher sa pression sur le marché.

— Les dévaluations et réévaluations qui pourraient faire suite — en dernier recours — à ces interventions des banques centrales ne pourront se faire qu'en accord avec les autres états du SME.

— On crée une « monnaie artificielle » : l'ECU (European Currency Unit). Cette unité de compte servira aux règlements intracommunautaires entre les différentes banques centrales et sera la valeur de référence pour toutes les devises du « panier » monétaire du SME.

— Les différents pays participant au SME déposent 20 % de leurs réserves de change au Fonds européen de coopération monétaire (FECOM). Ce fonds disposera au début de plus de 60 milliards de DM. Les crédits qu'il accordera pourront être assortis de certaines

conditions imposées en matière de politique économique – comme cela se passe pour le Fonds monétaire international (FMI).

Les différents éléments de ce plan n'ont aucun caractère de nouveauté. Certains instruments existent déjà : qu'il s'agisse du fonds monétaire européen, qui voit simplement augmenter le volume de ses dépôts et son impact politique, ou de l'interdépendance des monnaies, déjà effective dans le « petit serpent ».

Il y avait également une Unité de compte européenne (UCE), comparable sur de nombreux points à l'ECU. On reprend aussi en partie des suggestions faites auparavant. L'idée de réserves de change équivalentes pour tous et celle d'une unité de compte européenne vont dans le même sens que l'« Eurofranc » ou la fusion du franc français et de la livre britannique dont il avait été question pendant un temps<sup>12</sup>. L'originalité de ce nouveau projet réside dans son caractère global; d'autre part, le moment choisi pour son lancement est intéressant. Tous les éléments cités proviennent d'un plan d'union économique européenne élaboré en grande partie au cours des années 60; et c'est au plus tard en 1974, que la construction et l'unification européenne semblèrent se retrouver dans une impasse, en particulier avec la crise économique et l'adhésion de la Grande-Bretagne – qui devait nécessairement aggraver les contradictions déjà existantes et favoriser des réponses purement nationales de la part des états. La mise au point du SME, en liaison avec les élections au Parlement européen, venait donc à point nommé pour indiquer que 1979 marquerait un effort et un progrès notoires dans la volonté de créer une Europe capitaliste unie.

Quels sont les intérêts et les raisons qui ont pu pousser Helmut Schmidt et Giscard d'Estaing à proposer le SME, à l'imposer au sein de la Communauté Européenne et à lui donner forme au cours du second semestre de 1978, et ce moyennant de nombreux déplacements et toute une série de contacts bilatéraux et multilatéraux ?

### ● *Le projet politique*

L'initiative d'Helmut Schmidt s'est d'abord heurtée aux critiques de la grande majorité des milieux capitalistes ouest-allemands, en particulier à celles de la Bundesbank et de son porte-parole le quotidien « Frankfurter Allgemeine Zeitung ». De même les intérêts du capital étranger ne semblent pas forcément compatibles avec le projet de SME défendu par Schmidt. On a tout d'abord eu l'impression que c'était tout à coup le monde à l'envers, que le constructeur du « modèle allemand » (prôné par la devise électorale du SPD en 1976) et l'adepte du pacte atlantique Schmidt était soudain devenu un « Européen » ayant oublié tout intérêt personnel.

En effet, le projet SME de Schmidt est incongru par rapport à la

situation et à la conjoncture actuelles. Mais il correspond tout à fait aux intérêts à moyen terme du capital allemand. On a déjà souligné que la RFA était devenu la première puissance commerciale mondiale. Elle souffre cependant d'un double handicap par rapport à son concurrent direct les USA : elle ne possède pas de marché intérieur important comme les Américains et les exportations jouent un rôle primordial (la part des exportations de la RFA dans son PNB est de 25 %, contre seulement 6 % pour les exportations dans le PNB américain). Ce double handicap peut devenir un véritable talon d'Achille pour la RFA qui se trouvait encore dans une relative position de force même durant la crise économique de 1974/75. Alors qu'en 1974/75, les exportations ouest-allemandes avaient encore nettement permis de soutenir la conjoncture et de réduire les effets de la crise<sup>13</sup>, la situation risque de se présenter différemment en cas de nouvelle crise : l'apparition simultanée d'une crise économique « nationale », d'une restriction des échanges commerciaux mondiaux et d'un renforcement du protectionnisme y compris au sein de la Communauté, pourraient faire passer la RFA d'une position de « force relative » à celle d'une « faiblesse absolue ». Schmidt est plus ou moins conscient de cette réalité et ce n'est pas un hasard s'il présente sans relâche « l'économie mondiale » comme son cheval de bataille favori. Seul remède face à cette situation menaçante : la RFA doit s'assurer un marché intérieur stable en Europe Occidentale, zone à l'intérieur de laquelle elle réalise déjà plus de 60 % de ses exportations en marchandises et près de 60 % de ses exportations de capitaux<sup>14</sup>.

La RFA peut disposer de facilités de cet ordre avec la mise en place du SME ou, de manière plus générale, avec la création progressive d'un Etat national (supranational) unifié à l'échelle de l'Europe occidentale. Au plan économique, la RFA est sûre de pouvoir jouer les premiers rôles dans une Europe occidentale unifiée; au plan politique, c'est seulement lorsqu'elle fait cavalier seul qu'elle doit jouer sur du velours. A partir du moment où elle agit de concert avec la France, les critiques concernant une hégémonie ouest-allemande deviennent dénuées de tout fondement, comme les réactions de la presse l'ont déjà prouvé, en particulier dans *Le Monde*<sup>15</sup>.

Le projet de Système monétaire européen de Schmidt doit donc être considéré avant tout comme un projet politique — bien plus qu'un projet à caractère économique et conjoncturel — de la RFA (en collaboration avec la France) dont l'objectif est l'accélération du processus d'unification de l'Europe, d'une Europe occidentale où deux états capitalistes en tout et pour tout, à savoir la RFA et la France auront leur mot à dire au plan politique et détiendront le pouvoir économique décisif.

- *La politique monétaire comme instrument de coordination des politiques économiques*

Un second objectif du SME vu par la RFA consiste à faire pression par le biais du SME sur les autres états de la CEE afin qu'ils coordonnent plus largement leurs politiques économiques respectives au sein de la CEE et qu'ils freinent les tendances inflationnistes par une politique de stabilité. Il s'agit de tendre une perche en particulier aux gouvernements italien et britannique en les invitant à faire preuve de plus de fermeté et gérer la crise sur le dos des travailleurs, ce qui irait d'ailleurs tout à fait dans le sens du gouvernement italien (voir le dernier passage de cet article).

- *Le SME comme instrument de stabilisation de la politique monétaire*

La construction du SME part – plus ou moins à juste titre – du principe qu'une interdépendance de toutes les monnaies ouest-européennes permet de constituer un rempart plus solide contre la chute du dollar et l'inflation qui s'ensuit, que si chaque monnaie reste isolée en risquant de devenir la cible choisie par les spéculateurs. Dans ce sens, ce seraient surtout à nouveau les monnaies européennes les plus fortes qui seraient les bénéficiaires du système puisqu'elles sont les plus menacées par la spéculation. L'écart existant entre le dollar en baisse et le taux de la nouvelle unité européenne ECU qui englobe l'ensemble des monnaies européennes sera donc plus faible que celui qui existerait entre les devises fortes de la CEE comme le DM et, dans une moindre mesure, le franc d'une part et le dollar d'autre part<sup>16</sup>. Mais cela signifie également que le SME est :

- *Un moyen pour la CEE d'assurer ses exportations*

La chute du dollar fait peser une très forte menace sur les exportations de la CEE vers les USA. Le fait que les exportations allemandes et communautaires vers les USA n'aient pas encore connu de difficultés notoires – malgré la dévaluation considérable du dollar – ne contredit en rien cette affirmation. Cette situation est due en premier lieu à la relance économique aux USA. Et ceci recoupe également l'explication principale que nous donnons pour la faiblesse du dollar, à savoir la croissance et le développement beaucoup plus lents de la force productive des USA par rapport à celle de la CEE.

Si à la suite de la création d'une alliance monétaire européenne, le taux de réévaluation des monnaies des grands pays exportateurs de la CEE comme la RFA et la France est moins élevé que sans une telle alliance, cette différence permet aux puissances en question d'augmenter d'autant leurs chances d'exporter – dans la mesure où les conditions de départ sont inchangées.

— *Un frein pour les exportations de capitaux de la CEE vers les USA. Interdépendance accrue des capitaux au sein de la CEE*

Le SME constitue également une opération prudente visant à freiner les exportations de plus en plus importantes de capitaux communautaires vers les USA, phénomène particulièrement marquant au cours des cinq dernières années pour la RFA. Le circuit des exportations de capital est donc réorienté au profit des pays de la CEE eux-mêmes. Cette conséquence de l'instauration du SME ne va pas forcément directement dans le sens souhaité par les grands trusts ou par les grandes banques. Mais si le SME ouvre de nouvelles perspectives de placement au plan européen, il ne va pas non plus contre l'intérêt des milieux cités. Ce facteur favorise surtout un renforcement de l'« européenisation » du capital. Plus les capitaux des différents états nationaux d'Europe occidentale s'interpénètrent, et plus les intérêts matériels se font pressants qui plaident en faveur d'une « unification » de l'Europe occidentale<sup>17</sup>.

## **7. Juillet 1978 à février 1979 : le désordre monétaire s'accroît. Menace d'une récession économique américaine**

La raison officielle qui fut invoquée pour l'ajournement de la mise en place du SME prévue pour le 2 janvier 1979 fut la position de la France par rapport à la politique agricole commune. Mais ceci n'était qu'un prétexte. Plus important était à notre avis le fait que, depuis l'élaboration du SME, les conditions qui devaient permettre sa réalisation, s'étaient passablement dégradées : les tendances inflationnistes — partout dans le monde et également aux USA — s'affirmant, l'économie impérialiste mondiale est à nouveau parvenue au point où une politique de restriction et une nouvelle récession économique mondiale sont à l'ordre du jour. Le dollar poursuit sa chute libre et même au sein de la CEE on assiste à des évolutions divergentes au lieu des convergences attendues.

Le Fonds monétaire international (FMI) contribue à gonfler encore un peu plus le volume des crédits disponibles sur le marché mondial. Il a décidé fin septembre 1978 de relever de 50 % ses programmes de crédit (pour les cinq prochaines années) pour ses 135 différents pays membres. Ajouté à l'augmentation des quote-parts de 1977, ce relèvement permet de doubler la masse financière du fonds (qui passe à 58,5 milliards de droits de tirage spéciaux DTS ou 146 milliards de D-Marks). Cet accroissement considérable — auquel le gouvernement ouest-allemand et d'autres étaient opposés — sera accompagné d'une nouvelle tendance à l'extension du crédit international et, par là même, de nouvelles poussées inflationnistes.

Le FMI tente évidemment par ce biais de revaloriser son rôle en matière de délivrance de crédits face aux grandes banques et aux « pétro-dollars », et essaie de subordonner l'octroi de prêts internationaux à des mesures de politique économique plus rigoureuses (dans le sens de la stabilité)<sup>18</sup>. Vue dans sa globalité, cette mesure du FMI retient surtout l'attention par le fait qu'elle permettra une nouvelle expansion du crédit au plan international. C'est à dire que cette mesure monétaire peut devenir une source supplémentaire et dangereuse de conflits dans la perspective d'une nouvelle récession<sup>19</sup>.

Cette évolution n'est pas uniquement le fait du FMI, elle correspond à une tendance générale dans la plupart des pays impérialistes, les Etats-Unis donnant le ton : depuis le début de 1977, le volume du crédit aux USA a augmenté de 14 % par an, tandis que la production industrielle ne croissait que de 5,5 %. Les études prospectives les plus récentes sur l'évolution de l'inflation parlent de 9,5 % à 10 % pour 1979.

Après l'annonce de la création du SME, le dollar a poursuivi sa chute libre jusqu'en octobre 1978. « Le sommet de Bonn n'a pas réussi au dollar » écrivait le *Franfurter Allgemeine Zeitung* en septembre; et on lisait deux mois plus tard : « Sur les marchés des devises, c'est la panique » (1.11.1978). En effet, le 31 octobre 1978, le dollar avait dégringolé jusqu'à un taux minimum record de 1,728 DM.

On est en droit de penser que l'annonce de la création du SME a provoqué une certaine spéculation sur le dollar, dans l'espoir d'éventuelles réévaluations des monnaies de la CEE par rapport au dollar avant la mise en place effective du nouveau système. En fait, les véritables raisons de cette nouvelle chute du dollar sont à rechercher dans l'évolution divergente de la force productive évoquée au paragraphe 4.

Alors que précédemment, le président Carter s'était contenté de faire quelques déclarations creuses face à la dégringolade du dollar, il s'est vu contraint le 2 novembre d'annoncer un important programme de soutien pour le dollar : une somme de 30 milliards de dollars composée pour 6 milliards de crédits ouest-allemands, pour 5 milliards de crédits japonais et pour 4 milliards de crédits suisses était désormais disponible pour venir en aide au dollar. Les USA annonçaient en même temps une politique de crédit plus rigoureuse (relèvement du taux d'escompte de 8,5 à 9,5 %; gel de 3 milliards de dollars environ par une augmentation des dépôts de réserve minimum).

En réalité, ces mesures qui avaient été accueillies très favorablement par les autres pays impérialistes et qui semblaient promises à quelque succès, n'ont pas apporté d'amélioration notable. A peine

deux mois plus tard, fin décembre 1978, de nouvelles interventions de soutien des banques centrales s'avéraient nécessaires. Au début de février 1979, le dollar oscillait entre 1,80 et 1,90 DM. Comme nous l'avons déjà évoqué il y a eu parallèlement à partir de la mi-janvier une « hausse Khomeiny » sur les marchés de métaux précieux (or, argent, platine). Le 6 février, l'or a atteint à nouveau un prix record avec plus de 250 dollars pour l'once d'or fin. Les agents de change américains de chez Merrill Lynch prévoient pour 1979 un abandon des achats de devises au profit de l'or qui pourrait monter à 300 dollars d'once. Cela signifie que la ruée sur les valeurs-réelles et l'or ou les autres métaux précieux s'est poursuivie, après un bref laps de temps, en tant qu'incarnation du temps de travail humain général; les effets négatifs et les dangers pour le commerce mondial et le système monétaire international, qui s'y rattachaient, réapparaissent au premier plan<sup>20</sup>.

En fait, il semblerait que la « confiance » dans la monnaie américaine ne puisse être rétablie qu'à partir du moment où le gouvernement américain décide de manière claire d'accepter une nouvelle crise — comme l'a dit le chef de la banque centrale Miller (voir ci-dessus). On se retrouve donc dans une situation qui, si elle est évidemment absurde vue sous l'angle de la production sociale (étant donné que la crise implique une destruction massive de biens sociaux et des suppressions d'emploi), est tout à fait logique du point de vue capitaliste (car cette destruction même permet de stabiliser les profits, de relancer les investissements destinés à la rationalisation et donc d'augmenter la force productive).

## **8. Divergences au sein de la CEE : va-t-on vers une communauté de l'inflation ?**

Enfin on a assisté au sein même de l'Europe capitaliste à des évolutions divergentes qui ont porté un rude coup au projet de SME.

Un premier événement vint assombrir l'horizon monétaire en octobre 1978, lorsqu'il fallut réévaluer le DM par rapport aux autres devises des pays du « serpent » (Danemark, Norvège, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas) et à l'Autriche, de 3 % en moyenne (ce qui équivalait également à dévaluer les autres devises de 3 %). En effet la Deutsche Bundesbank avait dû au cours des semaines précédentes dépenser 10 milliards de DM pour soutenir le cours des autres monnaies du « serpent » (c'est à dire acheter des florins, des francs belges, des couronnes danoises et norvégiennes à concurrence de cette somme). Étant donné que la Bundesbank était en droit de redouter

un gonflement de la masse monétaire en RFA même avec ces 10 milliards de DM supplémentaires et par là même une relance de l'inflation — c'est à dire que le taux d'inflation peu élevé et soigneusement surveillé de moins de 3 % risquait de grimper — elle était contrainte de prendre par rapport à son économie nationale le même type de mesures que Carter en novembre : elle décidait d'augmenter les réserves minimum de 9 %, c'est à dire qu'elle réduisait à nouveau le volume de crédit de la RFA. La Deutsche Bundesbank a tenu à souligner qu'il s'agissait de « mesures prudentes d'assainissement » (après la réévaluation et l'afflux de devises précédant); elle ajoutait qu'il « n'était absolument pas question de modifier notre politique de crédit », c'est à dire que cette démarche n'avait pas d'effet restrictif et ne devait pas servir à freiner la conjoncture (Frankfurter Rundschau du 20.10.78).

Les craintes exprimées dans ce contexte, et ce à juste titre, étaient les suivantes : si même dans le cadre du « petit serpent » on assiste déjà à de telles perturbations monétaires — alors qu'il y a redémarrage de l'économie ! — et si la Deutsche Bundesbank est obligée d'intervenir sur une aussi large échelle, bien que les pays concernés pratiquent une politique économique relativement proche de celle de la RFA, qu'advient-il à la Deutsche Bundesbank et au DM, et éventuellement même à d'autres devises « fortes », une fois le SME mis en place ?<sup>21</sup>

Les divergences les plus graves au sein de la CEE qui constituent aussi un obstacle pour la mise en place du SME, se situent principalement au niveau de la différence dans les taux d'inflation ainsi que dans l'évolution non concomitante de la force productive et de la production des différents états de la CEE.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'apprécier les réserves formulées en RFA, principalement par la Deutsche Bundesbank, à l'égard du SME. Ces réserves se résument ainsi :

1. Le SME aboutit à la création d'une « communauté inflationniste » en Europe occidentale. Si la Bundesbank est dans l'obligation d'intervenir à chaque fois que d'autres monnaies (faibles) atteignent la limite inférieure (calculée au plus juste) de la marge de fluctuation admise, cela revient à importer le taux d'inflation plus élevé que connaissent d'autres pays.

2. Une grande part des réserves monétaires du gouvernement fédéral doit être mise à la disposition du Fonds monétaire européen. La République fédérale n'a plus alors la disposition exclusive de ces réserves, et peut être obligée à les engager dans une politique de crédit qui n'a pas son assentiment.

3. La Bundesbank est ainsi de moins en moins en mesure de mener une politique de stabilité, et dépend toujours plus de l'évolution du SME, sur lequel elle n'exerce aucune influence directe.

Manifestement, le plus grave reproche adressé ici au SME est qu'il puisse aboutir à la formation d'une communauté inflationniste. Le tableau suivant montre en effet combien sont importantes les différences entre les taux d'inflation des différents Etats-membres de la CEE.

*Tabl. 2. Taux d'inflation dans la CEE<sup>22</sup>*

pays	taux d'inflation (coût de la vie) en %	période de référence (toujours par rapport à l'année précédente)
RFA	2,4	décembre 78
Pays-Bas	4,0	octobre 78
Belgique	3,8	octobre 78
Grande-Bretagne	8,4	décembre 78
France	9,7	décembre 78
Danemark	9,1	septembre 78
Italie	11,9	décembre 78

Les perspectives ouvertes par l'évolution de l'inflation dans les pays de la CEE confirment l'imminence de nouvelles hausses des taux d'inflation. Certes, ceci n'implique pas un élargissement de la fourchette entre les différents taux d'inflation — après tout, avec un écartement allant de 2,4 % à près de 12 %, soit cinq fois plus, elle est déjà suffisamment large. Mais l'élévation homogène des taux d'inflation amènera des problèmes supplémentaires, le taux d'inflation pouvant mettre en marche, lorsqu'il a atteint un certain point — comme en Italie — un processus pratiquement incontrôlable, et mettre ainsi un « Système Monétaire Européen » à l'épreuve d'une rupture possible<sup>23</sup>.

Pour ce qui est du deuxième point de cette critique, il est un fait que la RFA dispose aujourd'hui d'une part qui est de loin la plus

importante des *réerves en devises de la CEE* – et que sa contribution au SME devrait se situer dans des proportions analogues.

Il faut mettre ensemble la Grande-Bretagne, l'Italie et la France pour arriver au niveau des réserves de devises de la RFA. Dans l'actuel modèle du SME, la RFA devrait apporter à ce fonds près de 10 milliards de dollars, ou 20 milliards de marks. Il n'est pas douteux que la RFA, et plus particulièrement la Bundesbank, soit capable de supporter sans trop de mal ce poids financier, et cela d'autant plus que son influence sur ce fonds sera sans nu doute très importante. Il semble que ce soit plutôt une « question de principe », le souci de ne pas « laisser mûrir ce problème », qui fonde ici les critiques adressées au SME.

Tabl. 3. *Réserves en devises de la CEE (milieu 1978)*<sup>24</sup>

pays	en milliards de dollars	en %
RFA	40,7 mrd.	40,1
Grande-Bretagne	17,3	17,6
Italie	13,2	13,2
France	11,6	11,4
Pays-Bas	8,0	7,9
Belgique/Luxembourg	5,9	5,8
Danemark	2,7	2,7
Irlande	2,0	2,0
total	101,4	100,0

On considère les réserves de devises comme un trésor national pour les périodes de vaches maigres – une preuve supplémentaire de la persistance d'une dominante nationale, voire nationaliste, dans les systèmes de pensée.

Avec la troisième critique formulée du côté ouest-allemand, on touche à nouveau à une question plus sérieuse (liée d'ailleurs étroitement au premier point). Si l'on n'arrive pas à faire que la CEE

devienne un Etat, une nation (ce qu'actuellement personne n'envisage sérieusement pour les trois ans à venir), c'est-à-dire si les différences entre les taux d'inflation restent aussi importantes qu'elles le sont aujourd'hui (différences fondées dans une croissance économique et une politique économique différentes selon chaque Etat), la Deutsche Bank, qui représente la plus forte monnaie de SME, aura un rôle-clé dans l'harmonisation du système SME. La politique qu'elle se verrait alors probablement imposer par le SME, consistant en des achats de devises étrangères et ainsi en un gonflement de la masse monétaire en D-marks, pourrait alors se trouver en contradiction directe avec une politique économique « nationale » (politique de stabilité).

De toute évidence, les auteurs du modèle SME ne s'attendaient pas à ce que cette critique se manifeste avec une telle virulence; il semble surtout que l'on n'ait pas tenu compte des vérités qui se cachaient derrière cette critique. Ainsi, de juillet 1978 à la fin de la même année, le modèle SME originel a subi un nombre assez important de transformations, qui avaient toutes en commun de prévenir cette critique : les « marges de fluctuation » furent élargies (passant des 1 % d'origine à 2,5 % par la suite, soit au total, ces 2,5 % étant aussi bien un plancher qu'un plafond, 5 % de fluctuation possible du cours sans qu'interviennent les banques centrales); pour certains pays, telle l'Italie, on a eu recours à des solutions d'exception (une fluctuation encore plus importante des cours sans intervention des banques centrales), tandis que d'autres se les voyaient proposer (Grande-Bretagne); on s'est mis finalement d'accord sur une solution dans laquelle la Grande-Bretagne ne participerait pas au SME et suivrait toute l'affaire du banc de touche. En outre, on a réduit le poids politique et économique du Fonds européen prévu, ce qui revenait une nouvelle fois à accorder une importance accrue aux banques centrales nationales — et à la politique économique nationale.

Ce rafistolage entrepris au cours du deuxième semestre 1978 a montré que le modèle SME ne pouvait cacher les contradictions internes de la CEE, contradictions qui ont éclaté au grand jour alors même que ce concept n'existait encore que sur le papier. Enfin, il est apparu que ces tentatives elles-mêmes ne suffisaient pas à permettre que le SME puisse réellement entrer en vigueur à la date du 2 janvier 1979.

## 9. Le SME comme instrument de la lutte des classes

Si l'on part d'une analyse matérialiste, on retrouve derrière le modèle, apparemment « abstrait » et « sans intérêt » pour le mou-

vement ouvrier, d'une monnaie européenne et d'un fonds monétaire européen, *les lois de la concurrence capitaliste et de la lutte des classes* — avec des conséquences négatives pour le mouvement ouvrier :

— de la même manière que les mouvements monétaires sont le résultat d'inégalités dans l'évolution capitaliste, le nouveau modèle monétaire accentuera ces inégalités d'évolution. La concurrence intra-impérialiste — non seulement entre les USA et la CEE, mais aussi au sein même de la CEE ! — va aller s'accroissant, et exercer une nouvelle pression d'autant plus forte, visant, par une attaque en règle contre la classe ouvrière, à déserrer l'étau qui amenuise profits et marchés. L'« ouverture » de la CEE à de nouveaux pays (Grèce, Portugal, Espagne), annoncée en juillet 1978 lors de la conférence au sommet de la CEE à Brême, revient en fait à une tentative d'élargissement de l'« arrière-cour » de la CEE, particulièrement sous-développée et exploitée (et représentée jusque là par l'Irlande et l'Italie méridionale).

Le Fond monétaire européen (FECOM) remplit lui-même une importante fonction dans la politique de classes : l'octroi implicite de crédits à certains Etats-membres, lorsqu'il a atteint une certaine somme, doit être assorti d'obligations de nature politico-économique (comme dans le cas du Fonds monétaire international). Il s'agit en somme de faire d'une pierre deux coups : d'une part, la « communauté » (impérialiste) fait en sorte, en leur imposant un cours de stabilité (attaques contre le niveau de vie de la classe ouvrière, accroissement du chômage par suite de la « modernisation » de l'économie, etc.), de « stabiliser » les pays « faibles » (qui sont en général ceux où la classe ouvrière est aussi la plus combattive). D'autre part, cette « matraque » employée par la CEE au service de la politique de classes facilite aux gouvernements de ces pays « faibles » la mise en application d'une telle politique, avec l'aval des syndicats : les gouvernements en question ne peuvent être tenus pour directement responsables... Les mécontents ne peuvent s'en prendre qu'à une institution appelée « Communauté européenne », largement impersonnelle... Les exemples de l'Italie, où la CEE, non sans un certain succès, a assorti un tel prêt d'obligations politico-économiques, et de la Grande-Bretagne, où l'octroi d'un crédit du Fonds Monétaire International a donné lieu au même procédé, sont particulièrement significatifs de cet état de choses.

Enfin, le SME et les autres modèles d'unification de la CEE, pour peu qu'ils passent dans les faits, sont synonymes du renforcement des puissances impérialistes de la CEE, et de la bourgeoisie européenne. Un tel processus permet surtout aux plus stables parmi les Etats impérialistes, et en premier lieu à la RFA, de raffermir leur

position et de s'adjuger ainsi, de plus en plus, le rôle de gardiens de la politique de classe en Europe occidentale. Tout ceci signifie en dernier ressort un affaiblissement du mouvement ouvrier européen et suscite la menace d'une bourgeoisie qui avancerait d'un pas sur la voie de la réalisation de son objectif : répondre, par une attaque en règle contre le mouvement ouvrier, aux graves crises qui se préparent.

## 10. SME et parlement européen — un projet chancelant

Jusqu'à présent. Le SME n'est pas entré en vigueur. Les négociations sur les montants compensatoires agricoles, de l'issue desquelles la France, initiatrice du projet, fait dépendre sa participation — et le couple France-RFA est la véritable armature du SME — ont débuté en février 1979. Il n'a encore été fait état d'aucune supposition quant à l'éventualité d'un échec du projet *dans son ensemble* — trop de prestige politique, dans le cas en particulier du gouvernement de Giscard d'Estaing, est ici en jeu. Il apparaît plus vraisemblable que, après quelques affrontements pour la forme et compromis divers, on s'entendra sur un report de la date de mise en route du SME. Mais n'excluons pas entièrement la possibilité d'un échec complet — s'il est un lieu où le repli sur des positions nationalistes et les revirements politiques — relativement — irrationnels sont toujours de mise, c'est bien dans la politique façon CEE.<sup>25</sup>

Nous ne considérons pas comme prioritaire le fait de savoir si le SME entrera en vigueur et, dans le cas d'une réponse affirmative, à quelle date. Une seule chose est sûre : plus on diffère la mise en route du SME, plus se multiplient les attermoissements de certains Etats de la CEE, et plus sera difficile cette mise en route, ainsi qu'un fonctionnement tant soit peu satisfaisant de ce système. En effet, les événements sur le front monétaire, la perspective d'une nouvelle récession américaine — pouvant entraîner une nouvelle récession internationale —, et le développement des divergences au sein même de l'Europe, tout cela *diminue objectivement les possibilités d'une politique d'unification de la CEE*, les bâtisseurs et les mentors du SME étant désormais gravement pressés par le temps. S'il est une chose évidente, c'est bien qu'une unification de la politique monétaire en Europe occidentale ne peut guère aboutir ni durer lorsque la récession économique montre le bout de son nez, et moins encore pendant la crise elle-même. La crise de 1974/75 et l'expérience du « grand serpent » l'ont démontré. Enfin, il est permis entre temps de tenir pour sûr le fait que le SME, même s'il devait entrer dès aujourd'hui dans les faits, ne constituerait pas une véritable percée dans le processus d'unification de la CEE et serait donc im-

propre à faire de la CEE le rempart tant désiré contre les USA et le Japon, dans la concurrence que se livrent entre eux les Etats impérialistes. Les partisans du SME ont mis trop d'eau dans leur vin depuis juillet 1978 pour que le SME puisse encore remplir cette fonction; et, depuis cette date, la CEE a été le théâtre connu de trop d'évolutions, trop importantes et trop visiblement divergentes. Entre temps, il est un « semblant de fonction que l'on ne peut contester au SME : telle une courroie de transmission, ce modèle transmettra des taux d'inflation élevés et très élevés à des pays où ceux-ci sont plus bas, et en premier lieu à la RFA : en 1979, à une époque où l'on s'attend généralement à une poursuite de l'accroissement des taux d'inflation, la création de taux de change fixes à l'intérieur de la CEE, assortie de l'obligation faite aux banques centrales d'intervenir, ne peut guère avoir d'autre effet — à moins que l'on ne s'accommode d'une succession relativement rapide de réévaluations et de dévaluations, ce qui cependant rendrait absurde, en fin de compte, le SME.

Toutefois, l'aspect *décisif* est celui-ci : *le SME met la charrue avant les bœufs*. Au lieu de créer d'abord les instruments d'une politique économique commune, ce qui revient finalement à créer un gouvernement ouest-européen et un Etat ouest-européen, le SME doit uniquement rendre possible une coordination de la politique monétaire de la CEE. A plus ou moins brève échéance, le projet du SME s'expose ainsi au problème de fond, problème auquel les Etats capitalistes d'Europe occidentale, avant même que ne sèche l'encre au bas du Traité de Rome (concernant le Marché commun), étaient déjà confrontés : l'unification de la CEE est du ressort des différents Etats/nations de la CEE et implique le dépassement de la CEE vers un Etat/nation européen; c'est à ce prix qu'elle a des chances d'aboutir et de réaliser son objectif : tenir tête à la puissance économique conjuguée des USA et du « défi japonais ».

Winfried Wolf

18 février 1979

(Traduction de Josiane Mély et Patrick Démerin)

## NOTES

1. Lorsque, le 19 décembre 1971, le dollar fut massivement dévalué par rapport aux autres pays impérialistes et à l'or — de 13 % par rapport au mark — et que fut mis là provisoirement un point final à l'effondrement du système monétaire international de Bretton Woods, le président américain Richard Nixon présenta ce compromis, désastreux pour les USA et de courte durée pour tous, comme « l'accord monétaire le plus significatif qui ait été signé dans l'histoire universelle » (Frankfurter Rundschau du 20.12.71; voir dans un contexte plus général : Ernest Mandel, *der Sturz des Dollars*, Olle & Wolter, Berlin 1973, en particulier p. 102 et suiv.
2. De même qu'il ne fait guère de doute que la capital ouest-allemand doit craindre en premier lieu d'importer, avec le SME, les taux élevés d'inflation que connaissent la

Grande-Bretagne, l'Italie ou la France, de même il n'est guère douteux que le « bacille de la lutte des classes » menacera également le capital ouest-allemand. En regard des récents événements, il est toutefois intéressant de constater que la grève de 1978/79 dans la sidérurgie ouest-allemande a pour la première fois enfreint cette règle : la revendication de la semaine de 35 heures et le combat pour celle-ci ont porté la classe ouvrière de RFA à la pointe des luttes de classes qui ont lieu dans ce domaine en Europe occidentale. Il est prouvé que cette lutte a eu des incidences sur les discussions et les luttes de la classe ouvrière d'autres pays – ainsi, par exemple, a-t-elle fait avancer la lutte des sidérurgistes français.

3. On notera dans ce contexte l'offensive-surprise de l'industrie automobile américaine sur le marché de la CEE. On en est arrivé à une situation grotesque où l'on voit les grosses conduites intérieures américaines de General Motors, Ford et bientôt Chrysler, toutes spécialement adaptées aux marchés de la CEE et de la RFA, exportées en Europe occidentale, où elles entrent en une concurrence effrénée avec les meilleures productions de leurs propres filiales, Adam Opel AG., Ford et Chrysler-Simca (Matra-Sunbeam).
4. Ceci concerne également, tout au moins en partie, les détenteurs privés d'importants avoirs en dollars. « Les détenteurs d'importants avoirs en dollars-papier acceptent de perdre chaque année un peu de leur capital (...), car ils subiraient des pertes encore plus importantes s'ils se débarrassaient d'un coup de leurs dollars : le marché des changes réagit en effet à toute vente massive par des baisses très importantes. » E. Mandel, *Perspektiven der internationalen kapitalistischen Wirtschaft* (Perspectives de l'économie capitaliste internationale), in : *Inprekor*, numéro spécial-économie 96 du 1.2.1979).
5. La part des exportations de la RFA vers les USA par rapport à l'ensemble des exportations de la RFA se situe donc ici encore à près de 7 %. En 1971, elle était de 9,7 % et elle fut ensuite réduite presque de moitié jusqu'en 1976 par la crise économique mondiale – elle se situait à 5 % pendant le premier semestre 1976. Voir ici : Ernest Mandel/Winfried Wolf, *Ende der Krise oder Krise ohne Ende* (Fin de la crise ou crise sans fin), Wagenbach, Berlin 1977, p. 156 ss. Les chiffres de 1977/78 proviennent des rapports mensuels de la Deutsche Bundesbank. Voir pour de plus amples développements sur la situation de l'économie américaine fin 1978 : E. Mandel, *Perspektiven...*, op. cit.

Il est grotesque d'affirmer, comme le fait, dans son n.142 du 13.11.78, le « Arbeiterkampf », organe du Kommunistischer Bund, dans une longue analyse de la chute du dollar et du SME, que « la situation de l'impérialisme US était caractérisée ces dernières années par une crise grave et persistante (!). Le fort taux de chômage et la croissance du taux d'inflation ont détérioré la condition de la classe ouvrière (...) Un recul de la production (?) et un abaissement du profit (!?) des entreprises, en particulier dans l'exportation, en furent une conséquence. » (En corrélation avec cette présentation simpliste des faits, l'article reprend aussi le cliché selon lequel les causes du déficit de la balance commerciale seraient à rechercher dans le seul « accroissement des importations de pétrole du Proche-Orient »).

Ce genre de raisonnement équivaut à mettre sur le même plan la « crise capitaliste » et la « condition de la classe ouvrière » et met ainsi sous le tapis, voire bagatellise le caractère véritable du mode de production capitaliste et le fait que le profit est son but exclusif.

6. Ernest Mandel, *der Sturz des Dollars* (24.8.71), op. cit. p. 103.
7. E. Mandel, *Der freie Fall des Dollars* (La chute libre du dollar), in *Inprekor/Intercontinental Press* n.26 du 14.4.1978.
8. Pour la non-concomitance de l'évolution technologique, on se reportera pour plus

de précisions à : Peter Bartelheimer/Winfried Wolf, *Neue Technologien und BRD-Kapital* (Nouvelles technologies et capital ouest-allemand), in *Die Internationale* n. 14/15, p. 7; en particulier les pages 50 et suiv.

9. Sources et calculs d'après : J. Kuczynski, *die Geschichte der Lage der Arbeiterklasse* (Histoire de la condition ouvrière), Berlin 1963, vol. 7a, p.264 et 527; Etudes statistiques annuelles de RFA 1959, (p.58), 1975 (p.639) et 1978 (p.648).
10. Selon le National Institute Economic Review de nov. 1978, les exportations de la RFA pour le second quartal 1978 se placent, avec 34,8 mrds. de dollars, avant celles des USA (33,7 mrds. dollars); pour le premier semestre 1978, la RFA a exporté pour 67,2 mrds de dollars et les USA pour 64,8 mrds. de dollars. La différence dans l'évolution (réelle) du volume des exportations provient du fait qu'une grande part de la progression nominale des exportations de la RFA est due à la dévaluation du dollar. Il faut rappeler par ailleurs que, pour ce qui est du marché international d'exportation des produits de l'industrie de transformation, la RFA mit, dès 1970, un terme à l'hégémonie des USA; fin 1978, la part de la RFA est ici de près de 21 %, alors que celle des Etats-Unis est de 15,5 %. En un certain sens, ces chiffres en disent plus long sur l'évolution de la force productive dans l'industrie que ceux du *total* des exportations c'est-à-dire comprenant également les exportations de matières premières et de produits agricoles). Pour les chiffres, se référer à : E. Mandel, *Die Perspektiven...*, op. cit.
11. La Wirtschaftswoche a fait de ce sujet son titre principal dans son numéro du 29.1.1979. On y mentionne, pour le trust Siemens, le chiffre de 9 mrd. de marks en argent liquide et, pour Volkswagen, celui de 6 mrd. de marks. Signalons que les trusts sidérurgiques de RFA sont eux aussi dans une situation analogue, eux qui, tout au moins jusqu'à la grève des sidérurgistes, prétendaient être au plus bas de la crise. (W. Wolf, *Flaute bei Stahl ?* (Stagnation dans l'acier ?), in : was tun n.246 du 25.1.1979; voir aussi : Wirtschaftswoche n.7 du 12.2.1979).
12. Voir Mandel, *Der Sturz des Dollars* (la chute du dollar) p.141. Détails sur le SME dans « Was Tun » 243 du 1.5.79.
13. Voir Mandel-Wolf, *Ende der Krise oder Krise ohne Ende ?* (Fin de la crise ou crise sans fin ?) Berlin-Ouest, Wagenbach Verlag pp.141
14. En 1975, à 43 % des exportations de la RFA et 35,4 % de ses investissements à l'étranger ont été réalisés à l'intérieur de la CEE. Si l'on y ajoute les pays de l'AELE, et les pays proches de la CEE comme la Turquie, la Grèce et l'Espagne, — ce qui est tout à fait logique dans le cadre d'une analyse matérialiste étant donné le degré d'interdépendance économique et les accords existants avec la CEE —, on constate que : 62,1 % des exportations de marchandises de la RFA restent dans cette zone européenne élargie tandis que la CEE y réalise 58,6 % de ses investissements directs. Mandel et Wolf, *ibid.* p. 158.
15. Voir le Monde du 9.10.1978.
16. Il est évident que les objectifs poursuivis dans ce contexte ne sont pas seulement avantageux et actuels pour les seuls Etats de la CEE. Par exemple, le Japon a l'intention lors de la prochaine réunion au sommet des « Sept » (à savoir les puissances impérialistes les plus importantes) à Tokio en juin prochain de proposer un « serpent » pour toutes les devises impérialistes les plus importantes. Les USA ont déjà donné leur accord de principe pour ce projet, mais pensent que l'heure n'est pas encore venue » et qu'il est d'abord nécessaire d'harmoniser les taux d'inflation jusqu'à présent différents des pays concernés. (Le Japon veut aussi un serpent pour le yen, article du FAZ Frankfurter Allgemeine Zeitung du 12.2.1979.)
17. Les cinq aspects du SME mentionnés ici sont aussi les plus importants. Un autre aspect, aujourd'hui secondaire, réside dans la tentative de se protéger des exigences formulées par les Etats-Unis à l'endroit de la RFA : à l'époque des préparatifs pour le SME de

juin/juillet 1978, les USA lancèrent des attaques massives contre le gouvernement Schmidt, lui reprochant – au contraire des USA – de ne pas jeter tout son poids économique dans la balance afin de relancer l'économie mondiale, et lui reprochant donc de mener une politique de stabilité par trop restrictive. Cette exigence était bien entendu partagé par les Etats faibles de la CEE. Le concept du SME développé au sommet communautaire de Brême aboutit lors de la conférence internationale au sommet qui eut lieu ensuite à Bonn, à la création d'une phalange unitaire des Etats-membres de la CEE, ce qui mit le gouvernement américain dans l'incapacité d'assurer le succès des revendications qu'il liait à cette critique. Indiquons pour finir que certains secteurs de la CEE ont un tout particulièrement intérêt à ce que se réalise une alliance monétaire dans le cadre de la CEE. Ainsi l'association française de l'industrie chimique déplorait-elle au début février que, « dans la chimie européenne, l'importation de matières premières et d'énergie, de même que l'exportation de produits finis aient lieu principalement sur la base du dollar et soient par là même dépendantes fluctuations importantes et rapides de la monnaie américaine. « Nous ne pouvons donc qu'appeler de nos vœux la création d'une véritable monnaie européenne », précise la fédération française de la chimie » (d'après : Blick durch die Wirtschaft du 9.2.1979). ouest-européens ou aux multinationales dont les activités se concentrent plus particulièrement en Europe : les turbulences que connaît actuellement le secteur monétaire leur posent un certain nombre de problèmes qu'une entente monétaire européenne permettrait de supprimer, ou tout au moins de réduire. Aussi les multinationales placent-elles leurs liquidités en différentes monnaies et selon des poids différents, afin d'être assurées en cas de dévaluation. Pour la même raison, c'est aussi en différentes monnaies que l'on ouvre des crédits. L'ancien directeur général de l'Institut de Crédit suisse, Heinz R. Wuffli, a établi pour les banques de « nouvelles règles dans les relations avec les multinationales », dans lesquelles, ce référant à cette situation, il constate qu'« il devient désormais de plus en plus difficile pour les banques d'évaluer la solvabilité de leurs clients », car il faut prendre en considération les fluctuations possibles ou vraisemblables des cours, et leurs implications sur chacune des multinationales. In Wirtschaftswoche, n° 4 du 22.1.1979.

18. Les crédits (« droits de tirage ») que peut obtenir tout Etat – membre auprès du FMI se répartissent en cinq catégories. Si les deux premières « tranches de crédit » sont pratiquement accordées sans aucune condition préalable, les implications politico-économiques apparaissent plus massivement avec chacune des trois autres tranches, le FMI imposant une politique de stabilité à ces pays, qui va fréquemment jusqu'à préciser les plus petits détails. Les grandes banques, auprès desquelles les pays de l'OPEC, après la « crise du pétrole », déposeront leurs énormes excédents en devises, intervinrent en octroyant des crédits importants sans obligations. En plus des dangers auxquels, de leur propre chef, les grandes banques s'exposèrent alors – et auxquels elles continuent de s'exposer – (et des réactions en chaîne que provoquerait l'effondrement d'une grande banque), le Frankfurter Allgemeine Zeitung, se faisant le porte-parole des intérêts de la grande bourgeoisie, résume ainsi la situation : « Il est tout à fait inadmissible que des pays qui gèrent mal leur maison puissent continuer à s'endetter sans être incités à un changement, depuis longtemps nécessaire, du cours de leur politique économique, comme ce serait le cas dans toute utilisation du fonds. » (FAZ du 22.9.78).
19. « Le monde ne souffre pas d'un manque de liquidités, mais bien d'un excédent dangereux de liquidités. On ne peut que mettre expressément en garde contre la délivrance de nouveaux droits de tirage spéciaux, contre la création d'un potentiel inflationniste encore plus important. » (Le Frankfurter Allgemeine Zeitung, la veille de la décision du FMI).
20. Avec le prix de l'or, on constata également une hausse spectaculaire du prix de l'argent, lequel, à 7,37 dollar l'once, atteignit lui aussi un prix record, encore jamais atteint; de

même pour le platine, dont le prix atteignit jusqu'à 414 dollar l'once (chiffres tirés principalement des *Blick durch die Wirtschaft* du 3.3.1979 et du 12.2.1979, et du *FAZ* du 8.2.1979). La personnalisation, jointe à une approche idéaliste de cet abandon du dollar est le prétexte à de véritables morceaux d'anthologie, jusque dans des journaux bourgeois d'ordinaire plus sérieux : « L'ayatollah fait monter les prix des matières premières : le retour de Khomeiny à Téhéran fait éclater des tumultes dans les Bourses de métaux précieux » (*Wirtschaftswoche* du 12.2.1979). De nombreux indices permettent cependant de penser que l'évolution du secteur monétaire en février, telle qu'elle a été décrite ici, n'est nullement due en premier lieu aux événements d'Iran, mais bien plutôt à l'arrêt progressif des effets des mesures de soutien engagées au mois de novembre par le programme de Carter. Un numéro de *Blick durch die Wirtschaft* tenait pour « remarquable, même si elle devait rester sans suites », l'évolution suivante : « Après que l'évolution du prix de l'or n'ai fait pendant des mois que refléter les instabilités de l'évolution de la monnaie américaine sur le marché des changes, il manifeste depuis peu des tendances tout à fait autonomes : pour des variations peu importantes des cours du dollar, le prix (de l'or) a augmenté ces derniers temps de façon très sensible, ce qui a conduit également à une augmentation de la valeur exprimée dans d'autres monnaies. Un investisseur allemand, qui voudrait aujourd'hui acheter un petit lingot d'or de 50 grammes, aurait à déboursier, TVA comprise, 806 marks environ. Au milieu de ce mois, il pouvait acheter le même lingot pour 750 ou 760 marks. » (*Blick durch die Wirtschaft, Das Gold hängt nicht mehr am Dollar* (l'or ne dépend plus du dollar), 29.1.1979. Signalons que, dix jours plus tard, il fallait encore payer 35 marks de plus pour le même lingot).

21. La décision de la Bundesbank d'octobre 1978 faisait d'ailleurs déjà l'effet d'une mise en garde contre une application plus restrictive, ce que le gouvernement fédéral nia vainement à cette époque. Cela fut clairement confirmé par une nouvelle augmentation des réserves minimum et une augmentation du taux d'escompte en janvier qui fut loin de faire l'unanimité dans le gouvernement fédéral. Vu le taux d'inflation extrêmement bas de la RFA et une croissance économique en légère accélération, il paraît difficile d'admettre que cette évolution serve les intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie. C'est qu'elle cache en dernier ressort une politique financière axée jusqu'à l'extrême sur la stabilité monétaire et un bas taux d'inflation, politique qui s'accommode délibérément d'une mise en veilleuse des intérêts favorables à l'expansion économique.
22. Sources : *Wirtschaftswoche* du 12.2.1979; *Economist* du 18.11.1978; *Blick durch die Wirtschaft* du 7.1.1979 et du 29.1.1979.
23. Dans un assez long article du *FAZ*, Karl Jetter, se penchant plus particulièrement sur la divergence dans l'évolution du franc et du mark, constatait : « Le décalage dans l'inflation entre le mark et le franc n'a fait que s'accroître. Dans les années 60, sous de Gaulle, il était en moyenne de 1,3 % (Allemagne : 2,7 %, France : 4 %); durant la première moitié des années 70, avec Pompidou, il était de 2,7 % (6,1 % et 8,8 %). Depuis l'entrée en fonctions de Giscard d'Estaing, on ne peut même plus parler de décalage : le taux d'inflation français a cru jusqu'à atteindre deux fois le taux d'inflation allemand en 1976, puis deux fois et demi en 1977, puis quatre fois le taux allemand l'année dernière (2,4 % et 9,7 %). » Pour finir, l'auteur met indirectement en cause le décalage dans la productivité lorsqu'il écrit : « Il est pour le moins significatif que, avec une dévaluation permanente et exagérée du franc, les exportations françaises, malgré la diminution des importations de biens d'investissement d'Allemagne, ne parviennent que difficilement à équilibrer la balance commerciale, tandis que la République Fédérale, malgré la réévaluation du mark, affiche un solde positif de plus de 40 milliards de marks. » Le franc peut-il encore être sauvé ? (in *FAZ* du 10.2.1979).
24. D'après *Frankfurter Rundschau* du 20.10.1978.

25. Les déclarations faites au début février à Francfort, lors de la « World Business Conference », par des représentants de premier plan du capital et des banques communautaires tendraient plutôt à confirmer l'éventualité d'une rapide mise en application du SME. Le président de la Deutsche Bundesbank, Emminger, le président de la banque centrale britannique, Gordon Richardson, et le vice-président de la CEE, Ortoli, réitérèrent expressément leur attachement au SME (Frankfurter Rundschau et FAZ du 15.2.1979). Le début des conversations sur les montants compensatoires agricoles va cependant dans le sens opposé, de sorte que le FAZ, dans un éditorial intitulé « Dans l'impasse », constate : « A présent » – depuis qu'il est devenu évident que la discussion sur les montants compensatoires agricoles a mené dans une impasse – « la crédibilité de tout ce projet (SME) est remise en question et l'on peut s'attendre à de graves répercussions. » Le FAZ rend alors responsable d'un éventuel échec et d'ores et déjà de la situation présente le fait que le projet du SME ait été conçu « comme une opération ultra-secrète de commando » par Schmidt et Giscard d'Estaing (ce qui n'est en fait, en aucun cas, la raison essentielle) et conclut : « Le danger de la désintégration (de la CEE; W.W.) n'en est devenu que plus important. Avec la crise iranienne, les prochains mois verront surgir de nouveaux problèmes. On s'attend à Bruxelles à une pression croissante d'intérêts protectionnistes (...) Plus personne ne comprend que ce soit précisément les initiateurs de ce projet (la France et la RFA; W.W.) qui mettent à présent toute cette entreprise en danger. Schmidt et Giscard ne peuvent guère espérer rencontrer beaucoup de compréhension. » (FAZ du 19.2.1979)

## 1. « L'Internationale communiste », de Pierre Frank

Deux volumes, 33 chapitres, 950 pages : rien que du point de vue quantitatif, le travail de Pierre Frank consacré à l'IC, et publié par les éditions La Brèche il y a quelques semaines à peine, est exceptionnellement important. En effet, on remarque aisément la pauvreté de la littérature traitant de l'histoire du Komintern, du moins en langue française. Les ouvrages dont on disposait jusqu'à présent sont légers, ou rédigés par des militant(e)s, voire des « spécialistes » ayant quitté manifestement les rivages du mouvement ouvrier<sup>1</sup>, fortement marqués par leur origine stalinienne<sup>2</sup>, ou encore ne traitent que partiellement de l'IC, même si de façon assez satisfaisante<sup>3</sup>. Pour ne rien dire, ici, des recueils de documents et études publiés en anglais ou en allemand.

En gros, par conséquent, les militants pouvaient commodément et avec profit se servir de quatre titres, pas davantage : les *Discours aux congrès de l'IC*, de Lénine<sup>4</sup>; du livre fort intéressant de Fernando Claudin qui, à l'époque de sa publication en France, constituait un matériel incomparable — ce qui justifie l'hommage que lui rend Pierre Frank dans son propre ouvrage tout en critiquant fondamentalement son axe central<sup>5</sup>; des textes complets des *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'IC*, réédités en 1975, et qui auront été longtemps la « nourriture » privilégiée de nombre de militants<sup>6</sup>, et, enfin, les textes intégraux des documents et interventions du seul premier congrès de 1919,

qui, depuis six ans bientôt attendent d'être suivis par ceux du second et du Comité exécutif international ayant eu lieu entre les deux congrès<sup>7</sup>. On le voit, c'est vraiment peu<sup>8</sup>.

Il n'est donc pas superflu, ce double volume sur la III<sup>e</sup> Internationale. Il l'est d'autant moins que les discours de Lénine et les documents d'origine mis à part, c'est la seule étude un tant soit peu consistante rédigée par un marxiste révolutionnaire<sup>9</sup>. C'est-à-dire qu'on trouve enfin en un seul lieu l'essentiel des données factuelles — dont nous abreuvons les spécialistes académiques au contraire des histographes staliniens contraints à des distorsions multiples — et la compréhension, vitale à nos yeux, de l'internationalisme vivant, de la nécessité et de la possibilité de la révolution mondiale... sans lesquels l'IC perd toute raison d'être. C'est précisément cet angle d'attaque qui permet de comprendre à la fois la richesse, les succès et les erreurs jalonnant la vie de l'IC « du temps de Lénine et Trotsky », lorsque l'instrument conçu en fonction d'une ligne générale restait effectivement au service de cette dernière, par-delà les aléas de la conjoncture, et le processus de dégénérescence/dépérissement à partir de l'instant où la stratégie globale de prise du pouvoir fait place à la politique du « socialisme dans un seul pays ». Si telle fonction crée l'organe, le changement de fonction peut aussi bien le tuer. Voilà justement une question primordiale, sur laquelle l'on passe trop rapidement — et qui, bien que présente tout au long des pages de P. Frank, méritait peut-être encore d'être davantage développée : on comprend bien le processus de dégénérescence bureaucratique de l'*Etat* ouvrier soviétique et du *parti* — unique — au pouvoir en URSS. On comprend également que la direction stalinienne ait tenté de mettre l'IC et ses sections nationales au service de la politique conçue en fonction de la préservation des intérêts de la caste privilégiée.

Autre chose est de savoir *pourquoi cette tentative a été couronnée de succès*. Car, il n'y avait ni fatalité ni, à priori, de fonctionnement quelconque de courroie de transmission. Oui, alors que les « eurocommunistes » et autres héritiers « social-chauvins » de l'IC stalinisée tentent de faire payer à l'existence même de l'IC les crimes de Staline et ceux de leur propre parti<sup>10</sup>, il est bon de redire avec force que l'internationalisme implique, certes, l'Internationale, mais pas l'asservissement à un « centre » despotique, arbitraire, incontrôlé, sanguinaire et menant une politique n'ayant pour objectif que sa propre survie ! Il est même juste de rappeler, comme le fait Pierre Frank, que même des dirigeants de PC plus tard aussi serviles à l'égard de Staline que le devinrent ceux des PC français et italien, ne furent pas sans hésiter, sans sentir et appréhender le double changement fatal survenant entre les V<sup>e</sup> (1924) et

VI<sup>e</sup> Congrès (1928) : modification du « régime intérieur » de l'IC — disparition des débats; mutations des responsables; élimination des « opposants », etc. — coïncidant avec la mise en application de la politique du « socialisme dans un seul pays ». Qu'ils aient choisi de capituler devant Staline est indéniable; que cela ait été « naturel » ou « automatique » est faux.

## L'actualité de l'Internationale communiste

Il est frappant de constater à quel point de nombreux problèmes discutés au sein du Komintern et rapportés par P. Frank sont actuels; c'est-à-dire qu'ils continuent à se poser, bien entendu en termes plus ou moins différents, compte tenu des périodes, des contextes respectifs, à nous qui prétendons être les héritiers — inventifs ! — du bolchevisme. Faut-il fonder/proclamer une Internationale avant que de disposer de partis de masse préalablement constitués et disposant déjà d'une solide implantation ouvrière (deux premiers chapitres) ? La place des soviets ou conseils dans le processus révolutionnaire (chapitre 2); la transformation d'une organisation aux mœurs social-démocrates en parti révolutionnaire (« 21 conditions » et « bolchévisation », chapitres 3, 1<sup>re</sup> partie, et 4, 3<sup>e</sup> partie); comment une direction marxiste-révolutionnaire doit-elle/peut-elle agir lors d'une crise révolutionnaire ? Comment la direction d'une Internationale doit-elle/peut-elle aider une section nationale ?

Le cas de la révolution allemande qui est décrite, analysée, dans les chapitres 1 et 2 (2<sup>e</sup> partie) et 2 (3<sup>e</sup> partie), permet de répondre à ces questions évoquées par Trotsky dans *les Leçons d'Octobre*; l'élaboration, la discussion, l'adoption et la mise en pratique de la politique du Front unique ouvrier (1922); la définition des « gouvernements ouvriers » (et paysans); l'apparition des méthodes de fonctionnement fractionnelles, bureaucratiques, sanglantes; la marche forcée vers le réformisme contre-révolutionnaire : Allemagne, théorie du socialisme dans un seul pays, comité anglo-russe, Chine, politique de la « Troisième période » et sabotage de la lutte antifasciste, fronts populaires, pacte germano-soviétique, ligne suivie durant la Seconde Guerre mondiale... autant de problèmes essentiels dans la vie de l'IC, dans l'histoire mondiale, et qu'il est évidemment impossible de détailler ici.

Le sujet est vital, et passionnant. Le livre est politiquement et pédagogiquement indispensable : il permet de (re)faire connaissance avec les événements principaux jalonnant l'histoire de l'Internationale communiste; il donne une « grille de lecture » cohérente, globale tout en s'appuyant largement sur les documents de l'IC

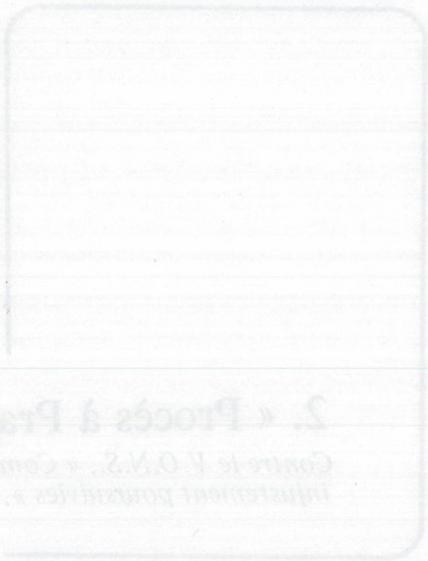
elle-même, permettant de saisir l'évolution politique et organisationnelle du « parti mondial de la révolution socialiste ».

Autant que les articles récemment republiés de Trotsky, argumentant pour la création de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>11</sup>, le livre de P. Frank enrichit notre connaissance et stimule la lutte pour la construction d'une internationale révolutionnaire de masse.

Jean-François Godchau

#### NOTES

1. D. Desanti : *l'IC*, Payot, 1970; Margarete Buber-Neumann, *la Révolution mondiale*, Casterman, 1971; B. Lazitch : *Lénine et la III<sup>e</sup> internationale*, la Baconnière, 1951; F. Fejto : *l'Héritage de Lénine*, Livre de poche, 1977.
2. G. Cogniot : *l'IC*, Editions sociales, 1969 (le dernier chapitre, justifiant la dissolution de l'IC par Staline en 1943, s'intitule « Mission accomplie » !)... Les *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez* (n<sup>os</sup> 22 de 1977 et 25-26/1978) sont plus honnêtes et sérieux même s'ils ne traitent que superficiellement de la fonction et de l'histoire de l'IC.
3. J. Humbert-Droz : *l'Origine de l'IC*, la Baconnière, 1968; N. Poulantzas : *Fascisme et dictature – la III<sup>e</sup> Internationale face au fascisme*, Maspero, 1970; *la Question chinoise dans l'IC*, textes réunis par P. Broué, EDI, 1976; A. Rosmer : *Moscou sous Lénine*, Maspero, 1970; D. Losovsky : *l'Internationale syndicale rouge*, suivi de *la Troisième période d'erreurs de l'IC* de Trotsky, Maspero, 1976; *l'IC et l'école de classe*, textes réunis par D. Lindenbergh, Maspero, 1972; A. Kriegel : *les Internationales ouvrières*, Que-sais-je ? n<sup>o</sup> 1129, PUF; du même auteur, le chapitre sur l'IC dans le tome III de *l'Histoire générale du socialisme*, PUF. Rappelons les livres intéressants et bien documentés de Lilly Marcou, parus récemment, mais qui n'interviennent que longtemps après la mort de l'IC, *le Kominform*, Fondation nationale des sciences politiques, 1977; et *l'Internationale après Staline*, Grasset, 1979.
4. Editions sociales, 1973.
5. *La Crise du mouvement communiste*, Maspero, 1972; critique de P. Frank, pages 869/875.
6. Maspero.
7. *Documents pour l'histoire de la III<sup>e</sup> Internationale-I<sup>er</sup> congrès de l'IC*, EDI, 1974.
8. Signalons, en anglais, une étude et deux recueils de documents : G. Novack, D. Frankel et F. Felman : *The first three Internationals – their history and lessons*, Pathfinder, New York, 1974; *International communism in the era of Lenin* (t. 1) et *Soviet Russia masters the Comintern* (t.2), textes réunis par Helmut Gruber, Anchor press, New York, 1972 et 1974; Jane Degras : *the Communist international*, 2 vol., Oxford university press, Londres, 1956-60. Ne pas oublier Boris Ponomarev : *l'Internationale communiste*, article de la *Grande encyclopédie soviétique*, vol. 22, septembre 1953; Editions sociales, 1955... !
9. Profitons-en pour signaler une fois de plus l'anomalie scandaleuse que constitue la non-publication en français des discours et rapports de Trotsky devant les congrès de l'IC, livre existant en anglais (*The first five Years of the CI*, 2 vol., Pathfinder, New York, 1972). Les PUF viennent de sortir une seconde édition de *l'IC après Lénine* de Trotsky (préface de P. Frank).



Les 22 et 23 octobre dernier, Petr Uhl, Vaclav Havel, Vaclav  
Benda, Ota Bobrovsky, Dana Novotna et Jiri Dienstbihl passaient  
devant les juges devant les murs épais du tribunal de Prague.  
Les termes de l'acte d'accusation ne s'inventent pas : les sus-  
nommés « ont, durant la période du printemps 1978 à mai 1979 à  
Prague et ailleurs, dans un esprit de renouveau au système à leur  
société de la République, par le décret de soutien à propos  
général démocratique étranger et dans l'intention de susciter dans  
la population de la République des sentiments d'hostilité envers le  
système socialiste, fondé l'organisation illégale « Comité de défense  
des personnes injustement poursuivies » [...]. Tous les accusés ont  
cru par la force ennemi de la culture de la République confor-  
ment à l'article 98 paragraphes 1 et 2, alinéa a) du code  
pénal ».

Les autorités tchécoslovaques tenaient beaucoup à garder secrètes  
les délibérations de ce procès « politique » : refusé la présence des  
journalistes occidentaux ; refusé la présence d'avocats étrangers qui

10. Voir l'assimilation faite par J. Elleinstein entre stalinisme et Internationale dans son livre *le Phénomène stalinien* (Grasset, 1975) et notre critique dans *Quatrième Internationale*, n° 22, nouvelle série, automne 1975.
11. L. Trotsky : Oeuvres complètes en français (1933-1940), 6 volumes parus aux EDI (1978-1979); surtout les trois premiers tomes sur ce sujet.

## 2. « Procès à Prague »\*

*Contre le V.O.N.S., « Comité de défense des personnes injustement poursuivies », 22/23 octobre 1979*

Les 22 et 23 octobre dernier, Petr Uhl, Vaclav Havel, Vaclav Benda, Okta Bednarova, Dana Nemcova et Jiri Dienstbier passaient devant les juges derrière les murs épais du tribunal de Prague.

Les termes de l'acte d'accusation ne s'inventent pas : les sus-nommés *« ont, durant la période du printemps 1978 à mai 1979 à Prague et ailleurs, dans un esprit de résistance au système d'Etat socialiste de la République, avec le dessein de soutenir la propagande anticommuniste étrangère et dans l'intention de susciter dans la population de la République des sentiments d'hostilité envers le système socialiste, fondé l'organisation illégale « Comité de défense des personnes injustement poursuivies » [...] Tous les accusés ont commis par là l'acte criminel de subversion de la République, conformément à l'article 98, paragraphes 1 et 2, alinéas a/b du code pénal ».*

Les autorités tchécoslovaques tenaient beaucoup à garder secrètes les délibérations de ce procès « public » : refusée la présence des journalistes occidentaux; refusée la présence d'avocats étrangers qui se portaient volontaires pour défendre les accusés; refusée la présence des représentants des différents comités de solidarité européens qui s'étaient rendus à Prague; refusée la présence des amis et camarades des accusés qui tentèrent, malgré la police de manifester devant le tribunal.

Forts de ce silence les juges pouvaient alors accomplir leur besogne : non sans avoir auparavant fait traîner hors de la salle d'audience la femme de Petr Uhl qui prétendait prendre des notes comme la loi l'y autorise.

Mais aux mesures de bureaucrates bornés répond une fois de plus l'insolente intelligence de ceux qui consacrent leur vie à les combattre. Les quelques parents des accusés autorisés à assister au procès n'en ont pas laissé échapper une parole : qui en griffonnant des notes en cachette, qui en enregistrant de mémoire les débats, ils ont reconstitué le plus fidèlement possible ce nouveau procès de Prague. Ils nous le livrent ici comme un véritable réquisitoire : contre ces « juges » pour qui la balance ne penche jamais que du côté de l'Etat; contre ce régime qui voit ses fondements menacés par une lettre au Pen Club international; contre ces dirigeants qui jugent criminelle la revendication d'appliquer les lois qu'ils ont eux-mêmes forgées !

Le compte rendu du procès est complété par de nombreuses annexes offrant un dossier sur la répression qui frappe les opposants au régime en Tchécoslovaquie et sur les moyens de les aider. Un dossier qui est avant tout un appel à la solidarité.

A. Libera

\* Editions François Maspero, 144 pages.

# cahiers LEON TROTSKY

Créé il y a deux ans, l'Institut Léon Trotsky s'est assigné comme tâche essentielle la publication des *Œuvres*, en français, de Trotsky, à commencer par la période 1933-1940.

A raison de trois volumes par an, l'ILT vient de publier le volume 6. Le 7<sup>e</sup> est sous presse et le 8<sup>e</sup> est déjà prêt. En marge des recherches considérables rendues nécessaires par l'important appareil critique qui accompagne les textes connus ou inédits de Trotsky, il est apparu possible et intéressant de publier certains aspects du matériel ainsi collecté, du travail élaboré au fur et à mesure de la sortie des volumes, mais qui ne pouvaient trouver directement leur place dans les ouvrages, sous peine de les alourdir. C'est le rôle des *Cahiers Léon Trotsky*.

Un exemple typique d'une telle articulation se trouve dans le n° 1 des *Cahiers*, sous la forme de l'article de P. Broué traitant de « Quelques proches collaborateurs de Trotsky ». On appréciera également la publication régulière d'inédits de Trotsky, comme son texte sur Nietzsche dans le n° 1 ou ses lettres sur le PCF dans le n° 2.

La chronique des publications récentes fait régulièrement le point sur la masse désormais considérable d'articles et d'ouvrages de toutes dimensions et de tous genres relatifs à Trotsky et au trotskysme qui sont publiés dans le monde entier pour le meilleur et, fréquemment hélas, pour le pire !

Une autre chronique régulière est celle des témoignages portés sur Trotsky par ses contemporains favorables ou hostiles : un Jean van Heijenoort, un Joseph Hansen qui ont été ses camarades de combat pendant de longues années, mais aussi un Winston Churchill dont le texte traduit à merveille la haine de classe...

Impossible de ne pas accorder une importance toute particulière au n° 3 qui vient de paraître (248 p.), entièrement consacré aux « Procès de Moscou » dans le monde. Ce numéro fournit un ensemble tout à fait exceptionnel d'analyses et de documents inédits ou introuvables sur l'un des rouages les plus hideux mis en marche par le stalinisme pour étrangler la révolution et abattre les révolutionnaires. Ce recueil, certes, élargit notre connaissance de ce passé redoutable, mais, au moment où chacun redécouvre l'horreur du goulag et s'interroge gravement sur « ce qui a bien pu arriver », y compris au sein des partis communistes, il constitue un instrument de combat, une pièce à verser au dossier en faveur de ceux qui ont été les victimes d'une machination infernale, parce qu'ils restaient, même quand « il était minuit dans le siècle », porteurs d'une volonté révolutionnaire indéfectible.

J.-F. G.

### Dans les prochains numéros

Outre les rubriques habituelles, on trouvera des études :

- Sur l'activité de l'antitrotskysme en URSS.
- Sur le trotskysme en Autriche, avec des témoignages sur la lutte sous le nazisme.
- Sur les colloques internationaux consacrés à Trotsky, notamment celui qui sera organisé par l'Institut.
- Sur les découvertes faites à Harvard, etc.

Il est prévu, en outre, des numéros spéciaux sur l'Opposition de gauche en URSS, sur Léon Sedov, sur le trotskysme en Amérique latine, etc.

---

### ABONNEZ-VOUS !

---

- Vous facilitez l'équilibre de la trésorerie de l'Institut à la veille du grand effort qu'il entreprend en envoyant cinq chercheurs à Harvard.
- Vous payez moins cher les *Cahiers* :  
Achetés au numéro les *trois* premiers numéros coûtent 75 F.  
L'abonnement pour les *quatre* numéros de 79 revient à 70 F.  
N<sup>os</sup> 5 à 8 (1980) : 80 F.

---

Institut Léon Trotsky, 29 rue Descartes, 75005 Paris; règlement par chèque bancaire ou virement postal au CCP Paris 20947-83 U.

# Critique communiste

7.	Ecologie, environnement, pollution, luttes urbaines . . .	10 F
8/9.	Stratégie révolutionnaire en Europe . . . . .	15 F
10.	Marxisme et question nationale : Bretagne, Corse, Occitanie . . . . .	10 F
11/12.	Militantisme et vie quotidienne . . . . .	15 F
13.	Les municipales — PSU — 1936 et 1978 . . . . .	10 F
14/15.	Les révolutionnaires et l'Union de la gauche . . . . .	10 F
16.	Les communistes, la transition socialiste et l'Etat . . . . .	10 F
17.	Contrôle ouvrier — Nationalisation — Arme nucléaire — Intelligentsia et prolétariat — Che Guevara . . . . .	10 F
18/19.	L'URSS — La bureaucratie — Eurocommunisme — Goulag, Gluksman et démocratie — La Yougoslavie . . . . .	18 F
20/21.	Féminisme, capitalisme et mouvement ouvrier . . . . .	20 F
22.	Le PCF, la gauche et la crise . . . . .	15 F
23.	Mai 68 — 1958-1968 — la bande à Baader — Energie nucléaire et transition au socialisme . . . . .	20 F
24.	La rentrée politique — Nouveaux mouvements sociaux — Relations entre les sexes — A propos de « la Civilisa- tion surréaliste » . . . . .	12 F
25.	L'actualité de Léon Trotsky par J. Elleinstein, E. Mandel, P. Broué, P. Frank et Y. Craipeau. Document : manifeste des trotskystes de Buchenwald . . . . .	20 F
26.	L'année 1978 : un tournant ? — Perspectives du giscar- disme — De l'emprise des « directions traitres » — Grève générale, front unique, dualité de pouvoir — Les nouvel- les alliances de classes — Voyage à l'intérieur de l'OCI . . . . .	15 F
27.	Les contradictions du réformisme ouvrier (à propos du XXIII <sup>e</sup> Congrès du PCF) — Le « socialisme réellement existant » était-il historiquement nécessaire ? — La Chine aujourd'hui — Débat : « l'emprise du réformisme » . . . . .	20 F
28.	Numéro spécial culture — Theatre de l'Opprimé — Théâtre radical américain — L'« Esthétique » de Lukacs — Art et lutte de classe — Le PCF et la culture . . . . .	25 F
29.	Nicaragua : sur le mot d'ordre d'Assemblée consti- tuante — Dossier : l'informatique — Croissance économi- que et lutte de classes . . . . .	15 F

# Critique communiste

Revue théorique de la Ligue communiste révolutionnaire

## éditorial

XI<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale,

1. L'Internationale nécessaire par *Michel Lequenne*
2. Le sens d'une scission, par *Daniel Bensaïd*

Le recentrage du PCF, par *Jeanette Habel*

La révolution culturelle chez Rudolf Bahro, par *Alain Brossat*.

Trois incohérences théoriques et leurs conséquences politiques, par *Daniel Bensaïd*

## débats

1. Politique étrangère castriste et défense de l'Etat ouvrier cubain, par *Claude Gabriel*
2. Réflexions pour les lecteurs de Critique communiste, par *Lucien Sfez*

## dossier

Système monétaire européen et parlement européen, par *Winfried Wolf*

## lectures

1. Histoire de l'Internationale communiste de Pierre Frank (Jean-François Godchau)
2. Procès à Prague (Anna Libera)

